



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 juin 2014
Français
Original : anglais

Lettre datée du 19 juin 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, et en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1533 (2004)
concernant la République démocratique du Congo
(*Signé*) Zeid Ra'ad Zeid **Al-Husseïn**

* Nouveau tirage pour raisons techniques (17 juillet 2014).



**Lettre datée du 30 mai 2014, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1533 (2004) concernant la République démocratique
du Congo par le Groupe d'experts sur la République
démocratique du Congo**

Les membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ont l'honneur de communiquer ci-joint le texte de leur rapport à mi-parcours, établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité.

(Signé) Victry **Anya**

(Signé) Frans **Barnard**

(Signé) Zobel **Behalal**

(Signé) Daniel **Fahey**

(Signé) Gora **Mbaye**

(Signé) Émilie **Serralta**

Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo

Résumé

Depuis la mi-janvier 2014, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) mènent une opération contre les Forces démocratiques alliées (ADF) sur le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu. Elles ont subi de lourdes pertes, mais ont délogé les ADF de toutes leurs bases connues. Le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo constate que les affirmations relatives aux activités des ADF et à leurs alliés n'ont fait l'objet d'aucune analyse critique et indépendante, ce qui pourrait conduire à des décisions inefficaces et peu judicieuses aux niveaux stratégique et opérationnel.

À l'issue de la visite de trois anciens camps des ADF, de l'analyse préliminaire des documents trouvés dans ces camps, de l'évaluation des engins explosifs improvisés et autres armes des ADF et d'entretiens tenus avec les autorités compétentes et les populations locales, le Groupe n'a pas été en mesure d'établir que les Forces démocratiques alliées étaient liées aux Chabab ou à Al-Qaida ou appuyées par l'une ou l'autre organisation.

Bien qu'on s'attendait à ce que les FARDC et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) attaquent les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) au début de 2014, le Gouvernement congolais n'a pas encore ordonné le lancement d'une vaste opération.

Les FDLR, entité inscrite sur la Liste des sanctions, ont noué des alliances avec des partis d'opposition rwandais établis en Belgique et au Rwanda. Le Groupe considère que les FDLR ont entrepris ces démarches pour mobiliser l'appui international, éviter que des opérations militaires ne soient engagées contre elles et contraindre le Gouvernement rwandais à négocier avec elles bien que celui-ci ait répété qu'il s'y refusait.

Tout en se disant prêtes à déposer les armes, les FDLR continuent de recruter et d'entraîner des combattants, y compris des enfants. En outre, des ex-combattants ont dit au Groupe que les responsables des FDLR affirmaient que leur principal objectif restait d'attaquer le Rwanda. Les faits montrent également que les FARDC et les FDLR collaborent actuellement au niveau local.

Le Groupe constate que, depuis le dernier rapport du groupe précédent, peu d'avancées ont été enregistrées s'agissant de la situation des ex-combattants et responsables politiques du Mouvement du 23 mars (M23) se trouvant au Rwanda et en Ouganda. Plusieurs problèmes sont apparus, dont les suivants : des membres du M23 se sont évadés de camps situés au Rwanda; le nombre de membres du M23 et les preuves de la réorganisation du Mouvement en Ouganda ont augmenté; les listes des membres du M23 se trouvant en Ouganda ne comptaient aucun officier important du Mouvement.

Le Groupe a enquêté sur le décès, intervenu le 14 avril, de Paul Sadala, dit Morgan, le chef des Maï-Maï Morgan du district de l'Ituri. Il a conclu qu'un manque de planification et la négligence des FARDC avaient contribué au décès de Morgan, et craint que ce fait ait des incidences négatives sur la sécurité et les efforts déployés pour désarmer les combattants en Ituri.

En ce qui concerne les ressources naturelles, le Groupe constate des retards dans la mise en œuvre du mécanisme de certification régional. Il a observé que les déficiences structurelles du secrétariat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le manque de volonté politique des États membres de la Conférence étaient les principales causes de cette situation.

Le Gouvernement congolais dispose d'un système de validation dans le cadre duquel il inspecte les sites et autorise les activités minières. C'est ainsi que de l'étain et du tantale ont pu être exportés des Kivus, mais le fait que trop peu de validations soient accordées dans d'autres régions, telles que le district de l'Ituri, empêche les sociétés d'exporter en toute légalité, ce qui favorise la poursuite de la contrebande entre États voisins. À cet égard, le Groupe constate que le Gouvernement ougandais a échoué à mettre fin au trafic d'or congolais sur son territoire.

Grâce à la coopération du Gouvernement ougandais, le Groupe a toutefois établi qu'un homme d'affaires congolais était responsable de l'envoi, à partir de la République démocratique du Congo, de 2 903 kilogrammes d'ivoire, qui ont été saisis à Kampala en octobre 2013.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Historique	7
II. Groupes armés étrangers	7
A. Forces démocratiques alliées	7
B. Forces démocratiques de libération du Rwanda	14
III. Groupes armés congolais	18
A. Mouvement du 23 mars	18
B. Maï-Maï Morgan	20
IV. Ressources naturelles	22
A. Certification des minerais	22
B. Minerais	24
C. Contrebande d'or en Ouganda	25
D. Ivoire	26
V. Recommandations	27
Annexes*	
1. Government of Uganda letter to Security Council	28
2. Group of Experts' response to the Government of Uganda	31
3. ADF-related maps	33
4. ADF IEDs (photos taken by the Group)	35
5. TMA-5 mine casing (photo by the Group)	37
6. ADF arms cache and mines	38
7. ADF documents	40
8. ADF camps	44
9. ADF Departments	47
10. ADF schools, hospitals, prison	50
11. ADF military-related documents	52
12. FDLR declaration, 30 December 2013	53
13. FDLR Rome Declaration, 31 March 2005	55
14. Armed FDLR in Buleusa	57
15. FDLR weapon storage in Buleusa	58
16. FDLR e-mail, 23 February 2014	59

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original.

17.	FDLR disarmament declarations, 18 April 2014	60
18.	FCRL-UBUMWE Press Release, 13 January 2014	63
19.	RDI and PS Press Release, 11 March 2014	66
20.	RDU-UDR press release, 1 March 2014	68
21.	RDU-UDR creation, 14 February 2014	70
22.	M23 escapees	72
23.	EJVM report, 6 December 2013	75
24.	Comparison of February and April 2014 M23 lists	77
25.	List of M23 cadres in Kampala	78
26.	M23 weapons in Kampala (photos by the Group)	79
27.	Letter to President Kabila from Morgan	80
28.	Morgan's last day, 14 April 2014	81
29.	DRC ICGLR Certificate of Export	85
30.	Mine site validation	86
31.	MHI-Cooperama agreement	89
32.	Tagged bag of coltan	91
33.	Untagged bag in Rubaya	92
34.	FARDC position near Rwangara mining site	93
35.	Mineral seizures	94
36.	Uganda gold exports, 2013-2014	96
37.	Congolese ivory trafficker	97
38.	Uganda wildlife product seizures	100
39.	Intelligence Fusion Cell	101
40.	Government of Uganda on M23 and ADF	102
41.	Group of Experts response to Government of Uganda on M23 and ADF	120

I. Historique

1. Comme le Conseil de sécurité en a décidé au paragraphe 5 de sa résolution 2136 (2014), le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo lui présente son rapport à mi-parcours par l'intermédiaire du Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Le présent rapport est le résultat de quatre semaines d'enquête au Burundi (Bujumbura), en République démocratique du Congo (Ituri, Kinshasa, Nord-Kivu et Sud-Kivu) et en Ouganda (Kampala).

2. Comme le Conseil l'a demandé au paragraphe 27 de sa résolution 2136 (2014), le Groupe a échangé des informations relatives aux ressources naturelles avec le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et le Groupe d'experts sur la République centrafricaine. Il a également tenu des consultations avec le Groupe d'experts sur la Libye, le Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée et le Groupe d'experts sur le Soudan. L'annexe 1 au présent rapport contient les observations formulées par le Gouvernement ougandais au sujet du rapport final du groupe précédent (S/2014/42) tandis que l'annexe 2 contient la réponse du groupe actuel.

3. Le Groupe a appliqué à son enquête les normes recommandées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir S/2006/997). Il a fondé ses conclusions sur des documents et, dans la mesure du possible, sur des observations de première main faites directement sur les lieux par les experts eux-mêmes. À défaut, il a vérifié les informations auprès d'au moins trois sources indépendantes et dignes de foi.

4. Compte tenu de la nature du conflit en République démocratique du Congo, peu de documents apportent la preuve incontestable de transferts d'armes, de recrutement et d'exploitation illicite de ressources naturelles. En conséquence, le Groupe s'est appuyé sur des témoins oculaires, membres des populations locales, ex-combattants et membres actuels des groupes armés. Il a également pris en considération les témoignages d'experts gouvernementaux et militaires de la région des Grands Lacs ainsi que de sources de l'Organisation des Nations Unies.

II. Groupes armés étrangers

A. Les Forces démocratiques alliées

5. Depuis le lancement des opérations contre les Forces démocratiques alliées (ADF) à la mi-janvier, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont indiqué qu'elles avaient subi de lourdes pertes, mais qu'elles avaient délogé les ADF de toutes leurs bases connues et tué de nombreux combattants. Par ailleurs, les témoignages concernant les liens entre les ADF et des groupes terroristes étrangers, le perfectionnement et l'efficacité des engins explosifs improvisés des ADF et le nombre de personnes que celles-ci ont prises en otage se sont multipliés, en dépit du manque de preuve tangible et d'analyse crédible.

6. En avril et mai 2014, le Groupe s'est rendu dans des anciens camps des ADF à trois reprises et a réuni des centaines de pages de documents et d'enregistrements. À l'heure actuelle, il ne dispose pas de moyens suffisants pour les faire traduire.

Toutefois, l'analyse préliminaire des informations recueillies ainsi que les visites et les entretiens réalisés sur le terrain n'ont pas permis d'établir que les ADF étaient liées aux Chabab ou à Al-Qaida ou appuyées par l'une ou l'autre organisation, comme le groupe précédent l'avait conclu dans son rapport final (S/2014/42, par. 72).

7. Le Groupe poursuit son enquête pour savoir où se trouvent les derniers éléments des ADF, notamment Jamil Mukulu, inscrit sur la Liste des sanctions, ainsi que la taille et la force actuelles de l'entité. Il entend continuer d'enquêter sur les liens financiers et commerciaux des ADF au Nord-Kivu, et les relations qu'elles entretiennent avec des individus se trouvant en dehors du pays (voir S/2014/42, par. 88, et S/2011/738, par. 57 à 65). En dépit des progrès dont il est fait état au sujet des opérations que les FARDC mènent contre les ADF, le Groupe considère que le commandement et le contrôle des ADF demeurent intacts et que celles-ci sont en mesure de se reconstituer, comme elles l'avaient fait après l'opération Rwenzori en 2010 (voir S/2010/596, par. 29, et S/2011/738, par. 50).

Opération Sukola I

8. Le 17 janvier 2014, les FARDC ont lancé l'opération Sukola I contre les ADF dans le territoire de Beni de la province du Nord-Kivu. L'opération a été menée avec un appui logistique limité de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), y compris une mission d'évacuation sanitaire à Goma. Les soldats de la Brigade d'intervention de la MONUSCO sont basés dans les villes de Mavivi et de Kamango mais, au moment de l'établissement du présent rapport, ils n'avaient pas participé à des combats terrestres.

9. L'opération Sukola I s'est déroulée le long de deux axes : le long de l'axe sud, les FARDC ont ouvert la route allant de Mbau à Kamango, avant de pousser vers le nord et les bastions des ADF (voir annexe 3); le long de l'axe nord, elles ont démarré à l'est d'Eringeti et avancé vers le sud et le territoire des ADF. Les FARDC ont pris le contrôle de plus d'une douzaine de camps et de bases, notamment des sites stratégiques de Chuchubo, de Nadui, de Canada, du bataillon du commandant Ibrahim et de Madina¹.

10. L'opération aurait fait des centaines de victimes, principalement parmi les militaires, mais aucune vérification indépendante des chiffres n'a été réalisée. Les officiers des FARDC ont dit au Groupe qu'au 7 mai, les FARDC avaient perdu 217 soldats morts au combat et recensé 416 blessés², parmi lesquels figuraient un certain nombre de victimes de tirs fratricides. Compte tenu d'entretiens qu'il a tenus avec des officiers et des soldats des FARDC et des registres militaires médicaux des FARDC qu'il a consultés, le Groupe considère que ces chiffres sont relativement précis.

11. Les officiers des FARDC ont informé le Groupe qu'au 7 mai, 531 combattants des ADF avaient été tués depuis le début de l'opération. Au terme de ses enquêtes préliminaires, dont des observations réalisées pendant trois visites des camps de Kabila et de Madina et une visite du camp AKBG, le Groupe considère que ce nombre pourrait être exagéré. En outre, il n'a pas été en mesure de déterminer où se

¹ Il convient d'observer que les noms des sites des ADF diffèrent selon qu'ils sont désignés par la MONUSCO ou les FARDC et qu'ils ont pu changer.

² Le ratio est de 1/1,92, soit 1,92 soldat des FARDC blessé pour chaque soldat tué.

trouvaient les victimes des ADF, qui devraient être nombreuses³. Il a constaté des preuves de combat dans d'anciennes positions des ADF, mais n'a observé qu'une quarantaine de tombes de combattants présumés des ADF dans les trois camps ou le long des pistes reliant ceux-ci⁴. Ce constat diffère des affirmations du général Bahuma, commandant de la 8^e région militaire des FARDC, selon lesquelles ses soldats avaient tué 300 combattants des ADF rien que pendant l'assaut du camp de Madina⁵.

12. Des officiers des FARDC ont dit au Groupe que la grande majorité des combattants des ADF qui avaient été tués étaient des hommes. Un garçon de la position des ADF à Jéricho a été fait prisonnier par les FARDC à l'issue des combats; toutefois, des sources de la MONUSCO qui ont interrogé le garçon ont dit qu'il n'était pas un combattant. Des membres de la Section de la protection de l'enfance de la MONUSCO ont dit au Groupe qu'ils avaient observé que quatre enfants soldats avaient quitté les ADF entre le 1^{er} décembre 2013 et le 31 mars 2014.

13. Des responsables congolais et ougandais ont dit au Groupe que la structure de commandement des ADF demeurerait intacte en dépit du succès supposé de l'opération. Ni les FARDC ni les autorités ougandaises qui collaborant étroitement avec les FARDC n'ont confirmé le nombre de combattants tués ou déterminé où pouvaient se trouver les principaux responsables des ADF qui, avec probablement des centaines de combattants et leur famille, seraient selon les FARDC dans le nord-est, dans le territoire de Beni, au sud d'Abia. Des sources des FARDC et de la MONUSCO ont rapporté des témoignages non vérifiés selon lesquels des combattants des ADF s'étaient déplacés vers le nord, dans le district de l'Ituri. En avril, un porte-parole du Gouvernement ougandais a affirmé que Jamil Mukulu, chef des ADF inscrit sur la Liste des sanctions, avait quitté la République démocratique du Congo. Le Groupe n'a trouvé aucune preuve permettant de confirmer cette affirmation.

14. Les FARDC ont pris le contrôle de tous les camps des ADF connus, mais n'ont fait que très peu de prisonniers. Le Groupe a interrogé un ancien combattant des ADF, de nationalité ougandaise, fait prisonnier en février 2014, et s'est entretenu avec trois autres prisonniers supposés des ADF, tous de nationalité ougandaise; toutefois, un était malade mental⁶, un autre a refusé de s'exprimer et le troisième n'aurait pas été membre des ADF, d'après les informations qu'il a données. Le Groupe continuera de rechercher à comprendre pourquoi si peu de combattants ont été faits prisonniers pendant l'opération.

15. De même, rares sont les combattants des ADF qui se seraient échappés pendant l'opération (voir S/2014/42, par. 76)⁷. Le Groupe a interrogé trois enfants

³ Si l'on applique le ratio relatif aux FARDC de 1/1,9, 1,018 combattant des ADF serait blessé pour chaque combattant tué.

⁴ Ce sont des officiers des FARDC qui ont affirmé qu'il s'agissait de tombes de combattants des ADF.

⁵ D'autres hauts responsables des FARDC ont dit au Groupe que les FARDC avaient tué 80 combattants des ADF à Madina.

⁶ Ce prisonnier a été présenté au Groupe à deux reprises, comme citoyen ougandais puis comme citoyen sud-soudanais. Dans les deux cas, il a confirmé au Groupe la nationalité que lui avaient attribuée les soldats congolais qui l'avaient fait prisonnier.

⁷ Il est à noter que des groupes maï-maï ont également enlevé des gens dans la même zone en 2013 (voir S/2013/433, par. 66). Des responsables des FARDC et des représentants de la société civile à Beni ont dit au Groupe que des dizaines de personnes s'étaient échappées, mais qu'elles se faisaient discrètes pour éviter d'être arrêtées et accusées de collaborer avec les ADF.

qui lui ont dit qu'ils avaient été enlevés; deux ont été relâchés après quelques jours, après avoir transporté des biens volés dans des bases des ADF, et le troisième s'est évadé au bout d'un mois environ. Le Groupe a vu la carte d'identité de l'un des membres de Médecins sans frontières (MSF) qui avait été enlevé en juillet 2013 à Kamango (voir S/2014/42, par. 146). Les FARDC ont dit au Groupe que la carte avait été trouvée dans le quartier général de Jamil Mukulu, au camp de Madina.

16. Depuis que l'opération Sukola I a été lancée, le nombre de personnes qui auraient été enlevées par les ADF a notablement augmenté, les FARDC, la MONUSCO et des sources locales s'accordant à dire que ce nombre se situe entre 600 et 1 000. Le Groupe n'a pas pu obtenir de documents attestant ces chiffres. Il s'est procuré deux documents établis par des organisations locales qui contiennent des listes de personnes qui auraient été enlevées par les ADF; une liste compte 350 noms, l'autre 102.

Attaques contre la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

17. Deux attaques perpétrées contre des membres du personnel de la MONUSCO ont été imputées aux ADF, bien que la Mission n'ait pas été en mesure de confirmer ces allégations. Lors du premier incident, survenu le 5 février 2014, un fonctionnaire de nationalité congolaise basé à Beni, Hamza Katsambya, a été abattu par un individu armé non identifié. Lors du second incident, le 3 mars, un homme à moto a lancé une grenade à l'arrière d'un pick-up de la Mission, blessant six soldats de nationalité népalaise.

18. La MONUSCO a réagi à ces attaques en transférant à Goma son personnel recruté sur les plans international et national dont la présence n'était pas indispensable à Beni et en imposant des mesures de sécurité strictes au personnel resté sur place. Après s'être entretenu avec des fonctionnaires de la Mission et des responsables locaux, le Groupe d'experts estime que ce retrait a fortement limité les interactions entre la Mission et les populations de Beni et la possibilité de recueillir des renseignements sur les activités et les projets des ADF.

Armes et munitions

19. D'après des informations recueillies par le Groupe d'experts auprès d'officiers des FARDC, les armes utilisées par les combattants des ADF pendant l'opération Sukola I étaient principalement des AK-47, des mitrailleuses PK et des engins explosifs improvisés, et, dans une moindre mesure, des mortiers et des roquettes. Début mai 2014, les FARDC ont découvert une cache d'armes des ADF qui renfermait plusieurs types d'armes, y compris des mines antichar TMA 5 de fabrication yougoslave (voir par. 28).

20. Les ADF n'avaient encore jamais eu recours à des engins explosifs improvisés (voir S/2014/42, par. 79). Aux fins de l'étude technique de ces dispositifs, le Groupe d'experts s'est adressé à quatre spécialistes des munitions, qui, à partir des photographies fournies, ont complété l'analyse qu'il avait lui-même réalisée lors de l'inspection physique des engins.

21. Le Groupe d'experts a examiné deux engins explosifs improvisés intacts et un troisième en pièces détachées qui avaient été saisis par les FARDC (voir annexe 4). Il s'agissait de dispositifs fabriqués localement au moyen de détonateurs en vente

dans le commerce dont le déclenchement était commandé par un câble d'amorçage, d'une charge explosive probablement composée d'un mélange de nitrate d'ammonium et de fioul ou de nitrate d'ammonium et d'aluminium, et d'une marmite en aluminium fin, pour les deux premiers, ou en métal plus épais, pour le troisième. Dans l'un des deux engins assemblés, le Groupe a trouvé de la ferraille qui semblait provenir de roquettes S-8 lancées par les hélicoptères d'attaque des FARDC, dont il a trouvé plusieurs exemplaires dans le camp de Madina. Le reste de la ferraille utilisée dans la fabrication de ces trois engins se composait de bouts de métal, de batteries, de douilles et de munitions d'armes de petit calibre.

22. D'après l'analyse préliminaire du Groupe d'experts et les informations fournies par les spécialistes des munitions, ces engins, bien qu'ils puissent entraîner de graves blessures chez les personnes se trouvant à proximité de l'explosion, restent peu élaborés et ne témoignent en aucun cas du savoir-faire que l'on attendrait d'un groupe lié à Al-Qaida ou aux Chabab ou coopérant avec ces organisations. Leur méthode de fabrication ne permet en effet pas de maximiser l'impact de l'explosion, pas plus qu'elle ne garantit le bon déclenchement du détonateur.

23. Le Groupe d'experts a enquêté *in situ* sur la présence présumée de quatre engins explosifs improvisés près du camp de Madina : le premier n'en était pas un, mais une marmite abandonnée; le second était une grenade à main non explosée; la position du troisième ne permettait pas de confirmer par simple examen visuel qu'il s'agissait bien d'un engin explosif improvisé; et, en l'absence de traces de terre remuée ou de câble d'amorçage, le Groupe n'a pas été en mesure de confirmer la présence d'un quatrième engin.

24. Des officiers des FARDC ont déclaré au Groupe d'experts que les engins explosifs improvisés avaient fait de nombreux morts et blessés dans leurs rangs, cependant les autorités militaires congolaises n'ont pas été en mesure d'estimer le nombre ou la taille des engins utilisés à ce jour, ni de chiffrer avec précision les pertes humaines qu'elles avaient subies.

25. Afin d'établir le nombre de victimes d'engins explosifs improvisés, le Groupe d'experts s'est rendu à trois reprises à l'hôpital militaire de Beni, où avaient été admis la plupart des soldats blessés, afin d'y examiner le registre des admissions. Sur 351 patients admis (350 soldats des FARDC et 1 membre des ADF) entre le 22 janvier et le 14 avril 2014, 155 (44 %) auraient été blessés par balle, 25 (7 %) par des « bombes » et 21 (6 %) par des éclats de projectile non identifié⁸. Dans 151 cas (43 %), la cause des blessures n'était pas précisée, mais le registre signalait des plaies profondes, qui auraient pu être provoquées par des armes à feu ou des engins explosifs, improvisés ou autres. Dix-sept décès consécutifs à des blessures avaient été enregistrés.

26. Il est difficile de déterminer la part respective des engins explosifs improvisés, des salves d'explosifs tirés par les ADF et des tirs fratricides dans les blessures causées par des « bombes » ou des éclats de projectile. Qui plus est, le Groupe d'experts ne dispose d'aucune information au sujet de 66 autres blessés signalés par les FARDC⁹ qui ne figurent pas dans le registre des admissions de l'hôpital

⁸ D'après le registre, un soldat des FARDC souffrait à la fois de blessures par balle et de blessures causées par une bombe.

⁹ Les FARDC ont déclaré au Groupe d'experts que 416 soldats avaient été blessés, mais seulement 350 figuraient dans le registre des admissions. Il y a donc eu 66 autres blessés.

de Beni¹⁰. Les FARDC n'ont en outre publié aucun communiqué officiel pour expliquer le décès de 217 de leurs soldats. On ne dispose donc pas à ce jour d'informations suffisantes pour pouvoir affirmer avec certitude que des engins explosifs improvisés sont responsables de la plupart des pertes subies par les FARDC, même s'il ne fait aucun doute que de tels engins ont été utilisés par les ADF, tuant et blessant des soldats congolais.

27. Le 24 avril 2014, des officiers des FARDC ont déclaré au Groupe d'experts avoir saisi, depuis le début des opérations, une centaine d'armes automatiques appartenant aux ADF. Le Groupe a examiné cinq d'entre elles, qui étaient toutes issues de la famille des AK-47, vétustes et en mauvais état. Le 22 avril, le Groupe s'était rendu au camp de Madina, où il a constaté la présence d'une plaque de base de mortier de 60 mm et d'une enveloppe de mine antichar TMA-5 en matière plastique (voir annexe 5), et trouvé des indices prouvant que le camp avait abrité deux autres mines du même modèle.

28. Début mai, les FARDC ont découvert, dans une forêt près de la ville d'Abia, une cache d'armes qui renfermait notamment cinq mines TMA-5 (voir annexe 6) assorties d'enveloppes identiques à celle que le Groupe d'experts avait trouvée au camp de Madina. Le Groupe a examiné ces mines dans une base militaire de Beni et constaté qu'elles étaient désamorçées, et donc hors d'état de fonctionnement. Le Groupe a également examiné 53 fusils d'assaut de type AK-47, 37 roquettes, 15 mortiers de 60 mm et 2 canons antiaériens de 12,7 mm saisis par les FARDC, qui étaient tous vétustes et probablement hors d'usage.

Éléments trouvés dans les camps des Forces démocratiques alliées

29. En avril et mai 2014, le Groupe d'experts s'est rendu dans des camps des ADF et s'est procuré, avec le concours des FARDC, des centaines de pages de documents rédigés en anglais, en luganda, en kiswahili, en arabe ou en arabe phonétique (transcrit en caractères latins), ainsi que des enregistrements audio en luganda ou en arabe. Bien qu'il ait commencé à analyser les documents en anglais et fait traduire certains de ceux en arabe (voir annexe 7), le Groupe ne dispose pas de moyens suffisants pour faire traduire la plupart des informations en sa possession, si bien que les observations préliminaires qu'il a faites à ce jour ne portent que sur une petite partie de l'ensemble des documents et enregistrements à sa disposition.

30. Un premier examen des documents et l'inspection de camps désertés par les ADF ont permis de faire plusieurs constats intéressants, le plus important étant que les éléments retrouvés à ce jour ne font nullement mention des Chabab ou d'Al-Qaida¹¹. Des officiers supérieurs des FARDC ont par ailleurs déclaré au Groupe d'experts n'avoir relevé aucun indice prouvant l'existence de liens entre les ADF et ces groupes au cours de leurs opérations.

31. L'image générale des ADF qui se dégage des éléments trouvés à ce jour est celle d'un État islamique et multilingue au sein de l'État qui, localisé dans les forêts du territoire de Beni, cherche davantage à préserver son existence qu'à étendre son pouvoir au-delà d'une zone géographique relativement limitée. Les ADF géraient plusieurs camps, qui n'étaient autres que des villages reliés entre eux par un réseau

¹⁰ Les blessés légers des FARDC ont été soignés à l'hôpital d'Oicha.

¹¹ Le Groupe d'experts est conscient que les ADF peuvent avoir fait disparaître ces preuves avant d'abandonner leurs camps.

de pistes (voir annexe 8). Il semblerait que Jamil Mukulu ait vécu dans le camp de Madina, qui servait de quartier général. D'après le Groupe d'experts, ce camp aurait abrité de 500 à 700 personnes avant le début des opérations¹², alors que moins de 100 personnes vivaient dans le camp AKBG. Le Groupe n'a pas pu évaluer la taille du camp de Kabila étant donné que les FARDC y ont construit une base, effaçant toute trace des ADF.

32. L'inspection menée par le Groupe d'experts dans les anciens camps des ADF et l'analyse des documents ont permis de mettre en évidence une structure organisée en départements (voir annexe 9). Les ADF assuraient le fonctionnement de trois hôpitaux¹³, disposaient de leur propre appareil judiciaire et de leur propre prison et géraient des écoles où étaient dispensés des cours à l'intention des enfants, garçons et filles, ainsi que des adultes (voir annexe 10). Bien que quelques documents contiennent des instructions ou directives militaires (annexe 11), le Groupe d'experts n'a pas repéré de documents portant sur la fabrication ou l'utilisation d'engins explosifs improvisés ou suggérant des liens avec des groupes terroristes étrangers.

33. Certains documents saisis par le Groupe d'experts témoignent de la dimension religieuse des ADF. Les documents à caractère religieux analysés à ce jour sont notamment des prières en langue arabe et des règles de conduite. Il semblerait que l'arabe ait été enseigné dans le cadre de l'instruction religieuse, mais pas dans celui de l'enseignement laïc.

34. Les documents analysés prouvent que les ADF tenaient une comptabilité exhaustive. Si nombre de registres comportent des listes d'achat de biens de consommation courante comme le sucre ou l'huile de cuisson, certains font mention de voyages régionaux. Il est ainsi indiqué qu'en 2013, un membre des ADF a effectué des déplacements dans la ville de Goma, puis passé la frontière pour se rendre à Gisenyi, au Rwanda. Le Groupe d'experts va poursuivre la traduction et l'analyse des documents comptables des ADF dont il dispose.

Déclarations concernant les Forces démocratiques alliées et leurs conséquences

35. Il semblerait que les déclarations faites au sujet des activités et des capacités des ADF soient de moins en moins fondées sur des informations fiables ou des analyses cohérentes. C'est notamment le cas des allégations sur les liens qu'elles auraient noués avec les Chabab et Al-Qaida, le Gouvernement ougandais en ayant affirmé l'existence à plusieurs reprises (voir annexes 1 et 40)¹⁴ sans jamais en apporter la preuve incontestable au Groupe d'experts (voir S/2014/42, par. 72). Le 8 mai, un colonel des Forces de défense populaires de l'Ouganda a déclaré, au cours d'une réunion organisée à Beni entre des responsables de la MONUSCO et des officiers des FARDC, que Jamil Mukulu était le cinquième plus haut responsable d'Al-Qaida et dirigeait l'ensemble des opérations de l'organisation en Afrique centrale et de l'Est. Dans une lettre adressée au Groupe d'experts (voir annexe 40),

¹² Le général Bahuma a déclaré que le camp de Madina abritait plus de 1 000 personnes.

¹³ Bien que ces installations médicales soient désignées par le terme « hôpital » dans les documents des ADF, le terme « dispensaire » serait plus juste étant donné la taille et la capacité des installations observées par le Groupe d'experts dans le camp de Madina et le camp AKBG.

¹⁴ Les annexes 1 et 40 ayant été ajoutées au présent rapport juste avant la date limite de remise, les annexes ne sont pas numérotées dans l'ordre.

le Gouvernement ougandais a nié que le colonel avait tenu ces propos, mais le Groupe a obtenu la preuve du contraire (voir annexe 41).

36. D'autre part, à la connaissance du Groupe d'experts, personne n'a cherché à vérifier les allégations d'enlèvement ni à déterminer le nombre de victimes qui pourraient être rentrées chez elles ou qui auraient rejoint les ADF de leur plein gré¹⁵. Comme indiqué plus haut, le nombre d'enlèvements signalés est de deux à trois fois supérieur au nombre de personnes figurant sur les listes des victimes présumées.

37. La prétendue capacité des ADF d'utiliser des engins explosifs improvisés a donné lieu à des allégations douteuses. En avril 2014, des fonctionnaires ougandais ont dit au Groupe d'experts que les ADF avaient formé plus de 200 personnes à « l'utilisation » de ces engins, qui avaient causé la plupart des pertes subies par les FARDC. Dans une lettre au Groupe datée de mai 2014, le Gouvernement ougandais a rectifié ses propos, déclarant qu'un « certain nombre » d'éléments des ADF avaient été formés à la fabrication et à l'utilisation d'engins explosifs improvisés (voir annexe 40). Les FARDC ont également émis des allégations infondées sur la fréquence à laquelle les ADF recouraient à ces engins et le nombre de morts et de blessés qu'ils avaient provoqués dans leurs rangs.

38. Pour finir, des crimes ou des attaques dont les auteurs n'ont pu être identifiés sont parfois imputés aux ADF. Le groupe a ainsi été accusé par des fonctionnaires congolais du meurtre de Mamadou Ndala, colonel des FARDC tué le 2 janvier 2014 dans une embuscade près de Beni. Par la suite, des officiers des FARDC et des responsables locaux ont informé le Groupe d'experts que le crime avait sans doute été commis par d'autres acteurs armés, y compris, peut-être, certains éléments de l'armée. Comme indiqué plus haut, des sources au sein de la MONUSCO ont accusé les ADF du meurtre d'un fonctionnaire de la Mission et de l'attaque commise contre des soldats de la paix à Beni; cependant, les enquêtes n'ont pas permis d'en identifier les auteurs. La MONUSCO et des fonctionnaires congolais ont également attribué aux ADF des attaques perpétrées en mars et avril à Beni, mais aucune preuve ne permet de les relier au groupe. Plusieurs employés d'organismes internationaux et fonctionnaires de la MONUSCO ont dit au Groupe d'experts que la situation actuelle conduisait à accuser les ADF de tous les maux.

39. Le Groupe d'experts constate que les allégations portées à l'encontre des ADF ne font actuellement pas l'objet d'analyses critiques et indépendantes et que, dans ces circonstances, les déclarations infondées ou non vérifiées faites sur leurs alliés, leurs activités, leurs capacités ou leurs projets pourraient conduire à des décisions inefficaces et peu judicieuses sur les plans stratégique et opérationnel.

B. Forces démocratiques de libération du Rwanda

40. À la suite de la défaite du M23, en novembre 2013, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), redoutant l'attaque prochaine des FARDC et de la MONUSCO envisagée par la communauté internationale, ont publié un communiqué de presse dans lequel elles manifestaient leurs intentions pacifiques et se disaient disposées à négocier avec le Gouvernement rwandais (voir S/2014/42, par. 93). En dépit du fait que la MONUSCO a les moyens nécessaires pour lancer

¹⁵ Le Groupe note que Médecins sans frontières cherche à savoir depuis juillet 2013 ce qu'il est advenu des membres de son personnel qui ont été enlevés à Kamango (voir S/2014/42, par. 146).

des opérations contre les FDLR, le Gouvernement congolais n'avait pas encore autorisé d'opération d'envergure au moment de l'établissement du présent rapport.

41. Début 2014, les FDLR ont poursuivi dans la même ligne, déclarant qu'elles avaient remis toutes leurs armes en prévision de leur désarmement et qu'elles appelaient la communauté internationale à les aider à trouver une solution politique avec le Gouvernement rwandais (voir par. 45). Toutefois, en avril et mai, des ex-combattants ont informé le Groupe d'experts que les dirigeants des FDLR continuaient d'enrôler et de former de nouveaux membres et parlaient d'attaquer le Rwanda. Le Groupe pense donc que les FDLR essaient de gagner en légitimité sur la scène politique sans rien sacrifier de leur capacité de combat.

42. Les désertions se sont poursuivies au début de 2014, tout comme le recrutement de nouveaux membres. De janvier à avril 2014, 165 combattants des FDLR, dont 89 étrangers et 76 Congolais, ont participé au programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réintégration de la MONUSCO. Cependant, six ex-combattants et des sources au sein de la MONUSCO ont informé le Groupe d'experts que les FDLR avaient continué d'enrôler de nouveaux combattants durant cette période, y compris des enfants, selon les témoignages des ex-combattants. Le Groupe d'experts pense que les FDLR comptent encore quelque 1 500 combattants, ce qui correspond aux conclusions formulées dans le rapport final du précédent groupe d'experts (voir S/2014/42, par. 90).

43. Début 2014, les FDLR ont également réintégré dans leurs rangs deux de leurs officiers supérieurs qui occupaient une place importante dans la hiérarchie. Le premier, le « lieutenant-colonel » Ferdinand Nsengiyumva, responsable des opérations des FDLR au Sud-Kivu, dont le rapport final du précédent groupe d'experts annonçait l'arrestation par les FARDC en septembre 2013 (voir S/2014/42, par. 89), s'est échappé de prison au début de mars. Le second, le « colonel » Hamada Habimana, commandant du secteur du Sud-Kivu, dont ledit rapport faisait état de la désertion en novembre 2013, a réintégré les FDLR en mars.

Activités de la direction politique en République démocratique du Congo

44. Le 30 décembre 2013, les FDLR ont publié une déclaration signée de la main de leur président par intérim, le « général » Victor Byiringiro, également connu sous le nom de Gaston Iyamuremye et visé par des sanctions, dans laquelle elles exprimaient leur volonté de déposer les armes pour se consacrer à la lutte politique et affirmaient leurs intentions pacifiques (voir annexe 12). Ces propos ne sont pas sans rappeler les promesses qu'elles ont formulées en 2005 dans la déclaration de Rome (voir annexe 13) et les stratégies adoptées par leur ancienne direction politique en Europe (voir S/2008/773, par. 70).

45. Les FDLR se sont récemment lancées dans une campagne de relations publiques, qui prend notamment la forme d'entretiens avec des journalistes étrangers et de communiqués de presse. En février et mars 2014, Victor Byiringiro a reçu des journalistes étrangers au quartier général des FDLR à Buleusa, en territoire de Walikale, pour leur annoncer que son groupe procédait à son désarmement et souhaitait que la communauté internationale pousse le Gouvernement rwandais à s'asseoir à la table des négociations.

46. Ce discours est infirmé par des photographies prises au moment de la rencontre de février, sur lesquelles on voit des hommes lourdement armés (voir annexe 14) et quelques armes « remises » dans le but de prouver que les FDLR ont renoncé à la lutte armée (voir annexe 15). Le Groupe d'experts s'est entretenu avec sept ex-combattants des FDLR, dont deux autrefois basés à Buleusa, qui ont insisté sur le fait que leurs commandants continuaient de dire que l'objectif des FDLR était d'attaquer le Rwanda. Un seul des 11 déserteurs interrogés par le Groupe savait que les FDLR avaient l'intention de négocier avec le Gouvernement rwandais.

47. Les FDLR ont beau affirmer leur volonté de rendre les armes, leurs dirigeants refusent de participer à un programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réintégration ou de transférer leur arsenal à la MONUSCO. Le Groupe d'experts s'est procuré un courrier électronique de Victor Byiringiro en date du 23 février 2014 qui indiquait que les FDLR avaient refusé de prendre contact avec la MONUSCO pour déposer les armes et cantonner leurs combattants, comme l'avait exigé le Gouvernement congolais (voir annexe 16). D'après ce courrier, qui précisait que les représentants du Gouvernement congolais avaient fait connaître leurs exigences à l'occasion d'une réunion avec les FDLR le 22 février à Buleusa, les FDLR ne remettraient leurs armes que si le Gouvernement rwandais acceptait d'engager avec elles un dialogue politique. Dans la lettre qu'il a adressée le 12 mars au Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la MONUSCO, Victor Byiringiro a souligné à nouveau que les FDLR ne cherchaient pas la lutte armée et que, conscientes que le programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réintégration tendait à favoriser Kagame et le Front patriotique rwandais au pouvoir à Kigali, et ne constituait en aucun cas une solution politique, elles avaient à cœur de trouver une solution acceptable en vue de leur retour au Rwanda.

48. Le 18 avril 2014, Victor Byiringiro a annoncé que les FDLR commenceraient, le 30 mai, à transférer à la Communauté de développement de l'Afrique australe leur arsenal et certains de leurs combattants au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, et a invité les parties prenantes à assister à l'événement (voir annexe 17). Le 21 mai, le porte-parole des FDLR, La Forge Fils Bayeze, a confirmé au Groupe d'experts que la Communauté de développement de l'Afrique australe serait présente le jour dit.

Soutien politique en dehors de la République démocratique du Congo

49. Afin de mobiliser un appui international et ainsi contraindre le Gouvernement rwandais à négocier, les FDLR ont progressivement noué des liens officiels avec les partis d'opposition rwandais en Belgique et au Rwanda.

50. Le 1^{er} juillet 2012, les FDLR et le Parti social Imberakuri (PS Imberakuri), qui fait partie de l'opposition rwandaise, ont formé une alliance baptisée « FCLR-UBUMWE » (Front commun pour la libération du Rwanda et des Rwandais). D'après un communiqué de presse conjoint publié le 12 janvier 2014 (voir annexe 18), le FCLR-UBUMWE a pour président Victor Byiringiro et pour vice-président Alexis Bakunzibake, premier vice-président du PS Imberakuri. Si l'objectif déclaré est de parvenir à un changement de pouvoir pacifique au Rwanda, le communiqué précise qu'en l'absence de réaction de la communauté internationale face au sort tragique du pays, l'alliance n'aura d'autre choix que d'user de tous les moyens à sa disposition.

51. Le 8 novembre 2013, le PS Imberakuri et la RDI-Rwanda Rwiza (Initiative du rêve rwandais), parti d'opposition dirigé par l'ancien Premier Ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, ont publié un communiqué conjoint en soutien aux FDLR (voir annexe 19) dans lequel ils se déclaraient préoccupés par les opérations militaires qui se préparaient contre le groupe, réaffirmaient la légitimité de la lutte des FDLR et des autres forces politiques rwandaises en faveur du retour de tous les Rwandais en exil dans leur pays dans des conditions acceptables, notamment l'ouverture d'un espace politique pluraliste placé sous le signe de la liberté de parole et du respect des droits de l'homme, et demandaient à ce que soit trouvée d'urgence une solution au problème des réfugiés rwandais en République démocratique du Congo.

52. Une série de consultations organisées au début de l'année 2014 à Bruxelles a abouti, le 1^{er} mars, à la création d'une coalition baptisée « Coalition des partis politiques rwandais pour le changement ». Cette alliance, qui réunit la RDI-Rwanda Rwiza, le FCLR-UBUMWE et l'Union démocratique rwandaise (UDR-RDU) (voir annexe 20), a pour objectif déclaré de faire pression sur le Gouvernement rwandais pour qu'il accepte de négocier sur la question des réfugiés rwandais en République démocratique du Congo. D'après son communiqué de presse, l'idée de réunir tous les partis d'opposition rwandais au sein d'une même coalition est une initiative de l'UDR-RDU (voir annexe 21), parti créé le 14 février 2014 par Paulin Murayi, qui avait démissionné de l'antenne belge du Congrès national du Rwanda, en même temps que son épouse, Winnie Kabuga, fille de Félicien Kabuga.

53. Victor Byiringiro a signé le communiqué de presse au nom des FDLR, Faustin Twagiramungu pour la RDI-Rwanda Rwiza, et Paulin Murayi pour l'UDR-RDU. La coalition a pour président Faustin Twagiramungu et pour vice-président un membre du FCLR-UBUMWE, parti dont sont également issus le secrétaire général, les équipes chargées des comités de politique et de défense et le porte-parole. D'autres partis politiques présents ont refusé de rallier la coalition. En mai 2014, Faustin Twagiramungu a déclaré au Groupe d'experts avoir connaissance des sanctions qui pesaient à l'encontre des FDLR et du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale à l'encontre de Sylvestre Mudacumura, mais tout ignorer des activités d'enrôlement auxquelles elles se livraient encore, notamment auprès d'enfants. Il a ajouté qu'il n'approuvait pas ces activités et exigeait des explications.

Relations entre les Forces démocratiques de libération du Rwanda et les Forces armées de la République démocratique du Congo

54. Dans ses rapports, le précédent groupe d'experts a apporté la preuve d'une collaboration au niveau local entre les FDLR et certains éléments des FARDC, concernant notamment les opérations contre le M23 et la fourniture par les FARDC de munitions aux FDLR (voir S/2013/433, par. 106 à 109, et S/2014/42, par. 97 et 98). En avril et mai 2014, sept ex-combattants des FDLR autrefois basés au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ont déclaré au Groupe d'experts que des soldats des FARDC continuaient de se livrer à des activités de commerce ou de troc de matériel, y compris de munitions, d'armes et d'uniformes, avec les FDLR.

55. Deux ex-combattants des FDLR et deux responsables locaux ont notamment déclaré au Groupe d'experts que certains éléments des FARDC coopéraient avec les FDLR dans la zone de Tongo. À la suite des accrochages survenus le 9 mars 2014 à Tongo entre les FARDC et les FDLR, les autorités rwandaises ont affirmé que le

groupe armé avait été averti de l'opération par certains éléments des FARDC, allégations confirmées par un ex-combattant des FDLR à Tongo qui a été interrogé par le Groupe d'experts. D'après certains élus locaux et des combattants des FDLR, l'attaque du 9 mars et la présence de troupes des FARDC n'ont pas empêché les combattants des FDLR de continuer de se rendre à Tongo et dans les villages voisins en civil et sans armes. Le Groupe d'experts entend continuer à enquêter sur les relations qui existent entre les FDLR et les FARDC.

III. Groupes armés congolais

A. Mouvement du 23 mars

56. Le Groupe constate que, depuis son précédent rapport, les efforts visant à régler le sort des ex-combattants et cadres politiques du Mouvement du 23 mars (M23) au Rwanda et en Ouganda n'ont que peu progressé. Plusieurs problèmes sont apparus, dont les suivants : des membres du M23 se sont évadés de camps situés au Rwanda; le nombre des membres du M23; les preuves de la réorganisation du Mouvement en Ouganda ont augmenté; et des officiers importants du M23 manquent à l'appel sur les listes d'ex-combattants du M23 en Ouganda.

57. Le sort des ex-combattants du M23 qui ont fui vers le Rwanda en mars 2013, et vers l'Ouganda en novembre 2013, reste largement incertain, notamment en raison de retards observés dans l'application des dispositions de la Déclaration de Nairobi, signée le 12 décembre 2013. Par exemple, le recensement des ex-combattants du M23 en Ouganda et au Rwanda en vue de leur désarmement, de leur démobilisation et de leur rapatriement, qui devait être effectué en avril, n'avait toujours pas commencé à la mi-mai, retardant d'autant leur rapatriement en République démocratique du Congo¹⁶.

58. Au Rwanda, des dizaines d'ex-combattants du M23 ont quitté le camp de Ngoma depuis 2013. D'après une liste fournie par le Gouvernement rwandais au Groupe lors de son précédent mandat, et une autre fournie par les autorités congolaises, au moins 48 ex-combattants du M23 se sont échappés du camp de Ngoma entre la fin de 2013 et le début de 2014 (voir annexe 22). Du fait de calendriers incompatibles, le Groupe n'a pas été en mesure de se rendre au Rwanda pour discuter du problème avec le Gouvernement rwandais. Le 20 mai 2014, le Gouvernement rwandais a répondu à une demande du Groupe concernant une liste actualisée des fugitifs en indiquant qu'une opération de profilage avait commencé le 19 mai et que ses résultats finaux lui seraient communiqués une fois qu'elle serait terminée.

59. On ignore le nombre exact des ex-combattants du M23 présents sur le sol ougandais, celui-ci ayant fluctué au cours des six derniers mois (voir annexes 40 et 41). Le 19 novembre 2013, le Gouvernement ougandais a déclaré, dans une lettre adressée au Groupe, que 1 445 ex-combattants du M23 étaient présents sur le sol ougandais (voir S/2014/42, encadré 2). Selon un rapport du Mécanisme conjoint de vérification élargi (voir annexe 23), les forces armées ougandaises ont déclaré le 20 novembre avoir accueilli 1 375 ex-combattants du M23, parmi lesquels

¹⁶ En avril, le Gouvernement ougandais a fait part au Groupe de son mécontentement vis-à-vis du séjour prolongé des ex-combattants du M23 et du poids financier qu'il faisait peser sur le budget du Ministère de la défense.

52 enfants¹⁷. Les enfants ont ensuite été séparés des adultes, réduisant le nombre d'ex-combattants à 1 323¹⁸, sans compter le « général » Sultani Makenga et le « colonel » Innocent Kaina. Le comptage effectué en décembre par le Mécanisme a recensé 1 302 ex-combattants, dont 17 femmes.

60. L'incertitude quant aux effectifs du M23 s'explique en partie par le fait que les dirigeants du M23 ont été autorisés à établir eux-mêmes les listes. Le Groupe a obtenu deux listes d'appel du M23 : une établie avant le 3 février 2014, et une communiquée en avril par les forces armées ougandaises. Celles-ci ont informé le Groupe que les deux listes avaient été établies par le M23, mais que dans les deux cas l'appel avait été fait en présence d'officiers ougandais. Sur les deux listes, le M23 a déclaré se composer de trois bataillons et d'une d'unité d'état-major.

61. Le Groupe d'experts a cependant constaté plusieurs écarts notables entre la liste de février et celle d'avril. En premier lieu, la liste de février contenait 1 325 noms, chiffre qui correspond à celui précédemment communiqué au Mécanisme par les forces armées ougandaises, alors que la liste d'avril contient 1 343 noms (voir annexe 24). Parmi les nouveaux inscrits sur la liste d'avril, on trouve quatre « lieutenants-colonels » : Mugabo Damascene, Shaba Ndombi Georges, Ibrahim Rwagati et Kikuni Butembezi.

62. En deuxième lieu, même si l'on pourrait croire que seules 18 personnes ont été ajoutées à la liste, le chiffre additionnel est en réalité plus élevé, certaines personnes ayant cessé de figurer sur les listes entre février et avril¹⁹. Le Groupe a notamment constaté que 23 des 157 noms qui figuraient sur la liste de l'unité d'état-major en février n'y figuraient plus en avril. Il s'est également aperçu que 39 noms avaient été ajoutés à l'unité d'état-major, portant à 173 le nombre de noms sur la liste d'avril, et que 30 de ces 39 noms supplémentaires n'apparaissaient nulle part sur la liste de février. Les 9 autres noms figuraient déjà sur la liste de février, mais au titre d'autres bataillons.

63. Par ailleurs, la liste d'avril indiquait que le M23 a réorganisé ses effectifs et changé des soldats et des officiers d'unité entre février et avril, comme ce fut le cas pour l'unité d'état-major. Le Groupe cherche actuellement à déterminer qui a donné l'ordre de remanier ainsi les effectifs, et pourquoi, en particulier dans le contexte d'un rapatriement imminent.

64. En mai, le Groupe a adressé au Gouvernement ougandais une lettre dans laquelle il demandait des éclaircissements concernant la fluctuation et le remaniement des effectifs. Le Gouvernement ougandais a répondu (voir annexe 40), mais le Groupe estime que la réponse ne fait que renforcer ses préoccupations, et n'y apporte aucune solution (voir annexe 41).

65. Le Groupe a constaté d'autres anomalies dans les listes de février et d'avril. Le « colonel » Antoine Manzi, chef du renseignement du M23 (voir S/2014/42, par. 154), apparaît sur les deux listes en tant qu'officier, mais il est également inscrit, sans mention de sa classe, sur la liste des responsables politiques du Mouvement à Kampala (voir annexe 25). Le Groupe constate, non sans inquiétude, que deux

¹⁷ Les 13 et 14 novembre, le Gouvernement ougandais a transféré les combattants du M23 vers le district de Kasese.

¹⁸ Ce chiffre inclut les 42 combattants hospitalisés dans les environs de Kampala.

¹⁹ Au moment de l'établissement du présent rapport, le Groupe était toujours en train d'analyser les listes.

officiers notables, le « major » Fred Ngenzi Kagorora et le « lieutenant-colonel » Castro Mberagabo Mbera ne figurent sur aucune des deux listes (voir S/2014/42, par. 37, et S/2008/773, par. 21 et 36, et annexes 40 et 41 du présent rapport).

66. Fin décembre 2013, les autorités ougandaises ont transféré les ex-combattants du M23 vers un centre de formation des forces armées ougandaises à Bihanga, mais, sur ce site, ils peuvent aller et venir librement à l'intérieur et à l'extérieur du camp. Si la plupart des ex-combattants du M23 sont désormais à Bihanga, et quelques-uns dans un hôpital militaire de Bombo, certains officiers et responsables politiques du M23 résident à Kampala. D'après les autorités ougandaises, certains individus visés par les sanctions, comme Sultani Makenga et Innocent Kaina, vivent à Kampala. Selon le rapport établi en décembre 2013 par le Mécanisme conjoint de vérification élargi, les autorités ougandaises ont éloigné Sultani Makenga de ses troupes afin de le priver du commandement et du contrôle de ses soldats et de ses officiers. Bien que les autorités ougandaises aient informé le Groupe que Sultani Makenga et Innocent Kaina étaient privés de leur liberté de circulation, des officiers proches de Makenga, comme Castro Mberagabo Mbera, par exemple, peuvent, eux, se déplacer librement. Le Groupe s'inquiète de la liberté de mouvement dont jouissent actuellement les membres du M23 en Ouganda, compte tenu en particulier des changements apportés aux effectifs et à la composition des unités (voir annexe 41).

67. Le 11 février 2014, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a promulgué une loi d'amnistie, qui prévoit que les candidats à l'amnistie doivent remplir et signer une déclaration par laquelle ils s'engagent à ne plus se livrer à des actes de guerre ou d'insurrection, toute violation de ces termes entraînant l'annulation de l'amnistie. En avril, le Gouvernement a publié plusieurs listes d'amnistie, sur lesquelles figuraient les noms de membres du M23.

Présence d'armes du Mouvement du 23 mars en Ouganda

68. Le Groupe d'experts a pu inspecter les armes, les munitions et le matériel appartenant au M23 récupérés par le Gouvernement ougandais sur les combattants du Mouvement qui ont fui en Ouganda. La quantité d'armes correspond dans les grandes lignes au nombre d'éléments du M23 recensés par les autorités ougandaises. Les armes trouvées en plus grande quantité sont des variantes de l'AK-47 (847), des mitrailleuses PK (86) et des lance-roquettes (64) (voir annexe 26). Les armes et les dispositifs plus lourds recensés en 2013 dans les sites du M23 tels que Tshanzu (voir S/2014/42, par. 41) étaient en revanche absents, ce que le Groupe juge cohérent, les ex-combattants du M23 ayant dû s'enfuir sous la menace d'une attaque imminente, n'emportant avec eux que le matériel qu'il leur était possible de porter. La seule anomalie détectée était la très petite quantité de munitions destinées aux quatre mitrailleuses lourdes DShK 12,7 mm. Ce type de mitrailleuse ayant une cadence de tir de 600 cartouches par minute, les deux boîtes trouvées, qui contenaient environ 50 cartouches chacune, étaient d'une utilité toute relative.

B. Mai-Mai Morgan

69. Dans ses rapports, le groupe précédent a apporté la preuve que Paul Sadala (alias Morgan) entretenait des liens avec de hauts responsables de la 9e région militaire des FARDC (province Orientale), notamment le général de division Jean Claude Kifwa, et qu'il s'était rendu coupable de faits d'esclavage sexuel, de

recrutement d'enfants, de braconnage et de trafic d'ivoire et d'or (S/2014/42, par. 64 à 67, et S/2012/843, par. 128 à 132). Morgan a trouvé la mort le 14 avril 2014, alors que les FARDC venaient d'échouer à obtenir sa reddition. Le Groupe estime que les circonstances de la mort de Morgan auront des conséquences sur les efforts déployés par le Gouvernement congolais pour obtenir des groupes armés qu'ils se rendent et cessent de violer l'embargo sur les armes, ainsi que sur la sécurité et la stabilité à long terme dans le territoire de Mambasa du district de l'Ituri.

70. Le Groupe a obtenu des preuves documentaires sur cette affaire, dont des vidéos et des photos prises entre le 12 et le 14 avril, et s'est entretenu avec plusieurs témoins oculaires, notamment le général Fall Sikabwe, le commandant de la zone opérationnelle de l'Ituri.

71. Au début de l'année 2014, des dirigeants locaux du territoire de Beni ont joué le rôle d'intermédiaires dans les négociations entre le général Fall et Morgan. Au début du mois d'avril, Morgan a accepté de négocier directement avec les FARDC au sujet de ses exigences, y compris celle d'être intégré dans les FARDC au grade de général (voir annexe 27). Le 12 avril, Morgan a quitté sa base de la mine d'or de Muchacha et a rejoint Badengaido, accompagné d'une quarantaine de membres des Maï-Maï.

72. Au matin du 14 avril, l'émissaire du général Fall, le colonel Miziamo, a convaincu Morgan d'accepter de rencontrer le général Fall à Molokaï, à l'est de Badengaido. Morgan et quelques-uns de ses Maï-Maï, dont six étaient armés, s'y sont rendus dans des véhicules des FARDC, encadrés par de nombreux soldats des FARDC. À Molokaï, le général Fall et Morgan se sont retrouvés dans le véhicule du général pour négocier les termes de la reddition (voir annexe 28). Fall a déclaré au Groupe qu'après avoir refusé de continuer la route (jusqu'à Epulu ou Bunia) avec les FARDC, Morgan a quitté le véhicule, entre 11 heures et 11 h 30. Le général Fall, voulant empêcher Morgan de se réfugier dans les broussailles, a intimé à ses hommes l'ordre de lui tirer dans les jambes. Les hommes ont obéi aux ordres, provoquant un bref échange de tirs au cours duquel plusieurs soldats des FARDC et plusieurs Maï-Maï ont été tués ou blessés. Morgan a reçu une balle dans chaque jambe. Les preuves photographiques révèlent également d'autres blessures, y compris une blessure à la hanche gauche qui saignait abondamment, dont le Groupe n'a pas pu déterminer les causes. Interrogé par le Groupe au sujet de la blessure à la hanche, le général Fall a déclaré qu'un médecin l'en avait informé, mais qu'il ne savait pas d'où elle provenait, Morgan n'ayant été touché par les tirs qu'au niveau des jambes.

73. Les soldats des FARDC ont ensuite chargé Morgan à l'arrière d'un pick-up, avec d'autres blessés. Le convoi a pris la direction de l'est, s'arrêtant brièvement à Mambasa pour déposer des blessés²⁰. Au cours du voyage, les premiers soins apportés à Morgan se sont limités à des garrots rudimentaires sur ses jambes. Le convoi des FARDC a atteint la base de la MONUSCO à Komanda vers 15 heures, soit environ trois heures et demie après la fusillade.

74. D'après un médecin de la MONUSCO, Morgan était quasiment mort à son arrivée. Malgré les soins dispensés par le personnel médical de la MONUSCO,

²⁰ Le général Fall a déclaré au Groupe que, pensant qu'à Mambasa, la population locale s'en prendrait à Morgan, il n'a pas voulu l'y déposer avec le reste des blessés.

Morgan est mort peu après son arrivée, avant qu'un hélicoptère de la Mission ait pu l'évacuer vers Bunia²¹.

75. Sur la base de l'analyse des preuves photographiques et vidéos et des témoignages des responsables des FARDC et de la MONUSCO, le Groupe estime que ce qui n'était au départ qu'un plan mal ficelé destiné à faire sortir Morgan des broussailles a dégénéré et abouti à un recours disproportionné à la force au cours de l'arrestation, à des mauvais traitements lors du transport et à des négligences dans le traitement de ses blessures. Le Groupe conclut que la mort de Morgan a eu plusieurs conséquences négatives. Elle a notamment dissuadé le reste de ses partisans de se rendre, et empêché la libération des femmes et des enfants retenus par son groupe. Elle pourrait aussi faire obstacle au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion dans le reste du district de l'Ituri, en ce qu'elle jette le discrédit sur la fiabilité des négociations avec les FARDC.

76. Les responsables de la MONUSCO et des FARDC ont déclaré au Groupe que, depuis la mort de Morgan, ses partisans s'étaient réorganisés et qu'ils pourraient avoir élu un nouveau chef. Le Groupe continue d'enquêter sur les circonstances de la mort de Morgan et sur les activités de son ancienne milice.

IV. Ressources naturelles

A. Certification des minerais

Mécanisme régional de certification dans les Kivus et au Rwanda

77. Le mécanisme régional de certification est l'une des composantes de l'Initiative régionale sur les ressources naturelles mise en place par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Le mécanisme vise à développer, parmi les différents pays de la région, une conception commune du devoir de diligence à observer sur les circuits d'approvisionnement en cassitérite, en or, en coltan²² et en wolframite. Il impose à chaque État de mener des inspections dans les mines, de veiller à ce que la chaîne de traçabilité soit correctement gérée, de certifier le contenu des cargaisons de minerais destinés à l'exportation et de communiquer les informations dont il dispose au secrétariat de la Conférence.

78. La République démocratique du Congo a lancé son programme de certification le 20 janvier 2014, devenant ainsi le deuxième pays à mettre en place le mécanisme derrière le Rwanda, qui a délivré le premier certificat le 5 novembre 2013. En République démocratique du Congo, le certificat établi par la Conférence remplace désormais les anciens « certificats d'origine ». De février à la mi-mai 2014, quatre certificats ont été délivrés dans la province du Sud-Kivu, pour des exportations de cassitérite provenant de la mine de Kalimbi. Ces certificats ont été délivrés à deux comptoirs : la Willem Minerals Company (anciennement connue sous le nom de World Mining Company), qui a exporté trois chargements au Luxembourg, et

²¹ Une enquête étant ouverte, la MONUSCO a refusé d'en dire davantage au Groupe au sujet des traitements dispensés à Morgan.

²² Le sous-sol de la République démocratique du Congo renferme de grandes quantités de cassitérite, de wolframite et de coltan. Ces minerais sont respectivement utilisés dans la production d'étain, de tungstène et de tantale, des métaux communément appelés les « 3 T » (pour *tin*, *tungsten* et *tantalum*, en anglais).

Bakulikira Nguma, qui a exporté un chargement vers la Malaisie. Au Nord-Kivu, le Gouvernement a délivré deux certificats à la Mwangachuchu Hizi International, tous deux pour l'exportation de 24 750 kilogrammes de coltan de Rubaya vers Hong Kong (voir annexe 29). Le 20 mai 2014, le Gouvernement rwandais a informé le Groupe qu'il avait délivré 15 certificats depuis novembre 2013.

79. De manière générale, et en dépit des progrès réalisés dans la délivrance de certificats, la mise en œuvre de l'Initiative régionale sur les ressources naturelles progresse lentement. En avril, le Groupe a rendu visite au secrétariat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, à Bujumbura, et y a appris que la base de données régionale sur les flux de minéraux, que la Conférence définit comme un outil destiné à suivre et à contrôler la production, les achats et les exportations réalisés par les exportateurs, les mines, les régions minières et les États Membres, ne remplissait pas ce rôle. Le Groupe d'experts s'est également vu confirmer que l'auditeur accrédité par la Conférence n'avait pas audité les administrations minières nationales de la République démocratique du Congo et du Rwanda. Il conclut donc qu'en l'absence de vérification par un tiers, le secrétariat de la Conférence n'est pas en mesure d'affirmer que les certificats délivrés aux sites miniers dans les deux pays satisfont à l'ensemble des critères de certification.

80. Le Groupe a échangé des vues au sujet du mécanisme régional de certification avec différentes parties prenantes, notamment des hauts responsables congolais, des partenaires internationaux et des représentants des organisations de la société civile et de la Conférence. Le Groupe conclut que l'absence de progrès est due à la fois à la faiblesse structurelle du secrétariat de la Conférence et au manque de volonté politique de certains États Membres, et qu'elle pouvait permettre aux contrebandiers de poursuivre leur commerce avec les pays voisins, des activités dont le groupe précédent a apporté la preuve dans ses rapports (voir S/2014/42, par. 189, 195 et 219, et S/2012/843, par. 163, 178 et 180). Le Groupe a appris que, pour remédier à ses faiblesses structurelles, la Conférence s'efforçait d'améliorer le mécanisme régional de certification et avait à cette fin créé, en avril, un service chargé des ressources naturelles au sein de son secrétariat, à Bujumbura. Le Groupe continuera de suivre la mise en œuvre du mécanisme et de ses conséquences pour le renforcement de la confiance entre les États Membres et la lutte contre la contrebande.

Homologation des sites d'exploitation

81. En avril et mai 2014, le Groupe s'est rendu dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour enquêter sur les procédures d'homologation des sites d'extraction de minerais. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo utilise le système de notation par couleur défini dans les documents d'orientation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le mécanisme régional de certification. Ce système prévoit que seules les mines « vertes », qui satisfont à l'ensemble des normes internationales, notamment celles interdisant la présence de groupes armés, le travail des enfants et le travail des femmes enceintes, peuvent se voir délivrer un certificat les autorisant à exporter des minerais. Lorsque des infractions sont constatées, la mine écope d'un pavillon « jaune ». Les mines « jaunes » peuvent encore exporter des minerais certifiés, mais elles ont l'obligation de remédier aux infractions constatées dans un délai de six mois. Les mines « rouges », dans lesquelles des infractions graves ont été recensées, ne sont pas autorisées à exporter leur minerai. Les conditions de la réhabilitation

(changement de couleur) d'une mine varient selon les instances. Pour la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, une mine « rouge » devrait conserver ce pavillon pendant au moins six mois, à l'issue desquels une nouvelle inspection permettrait de déterminer si les infractions ont été résolues. Pour le Gouvernement, la seconde inspection peut être organisée à tout moment, sitôt les problèmes résolus.

82. À ce jour, le Gouvernement a homologué dans les Kivus 39 sites d'extraction de cassitérite, de wolframite, de coltan et d'or²³. Parmi ces mines, 25 ont obtenu le pavillon vert, 2 le pavillon jaune, 10 le pavillon rouge, et 2 sont toujours en attente de notation (voir annexe 30).

83. L'homologation n'est qu'une des conditions à remplir pour obtenir l'autorisation officielle d'exporter des minerais et de l'or, l'autre condition essentielle étant l'existence d'un système de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, les Kivus et d'autres provinces ne disposent pas de ce genre de systèmes pour le secteur de l'or. Le Groupe a par exemple constaté que les deux comptoirs d'or officiels du district de l'Ituri, Métaux Précieux et Cut Congo Mining and Exploration SPRL, n'avaient pu réaliser aucune exportation officielle depuis que les certificats de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs étaient devenus obligatoires, aucune des mines d'or artisanales de la province Orientale, qui comprend le district de l'Ituri, n'ayant été homologuée. Faute d'homologation, le Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des substances précieuses et semi-précieuses (CEEC) n'est pas en mesure de délivrer de certificat autorisant les comptoirs à exporter de l'or. Cette situation est intenable pour les comptoirs et ne fait qu'encourager davantage la contrebande vers l'Ouganda, comme l'a indiqué le Groupe précédent dans son rapport final (S/2014/42, par. 174).

84. Pour les autres minerais, le seul système utilisé est le système de conditionnement et d'étiquetage pratiqué par l'Institut international de recherche sur l'étain. Connu sous le nom d'initiative de la chaîne d'offre d'étain, ce système comporte trois composantes : l'établissement d'une chaîne de traçabilité, l'évaluation du risque et des audits réalisés par des organismes tiers indépendants. Le Groupe constate que ce système étant le seul en place, les acheteurs n'ont d'autre choix que celui d'acheter des minerais provenant de sites d'extraction certifiés par cette initiative. Les autorités du secteur minier et les représentants de compagnies minières ont fait savoir au Groupe qu'ils souhaiteraient pouvoir choisir entre différents systèmes.

B. Minerais

Rubaya

85. Dans son rapport final, le précédent groupe a fait état du règlement du différend opposant le comptoir Mwangachuchu Hizi International, qui détient le titre de propriété de la zone minière de Rubaya, et la coopérative minière Cooperamma, qui organise les mineurs sur les sites à Rubaya (S/2014/42, par. 203, et annexe 31 du présent rapport). Depuis le début du mandat actuel, le Groupe a constaté d'autres avancées à Rubaya, même si des problèmes demeurent.

²³ Le Groupe n'a pas encore pu visiter deux autres sites qualifiés pour l'homologation au Katanga et en Maniema.

86. Lorsqu'il s'est rendu à Rubaya en mai, le Groupe n'a pas eu de preuve de la présence de groupes armés ou des FARDC aux alentours des sites d'exploitation minière. Le Groupe s'est entretenu de l'état des opérations avec les mineurs et les négociants, qui se sont tous déclarés satisfaits de travailler sur un site officiel, à partir duquel le coltan peut être exporté légalement. Le volume des exportations n'était que de 9 tonnes en février, mais en mars, lorsque l'étiquetage a commencé, il est passé à 59 tonnes, puis a plus que doublé en avril pour atteindre 129 tonnes.

87. Malgré les progrès enregistrés à Rubaya, le Groupe a relevé des problèmes persistants. Le système de traçabilité exige que deux étiquettes soient placées sur chaque sac de minerai – une pour la mine et une pour le négociant (voir annexe 32). Le Groupe a remarqué cependant que certains minerais produits dans la mine de Luwowo à Rubaya n'étaient pas étiquetés sur place mais plutôt à Rubaya ou alentour (voir annexe 33). Il est ainsi possible que du minerai provenant d'autres sites soit mélangé à celui produit à Rubaya avant d'être étiqueté. Un autre problème tient au fait que les étiquettes de négociant ne sont pas fixées à Rubaya mais à Goma, au bureau de la Cooperamma. Là encore, il est possible que du minerai produit ailleurs soit incorporé dans la livraison avant l'étiquetage. Le Groupe s'est entretenu de ces questions avec la direction de Mwangachuchu Hizi International et continue à suivre l'évolution de la situation sur le site.

Ngungu

88. En avril et mai 2014, le Groupe a enquêté sur les informations selon lesquelles des soldats des FARDC étaient impliqués dans l'extraction minière près de Ngungu dans le territoire de Masisi, alors que le code minier national, les directives de l'Organisation de coopération et de développement économiques et le protocole de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs l'interdisent. Les responsables, la police et les administrateurs locaux ont informé le Groupe qu'en février 2014, une quinzaine de soldats sont venus à la mine de Rwangara (qui est un site d'exploitation illégale), ont établi un camp à 1 kilomètre de là et se rendaient parfois à la mine pour obliger les gens à travailler pour eux. Le Groupe s'est rendu sur le site en avril; il n'y a trouvé aucun soldat mais il a confirmé l'emplacement de leur camp (voir annexe 34). Le Groupe poursuit son enquête.

Saisies

89. Dans son rapport final, le précédent groupe a recensé les cas de saisie de minerais introduits en contrebande au Rwanda depuis la République démocratique du Congo (voir S/2014/42, par. 214 à 218). Depuis lors, les autorités congolaises lui ont fait part au Groupe d'une saisie de coltan à Goma en décembre 2013 et de deux saisies de cassitérite à Bukavu en avril et mai 2014 (voir annexe 35). Le 20 mai, le Gouvernement rwandais a indiqué au Groupe que, depuis novembre 2013, il n'y a eu [de la part des autorités rwandaises] aucune saisie de minerais provenant de la République démocratique du Congo.

C. Contrebande d'or en Ouganda

90. Dans son rapport final, le précédent groupe a indiqué que l'Ouganda demeure le principal point de transit et centre de négoce de l'or congolais mais que la quasi-totalité de cet or était illégalement commercialisée et transférée hors de l'Ouganda

(S/2014/42, par. 182 et 183). Le Groupe a également indiqué que les propriétaires des deux entités faisant l'objet de sanctions – les sociétés Uganda Commercial Impex et Machanga Limited – demeurent les principaux négociants de l'or congolais à Kampala (voir S/2014/42, par. 184 et 185). Le Groupe a demandé au Gouvernement ougandais de répondre à ses constatations, mais il n'a reçu aucune réponse avant le délai fixé pour l'établissement du présent rapport (voir annexe 41). En avril, les autorités ougandaises ont informé le Groupe qu'en 2013, l'Ouganda a exporté officiellement 84,78 kilogrammes d'or, ce qui est inférieur aux données qu'il a fournies au précédent groupe en 2013 (voir S/2014/42, annexe 71, et annexe 36 du présent rapport). Les autorités ougandaises ont également fait savoir au Groupe qu'il n'y avait pas eu d'exportation officielle d'or entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2014.

D. Ivoire

91. Dans son rapport final, le précédent groupe a recensé la saisie par le Gouvernement ougandais, le 17 octobre 2013 à Kampala, de 832 pièces d'ivoire pesant 2 903 kilogrammes (voir S/2014/42, annexe 107). Les autorités ougandaises ont fourni au Groupe d'autres informations associant l'ivoire et le trafiquant à la République démocratique du Congo.

92. En décembre, un avocat ougandais a introduit une requête au nom d'un homme d'affaires congolais, Émile Kayumba Ogane, domicilié à Goma au Nord-Kivu (voir annexe 37). M. Ogane a déclaré que l'ivoire lui appartenait, qu'il l'exportait légalement et que le Gouvernement ougandais avait illégalement saisi son bien. Le Groupe note que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, à laquelle la République démocratique du Congo et l'Ouganda sont parties, interdit le commerce d'ivoire et qu'aucun de ces deux pays ne bénéficie de dérogation à l'exportation pour 2012 ou 2013.

93. À l'appui de sa requête, M. Ogane a présenté des documents, dont un daté du 20 novembre 2012 et délivré par la division du Nord-Kivu du Ministère de l'environnement, de la conservation de la nature et du tourisme, qui autorisait l'exportation de 4 000 kilogrammes d'ivoire à destination de « pays africains pour des recherches scientifiques et la protection de la culture » (voir annexe 37). Le document était signé par Athanga Pene Wila, chef de la division du Ministère à Goma à l'époque. Le nouveau chef de la division a indiqué au Groupe que M. Wila avait pris sa retraite en décembre 2013, ajoutant qu'une telle autorisation ne pouvait être donnée que par le Ministère à Kinshasa et non par une division locale. Le tribunal ougandais a donné raison à M. Ogane, mais le Gouvernement ougandais a fait appel. L'affaire était en cours au moment de l'établissement du présent rapport.

94. La lettre de l'avocat de M. Ogane indique que l'ivoire a été expédié par le poste frontière de Bunagana. Ce poste a été sous le contrôle du groupe rebelle M23 entre juin 2012 (avant que M. Ogane ne reçoive sa licence d'exportation) et le 30 octobre 2013 (après la saisie de l'ivoire de M. Ogane en Ouganda) (voir S/2014/42, par. 15 et 34). Les éléments de preuve donnent à penser que M. Ogane a expédié l'ivoire par Bunagana au moment où le M23 contrôlait le poste frontière; le Groupe poursuit néanmoins son enquête et donnera suite à la prochaine décision du tribunal ougandais.

95. Le Gouvernement ougandais a fait savoir au Groupe qu'il a effectué une autre importante saisie d'ivoire le 20 décembre 2013 à l'aéroport international d'Entebbe.

Dans ce cas, les agents de l'État ont découvert que 14 caisses étiquetées comme effets personnels contenaient en fait 440 pièces d'ivoire brut, 372 pièces d'ivoire poli et 15 pièces de corne de rhinocéros. Ces caisses devaient être expédiées à Lagos via Addis-Abeba, puis en Malaisie. Le Gouvernement ougandais a également effectué d'autres saisies d'ivoire et d'autres produits animaux (voir annexe 38).

V. Recommandations

96. **Les États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs devraient présenter chaque mois une liste complète des importations, de la production et des exportations de cassitérite, de wolframite, de coltan et d'or à la Conférence pour que celle-ci les intègre dans sa base de données régionale.**

97. **Le Gouvernement de la République démocratique du Congo devrait mener des enquêtes sur l'exportation illégale de l'ivoire saisi à Kampala en octobre 2013 et poursuivre les personnes qui ont tué des éléphants pour recueillir l'ivoire, qui ont autorisé son exportation et qui l'ont expédié en Ouganda.**

98. **Le Gouvernement ougandais devrait :**

a) **Mener une étude sur tous les ex-combattants et cadres politiques du M23, en recueillant notamment des données démographiques, et communiquer les résultats au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo;**

b) **Préciser les règles régissant la liberté de mouvement des ex-combattants et cadres politiques du M23 à Bihanga, Bombo et Kampala et en rendre compte au Comité;**

c) **Faire rapport au Comité sur les mesures prises pour mettre fin à la contrebande d'or à laquelle se livrent les propriétaires des entités faisant l'objet de sanctions, Uganda Commercial Impex et Machanga Limited.**

99. **La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo devrait :**

a) **Créer une cellule de centralisation du renseignement basée à Beni, qui sera chargée de faire des analyses factuelles sur les Forces démocratiques alliées et les groupes armés locaux et d'élaborer des mesures judicieuses d'intervention stratégique et opérationnelle (voir annexe 39);**

b) **Fournir une assistance technique sous la direction du spécialiste de la sécurité des explosifs détaché auprès des FARDC pour assurer la neutralisation en toute sécurité des engins explosifs improvisés et des mines.**

Annex 1

Government of Uganda letter to the Security Council

United Nations

S/2014/27



Security Council

Distr.: General
16 January 2014

Original: English

Letter dated 15 January 2014 from the Chargé d'affaires a.i. of the Permanent Mission of Uganda to the United Nations addressed to the President of the Security Council

I have the honour to transmit to you a letter from the Minister of State for Foreign Affairs in charge of International Affairs of the Republic of Uganda, Okello Henry Oryem, in response to the recent report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo that has been leaked (see annex).

I will be grateful if the present letter and its annex could be circulated as a document of the Security Council.

(Signed) John L. Mugerwa
Counsellor
Chargé d'affaires a.i.

14-00040 (E) 170114


Please recycle 



S/2014/27

Annex to the letter dated 15 January 2014 from the Chargé d'affaires a.i. of the Permanent Mission of Uganda to the United Nations addressed to the President of the Security Council

I write to you in response to the report authored by the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo that has been leaked. The leaked report contains baseless and fabricated allegations against my Government.

From 16 to 18 September 2013, the Group of Experts visited Uganda. Ready and willing to cooperate with the Group, the Government of Uganda went to great lengths to prepare for the visit. It arranged for the Group to meet and engage with a broad range of stakeholders. Field visits were organized and various pieces of information requested were provided.

However, the leaked report by the Group clearly demonstrates that the efforts made and information shared with it were disregarded. The report contains an old narrative making baseless and false allegations, circuitously questioning the credibility of information given to the Group by my Government. I will cite some examples.

On the Mouvement du 23 mars (M23), for example, in addition to the information provided to the Group, arrangements were made for the Group to meet and interview M23 combatants and also visit Luzira Government Prison to meet and interview interned M23 recruiters. Information was provided to the Security Council Committee established pursuant to resolution 1533 (2004) concerning the Democratic Republic of the Congo and the Group of Experts when M23 combatants fled to Uganda in November 2013. The Expanded Joint Verification Mechanism, of which the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo is a member, was also invited to verify their presence. However, the Group disregarded all this and instead chose to draw its conclusion from other sources. I must also add that the M23 combatants have been moved further away from the border area so that they do not constitute a threat to the Democratic Republic of the Congo. We expect that, with the conclusion of the Kampala talks, modalities will be finalized quickly to resolve the issue of these M23 combatants.

On the Allied Democratic Forces (ADF), substantial information was shared with the Group on the terrorist activities of ADF. The report underrates ADF terrorist links with Al-Qaida and its threat to the Democratic Republic of the Congo and Uganda. It does not give a full and true picture of the threat posed by ADF. It ironically draws no "conclusions", as it does elsewhere in the report for a group responsible for the rape and murder of over 20 people in Beni, eastern Democratic Republic of the Congo, as recently as December 2013.

On natural resources, information provided on the efforts undertaken by Uganda to curb smuggling, promote awareness and regulate the sector to facilitate the implementation of the International Conference on the Great Lakes Region regional traceability mechanism was ignored. The Group also ignored information shared with it in relation to the closure of the border at Bunagana, where restrictions put by the Government still apply, as the Uganda side of the border is still closed. The Group was provided with information regarding ivory seizures at the time of its visit and information on national and regional efforts undertaken to curb all trade in ivory. This was ignored.

2/3

14-00040

It is important to emphasize that the Group was not only provided with information during and after its visit, but it was fully aware of the readiness of Uganda to engage with it through the relevant focal points in the Ministry of Foreign Affairs and the Permanent Mission in New York. Regrettably, the Group did not share this information and it is not the first time this has happened. In its report of July 2013, while the Group annexed the letter written by the Prime Minister of Uganda dated 23 October 2012, it did not annex his letter of 12 November 2012, which contained the detailed response of the Government of Uganda to the specific allegations contained in the Group's final report of November 2012. This is an important record that should be put right.

It is difficult to understand why the Group came up with falsehoods and misconceived conclusions against Uganda in this way. The recommendations related to Uganda in the report are pointless and should be ignored. The report clearly fails to acknowledge political realities on the ground, including the unwavering efforts of Uganda in pursuit of peace, stability and security in eastern Democratic Republic of the Congo.

Finally, the work by the Group of Experts is lacking in objectivity, impartiality and transparency. The Group's work method even denies Uganda a right of reply. We question its motives and the reasons for the constant leaks of the Group's report. The report in our view is obstructive in the ongoing efforts of the region, the Security Council and the wider international community in bringing peace and stability to the Democratic Republic of the Congo. I hope that this experience, which is not the first, will provide lessons for the Security Council and its sanctions committees on the working methods of the Group of Experts.

I would be grateful if this letter could be circulated to the members of the Security Council at the earliest opportunity so that it can inform the members of the Committee established pursuant to resolution 1533 (2004) concerning the Democratic Republic of the Congo, who will be discussing the report.

(Signed) Okello Henry Oryem
Minister of State for Foreign Affairs
International Affairs

Annex 2

Group of Experts response to the Government of Uganda

The Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo (DRC), extended pursuant to Security Council resolution 2136 (2014), expresses appreciation to the Government of Uganda (GoU) for its comments on the 2013 final report of the Group of Experts on DRC (S/2014/42), as contained in its letter dated 15 January 2014 addressed to the President of the Security Council (published as Council document S/2014/27).

The current Group wishes to acknowledge the support the last Group received during 2013 from the GoU, including during official visits.

In its 15 January 2014 letter and annex, the GoU commented on a leaked version of the last Group's final report. The leaked version was not the final version of the report, and did not include annexes, which contained documents and other evidence supporting the Group's findings. The Group has expressed its concerns to the 1533 Committee about the fact that its reports are routinely leaked before they are finalized and officially published, and sincerely hopes that leaks will not take place in the future. The Coordinator conveyed the final version of the Group's report on 22 January 2014 to the President of the Security Council, and the report was published on 27 January 2014 (S/2014/42).

On M23, the GoU wrote that the last Group "disregarded" information provided to it. While acknowledging the GoU position, the current Group disagrees with this assessment. Furthermore, the current Group wishes to make the following additional points. The GoU notes that it facilitated a visit by the Group to Luzira prison to interview alleged M23 recruiters; however, the Group determined that their testimonies failed to corroborate the allegations made by the GoU. In addition, the GoU presented 12 individuals to the Group that it claimed were M23 combatants; however, questioning of the first interviewee established that the individuals fled to Uganda in March 2012, prior to the start of the M23 rebellion. Finally the Group identifies that the 2013 mid-term report specifically welcomed efforts made by the Ugandan government to tackle the issue of recruitment by M23 on its territory (S/2013/433, paras. 32, 39).

The GoU wrote that last Group's final report "underrates ADF terrorist links with Al-Qaida and its threat to the Democratic Republic of the Congo and Uganda. It does not give a full and true picture of the threat posed by ADF". The current Group notes that the last Group found no evidence supportive of an Al-Qaida link. Moreover, the last Group did not receive any such evidence from the GoU despite requests in writing and orally during official visits. In verifying possible linkages, the Group also consulted UN panels for Somalia and Al-Qaida, who stated they had no evidence of ADF's links to either Al-Shabaab or Al-Qaida (S/2014/42, para. 72). The current Group believes that the 2013 final report provides an accurate picture of the actions and capabilities of ADF. Specific to the threat represented by ADF, the last Group documented numerous crimes committed by ADF, including kidnappings, killings, attacks on medical facilities, and attacks on MONUSCO peacekeepers.

On natural resources, the GoU claims the last Group ignored information presented to it about ivory seizures, notwithstanding the Group's highlighting of

GoU's noteworthy seizures of ivory during 2013 in both its final report (S/2014/42, para. 237; annexes 106-107) and interim report (S/2013/433, para. 199; annex 86).

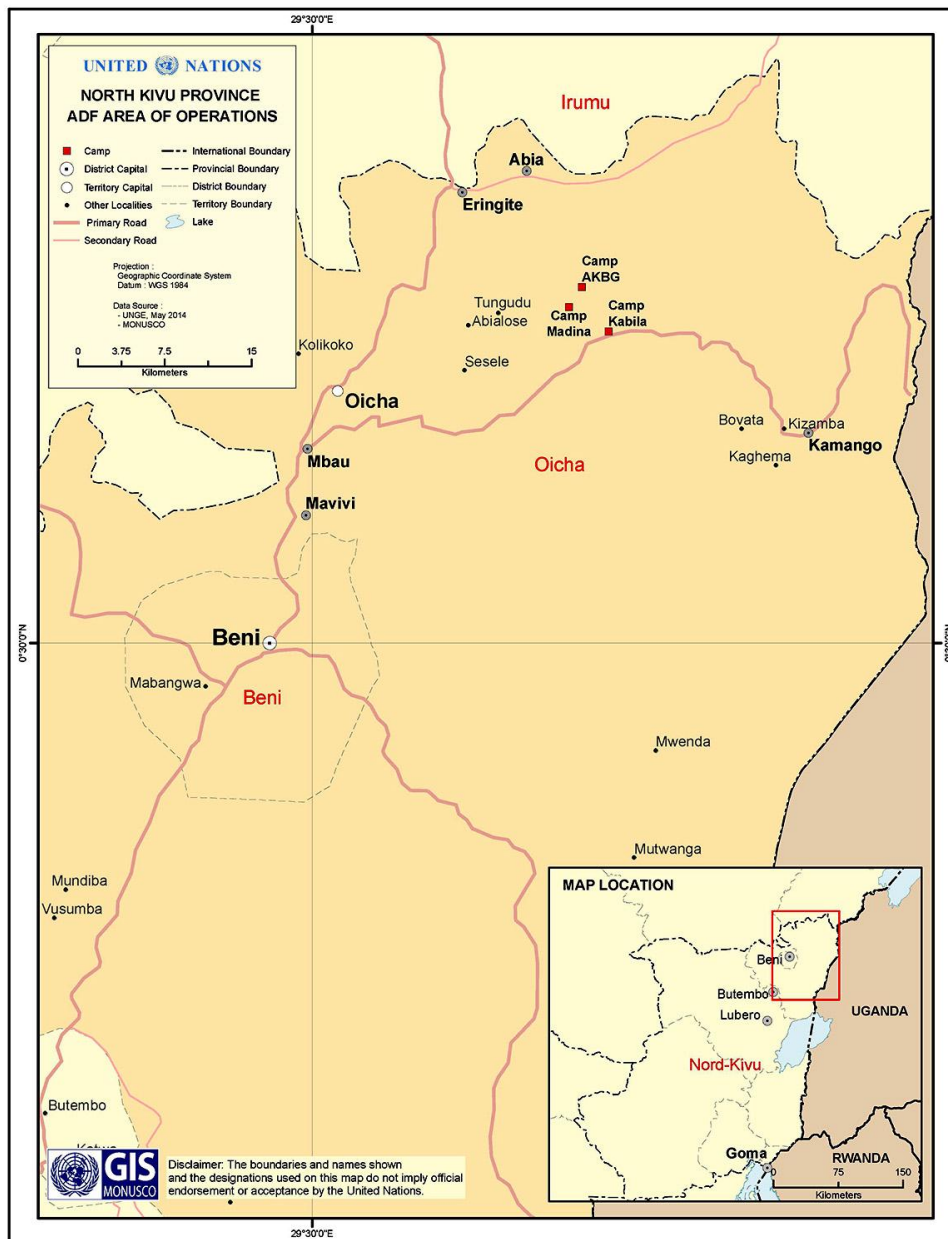
GoU also stated the Group did not acknowledge information about due diligence efforts. The current Group believes that the last Group's report accurately reflected the failure of the Ugandan government to address gold smuggling in Uganda, including smuggling by the former owners of two sanctioned entities (S/2014/42, paras. 182-188; annexes 71-73).

The GoU also criticized the last Group for not publishing as an annex a statement by the Ugandan Prime Minister, dated 12 November 2012. The current Group notes that the last Group published an eight-page letter from the Ugandan Prime Minister, dated 23 October 2012, as annex 1 of the Group's mid-term report (S/2013/433, annex 1). In the same annex, the Group acknowledged receipt of the 12 November letter, and stated it would be placed in the UN archives.

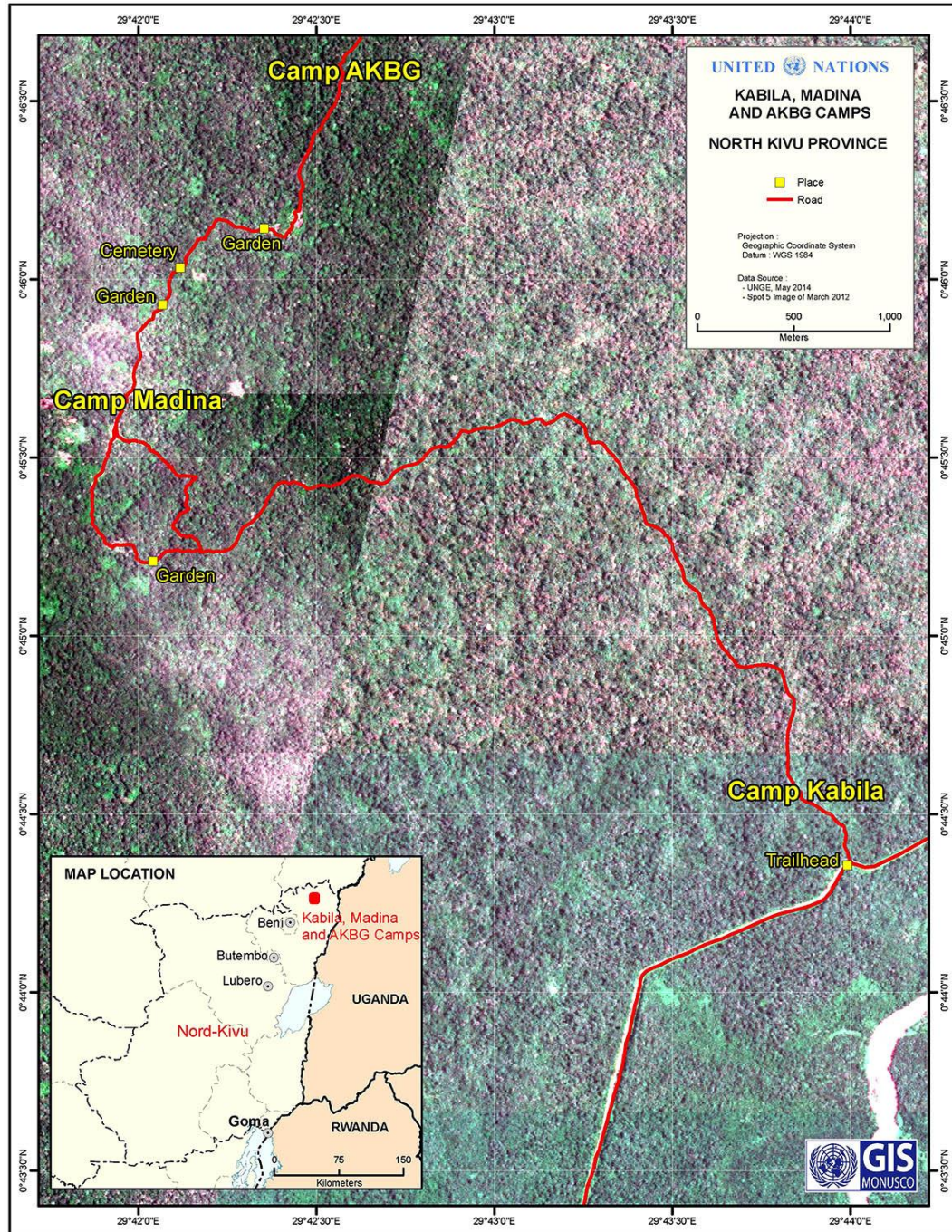
Annex 3

ADF-related maps

This map, created by MONUSCO's GIS section in Goma, shows the area of FARDC operations against ADF. Three ADF camps are identified: AKBG, Madina, and Kabila.



This map, created by MONUSCO's GIS section in Goma, shows the routes between camps, as recorded by the Group during its visits to camps Kabila (17 and 22 April, 8 May), Madina (17 and 22 April, 8 May), and AKBG (8 May).



Annex 4

ADF IEDs (photos taken by the Group)

IED components, photographed in Kinshasa, 16-17 April 2014



Explosive (left), pot and command wiring (top), and bullets and fragments (center).



Explosive.



Bottom of pot with hole for detonator cord.



Top of pot.



Cord with detonator.



Scrap intended for use in IED, including small arms ammunition, cartridges, batteries, and pieces of metal.

IED 1, photographed in Beni, 24 April and 9 May



Top view, showing explosive (in plastic bag) and contents.



IED with top on.

IED 2, photographed in Beni on 9 May



Top view of the IED.



View of the bottom of the IED, showing the command wire entering the pot.



Suspected ANFO or ANAL explosive mixture.



IED showing pieces of S8 rocket material.



Fragments from suspected S8 Rockets used by FARDC Mi24 Attack helicopters on Camp Madina.



S8 Rockets observed in Madina Camp.

Annex 5

TMA-5 mine casing (photo by the Group)



The Group found this case for a Yugoslav-made TMA-5 anti-tank mine on 22 April at the Madina camp.

Annex 6

ADF arms cache and mines

FARDC found an arms cache in mid-May 2014 near the town of Abia, which included TMA-5 anti-tank land mines, and a variety of arms, most of which the Group deemed inoperable. The Group also noted the near complete lack of ammunition for the weapons in this cache.



Hole from which FARDC recovered arms; according to FARDC, they were likely ADF arms (photo by FARDC).



View of the mines shows the green casing, similar to what the Group found in Madina camp (photo by FARDC).



Close-up of one TMA-5 mine, showing the explosive charges on both sides. FARDC had relocated the mine to Beni (photo by the Group).



The five TMA-5 mines, which had been relocated to the FARDC base in Beni (photo by the Group).



Mortars, showing neglect, that were taken from the alleged-ADF arms cache (photo by FARDC).



Mortar rounds (without fuzes) and RPG launchers, relocated by FARDC to Beni (photo by the Group).



Five small arms from the arms cache, relocated to the FARDC base in Beni (photo by the Group).



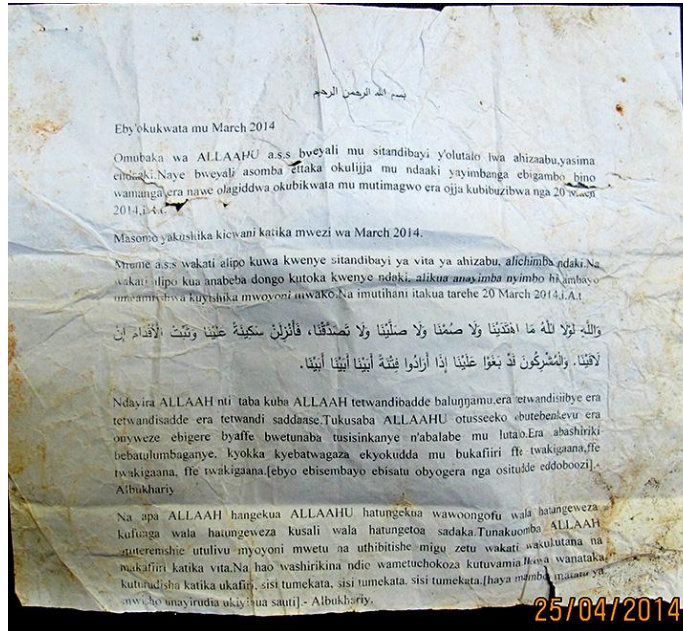
Small arms taken from the arms cache, and relocated to FARDC's base in Beni (photo by the Group).

Annex 7

ADF documents

1. Mixed language document from Madina camp

On 22 April 2014, the Group recovered this document in a bunker inside a building identified by FARDC as a prison. The Swahili translation is by a MONUSCO officer; the Arabic translation is by the UN Secretariat.



Top (Arabic):

In the name of God, the Merciful, the Compassionate

Second part (Swahili):

Lessons to remember for the month of March 2014

When the prophet a.s.s was waiting to go to war, he dug caves and as he was carrying the soil from the caves, he was singing these songs that you have been ordered to memorize and keep in your heart. The test is coming on 20 March 2014. I.A.t.

Third part (Luganda):

[The Group lacks the means to translate Luganda.]

Fourth part (Arabic):

By God, were it not for God, we would not have been guided, would not have fasted, would not have prayed, would not have given alms; so bestow your serenity upon us, and make our feet firm when we come face to face [with the enemy]. The

polytheists have turned against us; if they want discord, we reject it, we reject it, we reject it!^a

Fifth part (Swahili):

And here ALLAAH would have not been ALLAAH if we were not faithful or we would have not been able to fast, pray or give our offerings. We pray to you ALLAAH that you may bring peace in our hearts and answer our prayers when we meet with the sinners in the war. These sinners are the ones attacking us. If they want to make us sinners, we refuse, we refuse and we refuse. [You raise your voice when repeating these three last words]

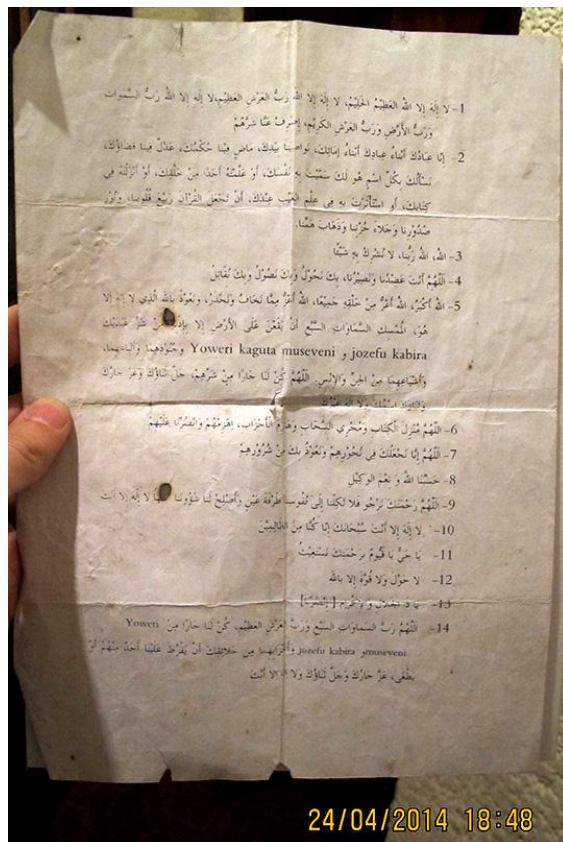
Sixth part (Luganda):

[The Group lacks the means to translate Luganda.]

2. Arabic document

The Group photographed this undated document, which FARDC stated it had recovered from ADF positions, on 24 April 2014 in Beni. The UN Secretariat translated the document. The Group wishes to point out that while the document refers to Joseph Kabila and Yoweri Museveni, it does not mention other leaders, foreign groups, or governments.

^a *Translator's note:* this is a prayer traditionally attributed to the Prophet Muhammad.



Translation as it was received by the Group from the UN Secretariat:

1. There is no god but God, who is mighty and forbearing. There is no god but God, lord of the exalted throne. There is no god but God, lord of the heavens, lord of the Earth, lord of the noble throne; avert from us their evil.
2. We are your servants, the sons of your servants, the sons of your handmaidens. Our forelocks are in your grasp, your command is binding upon us, and your judgment is justice to us. We beseech you by all of the names you have called yourself, and by all of the names that you have taught to your creatures, or revealed in your Book, or kept to yourself in the unseen world, to make the Koran a springtime for our hearts and a light for our chests, to lift our sorrows and dispel our grief.
3. God is our lord, and we worship none besides Him.
4. O God, you are our support and our succour. It is through you that we move, through you that we pounce, through you that we fight.
5. God is greatest. God is mightier than all of His creation. God is greater than all that we fear. We seek refuge with God — you who are the only God, who holds up the seven heavens lest they fall onto the earth except with your permission — from the evil of your two servants, Jozefu Kabira and Yoweri Kaguta Museveni, and their soldiers, followers and partisans among the spirits and humanity. O God, protect us from their evil, exalted is your praise, great is your protection, blessed is your name; there is no god but you.

6. O God, revealer of scripture, bestower of clouds, subduer of hosts: defeat them and let us prevail over them.
7. O God, we set you at their throats and we seek your help from their evil.
8. God is enough for us, and he is the best guardian.
9. O Lord, we beseech your mercy. Do not leave us to ourselves for the blink of an eye. Make our workings successful; there is no god but you.
10. There is no god but you. Almighty are you; we are wrongdoers.
11. O living one, o everlasting one; we appeal to your mercy.
12. There is no power and strength save in God.
13. O glorious and generous one, come to our aid.
14. O God, lord of the seven heavens, lord of the exalted throne, protect us from Yoweri Museveni and Josefu Kabila and their partisans among creation, lest any of them should fall upon us. Great is your protection, exalted is your praise; there is no god but you.

Annex 8

ADF camps

The Group visited three former ADF camps: Kabila, Madina, and AKBG. The dates of the visits were 17 April, 22 April, and 8 May. At these camps, the Group found no evidence of links to foreign groups such as Al-Shabaab or Al-Qaida.



Entrance to a part of Madina camp that FARDC told the Group was the compound of Jamil Mukulu. Photographed by the Group on 8 May.



The "parade ground" at Madina camp, photographed by the Group on 22 April.



Building identified as a mosque by FARDC, at Madina camp. Photographed by the Group on 22 April.



Interior view of a building identified by FARDC as a mosque, at Madina camp. Photographed by the Group on 22 April.



Wooden objects of unknown purpose. The Group found numerous such objects inside buildings FARDC identified as mosques. The Group also found other, similar wooden objects that were decorative, or had been used as tools. This Group took this photo on 22 April in Madina camp.



Entrance to bunkers that appear to have been constructed as air raid bunkers, at Madina camp. The Group identified such bunkers at Madina camp but did not see evidence of them at Kabila or AKBG camps. The bunkers appear to have been recently constructed. The Group also identified other underground bunkers that appear to have been used for storage, or as holding cells for prisoners. The Group took this photo on 22 April.



The Group found artwork inside and outside many structures at Madina camp. This photo, taken by the Group on 8 May, includes the words “Show me love”.



Another example of artwork at Madina camp. The Group took this photo on 22 April.



One of three gardens near Madina camp identified by the Group. This garden was located between Madina and AKBG camps. The Group took this photo on 8 May.



FARDC told the Group this area of disturbed ground just north of Madina camp was a cemetery, where ADF had buried people killed during combat. The Group took this photo on 8 May.



View of a structure at AKBG camp. The Group took this photo on 8 May.










Area at AKBG camp identified by FARDC as the cemetery for four ADF combatants killed defending the camp. The Group took this photo on 8 May.

Annex 9

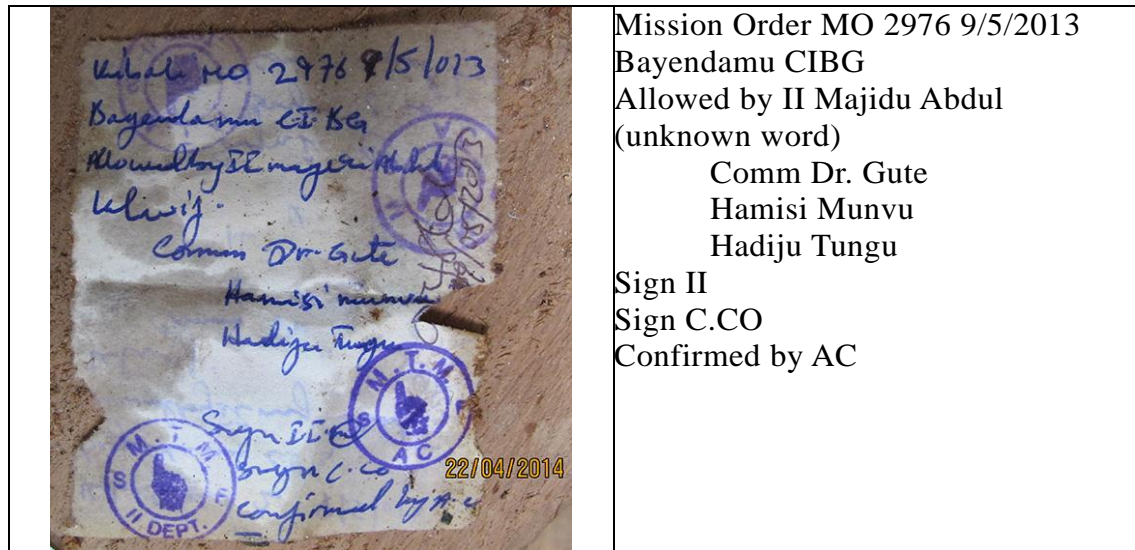
ADF departments

The Group has identified stamps on various administrative documents, which appear to represent ADF's different departments. The Group believes the "M.T.M." at the top of the stamp stands for Madinat Tawheed Muwaheedina, which is another name for ADF's Madina camp. The Group has not determined the meaning of the "S" or the "F" on the sides of the stamps. The Group is continuing to investigate the meanings of the letters and words at the bottom of the stamps; however, the Group believes they are administrative departments of the ADF structure.

<p>AC</p> <p>From a document recovered by the Group at Madina camp, 22 April 2014.</p>	
<p>II DEPT.</p> <p>From a document recovered by the Group at Madina camp, 22 April 2014.</p>	
<p>OA</p> <p>From a document recovered by the Group at Madina camp, 22 April.</p>	
<p>SV SCH.</p> <p>This stands for Salaf Victory School, based on documents found at Madina camp. From a document recovered by the Group at Madina camp, 22 April.</p>	

<p>COURT A</p> <p>From a document recovered by FARDC, reportedly at Madina camp, and photographed by the Group in Beni on 9 May.</p>	
<p>CCO</p> <p>From a document recovered by FARDC, reportedly at Madina camp, and photographed by the Group in Beni on 9 May.</p>	
<p>Unknown 1</p> <p>The letters on this stamp are not clear, although "CTZN" are visible. The red ink is also unique to this stamp.</p> <p>From a document recovered by FARDC, reportedly at Madina camp, and photographed by the Group in Beni on 9 May.</p>	

The following document is a mission order from 2013, and provides an example of an administrative document containing stamps. The document is in Swahili and English, and was recovered by the Group on 22 April in Madina camp. It is an authorization for three individuals to travel. "Bayendamu" appears to be the name of a village or camp, and CIBG is a known ADF camp. The order was allowed by II Dept., and "signed" by three "departments": II, CCO, and AC.



Annex 10

ADF schools, hospitals, prison

ADF operated schools, hospitals and a prison. During its three visits to former ADF camps in April and May 2014, the Group recovered documents mentioning Salaf Victory Primary School and Salaf Victory Adult School, which were the names of ADF’s schools. The Group also recovered additional documents relating to ADF’s education system.

SECULAR TEACHERS AND THEIR SUBJECTS

UPPER CLASSES

SUBJECTS	P.4 BOYS	P.3 BOYS	P.2 BOYS	P.2 GIRLS	P.1 BOYS	P.1 GIRLS
MATHEMATICS	MR.MUTEBI	MR.MUTEBI	MR.MUTEBI	M/HILDA	MUMMY JOWEY	MUMMY JOWEY
ENGLISH	MR.RICHARD	MR.RICHARD	MR.RICHARD	M/HILDA	MUMMY JOWEY	MUMMY JOWEY
SCIENCE	MR.MUTEBI	MR.MUTEBI	MR.MUTEBI	MADAM SAFIINA	MUMMY JOWEY	MUMMY JOWEY
SOCIAL STUDIES	MR. RECOILANCE	MR. RECOILANCE	MR. RECOILANCE	MADAM SAFIINA	MUMMY JOWEY	MUMMY JOWEY
KISWAHILI	MR.RICHARD	MR.RICHARD	MR.RICHARD		MUMMY JOWEY	MUMMY JOWEY
COMPUTER	MR.RICHARD			MR RICHARD		

NURSERY CLASSES

SUBJECTS	TOP BOYS	TOP GIRLS	MIDDLE BOYS	MIDDLE GIRLS	BABY BOYS	BABY GIRLS
READING	MADAM SAFKNA	MAMA BIHA	MAMA YUSUF	MADAM CHINA	MAMA JOHNY	MADAM RUFADA
WRITING	MADAM SAFIINA	MAMA BIHA	MAMA YUSUF	MADAM CHINA	MAMA JOHNY	MADAM RUFADA
DRAWING	MADAM SAFIINA	MAMA BIHA	MAMA YUSUF	MADAM CHINA	MAMA JOHNY	MADAM RUFADA
ENGLISH	MADAM SAFIINA	MAMA BIHA	MAMA YUSUF	MADAM CHINA	MAMA JOHNY	MADAM RUFADA
MATHEMATICS	MADAM SAFIINA	MAMA BIHA	MAMA YUSUF	MADAM CHINA	MAMA JOHNY	MADAM RUFADA

NB:- REMEMBER; NO MAN IS RICH ENOUGH TO BUY TIME PAST, USE TIME PRESENT TO PLAN TIME FUTURE.

The Group photographed the above schedule for the secular school system (Salaf Victory Primary School) on 22 April in the “parade ground” at Madina camp. It shows that “Upper Classes” for boys and girls covered six subjects: mathematics, English, science, social studies, Kiswahili, and computer. For the “Nursery Classes”, the subjects were reading, writing, drawing, English, and mathematics.

Based on documents the Group analysed, as well as observations during visits to former ADF camps, the Group believes ADF operated at least three “hospitals” (which the Group determined are more accurately described as clinics given their size and scope): Madina, CIBG, and I.K. ADF also had a pharmacy at Madina camp.

SUBJECTS	TOP BOYS	TOP GIRLS	MIDDLE BOYS	MIDDLE GIRLS	BABY BOYS	BABY GIRLS
READING	SIFA	SIFA	NURU	NURU	NURU	NURU
WRITING	SIFA	SIFA	NURU	NURU	NURU	NURU
DRAWING	SIFA	SIFA	NURU	NURU	NURU	NURU
ENGLISH	SIFA	SIFA	NURU	NURU	NURU	NURU
MATHEMATICS	SIFA	SIFA	NURU	NURU	NURU	NURU

The Group recovered documents with names of ADF’s medical staff. In the above document, collected by the Group on 8 May at Madina camp, the rotational schedule for ADF medical staff include mention of “Nuru”, who the Group believes is Nooh Moses a.k.a. Abubakar Noor, the director of health for ADF.

The Group also observed what FARDC stated was ADF’s prison in Madina camp. The prison consisted of a long building with two large rooms. In each room, a dirt floor covered two separate underground bunkers. FARDC told the Group that one side was for female prisoners and the other side for male prisoners; however, the Group was not able to verify this claim. The Group did see signs of human habitation in the holes on the side of the prison identified by FARDC as the female prison.



Iron Maiden (a presumed torture device consisting of a cabinet with a spiky interior) recovered by FARDC at Madina camp. Photographed by the Group on 24 April in Beni.



View of the “women’s prison” at Madina camp, with holes leading to underground bunkers.



The Iron Maiden at Madina camp, photographed by the Group on 17 April.

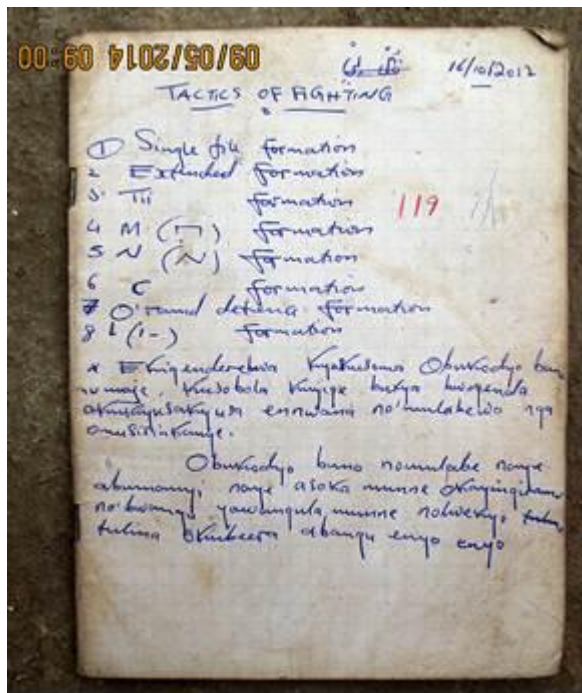


View of the entrance to the underground “men’s prison” at Madina camp.

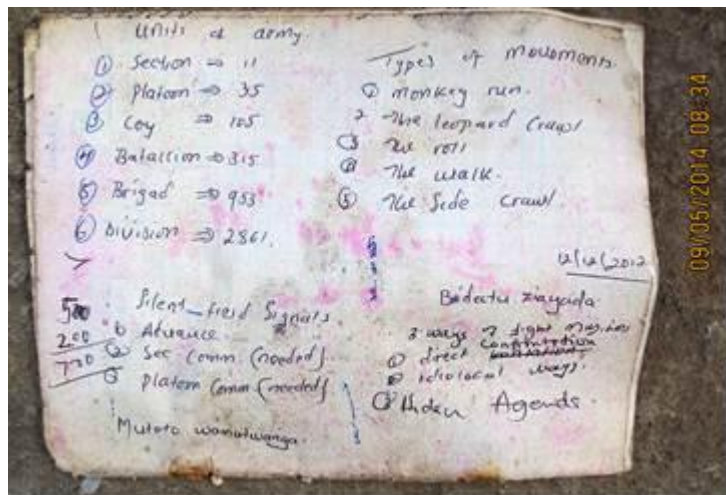
Annex 11

ADF military-related documents

The Group photographed the following documents on 9 May in Beni town. FARDC told the Group it had recovered the documents in former ADF camps. The Group did not find any documents suggesting links to foreign groups, such as Al-Shabaab or Al-Qaida. The Group recovered other documents mentioning weapons, but continues to analyse these documents.



The Group currently lacks the means to translate the Luganda sentences at the bottom of the document, above.



Annex 12

FDLR declaration, 30 December 2013



**DECLARATION OF THE DEMOCRATIC FORCES FOR THE
LIBERATION OF RWANDA ON THE 30th DECEMBER 2013**

We, the DEMOCRATIC FORCES FOR THE LIBERATION OF RWANDA (FDLR) :

Seeing that FDLR was founded on the 01st May 2000 as a freedom – fighters organisation, both political and military,

- Always concerned of contributing to the efforts of seeking peace in the region and continuously advocating pacific resolutions to conflicts,

Deeply convinced that the best ways of pacifically resolving a conflict is to tackle the genesis - root causes thereof rather than its effects and consequences,

Determined once more to witness to the whole world that FDLR combatants have been and are still peace makers,

Taking God for witness and before both history and Rwandan people,

WE SOLEMNLY DECLARE :

1.FDLR does not want war neither against DRC, nor MONUSCO nor RWANDA.

2.FDLR has never ceased to enrol for peace but has always encountered resistance , prejudices and misunderstanding. By way of illustration , let us recall :

-The quartering of more than 2500 FDLR's combatants at KAMINA Military Base in 2001 and the destruction of more than 1000 weapons in KINSHASA in 2002,

-Continual solicitations as to hold an inter – Rwandan political dialogue, frank, sincere and highly inclusive,

- The ROME declaration of 31 March 2005 and the terms and conditions of its implementation of the 02nd April 2005.

3.Now, with the obvious will from the International Community as to restore regional peace by all means, FDLR dares hoping that the same International Community will now hear them out , as from now on. In this regard , **FDLR combatants have committed themselves to put down their weapons and rather undertake a political struggle**. For the needs of the present noble cause, FDLR humbly and heartedly requests help and support, from all the Heads of

African States, United Nations (UN), the African Union (AU), the European Union (EU), the SADC, the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) as to assist them all along the process of implementing the present peace commitment.

4. Moreover, FDLR regrets the United High Commission for Refugees (UNHCR) decision related to the Cessation Clause with regard to Rwandan refugees, under assumptions that circumstances which had caused their respective flight have now ceased to exist. Additionally, FDLR salute both the insight and humanitarian sense of countries who were very reluctant as to implement the so - called Cessation Clause, and equally encourage other countries to follow that humanitarian example. FDLR is hereby pleading with the Government of the Democratic Republic of the Congo (DRC) , with UNHCR, with all humanitarian Non – Government Organisations (NGOs) to acknowlegde , protect and assist all the Rwandan refugees which had been neglected and abandonned to their own, sad and miserable fate and plight.

5. Furthermore, FDLR would love to convey its heartfelt gratitudes to DRC and Congolese people for the welcome and hospitality which have been reserved to Rwandan refugees since their arrival in 1994 up to date.

In conclusion, FDLR is equally thankful, to all who have contributed in one way or the other, to the organisation and realisation of the present meeting of Walikale, and hereby is conveying its best wishes for the New Year 2014.

MAY GOD BLESS YOU RICHLY.

Done in Walikale, on the 30th December 2013.

BYIRINGIRO Victor



General Major
Président ai des FDLR

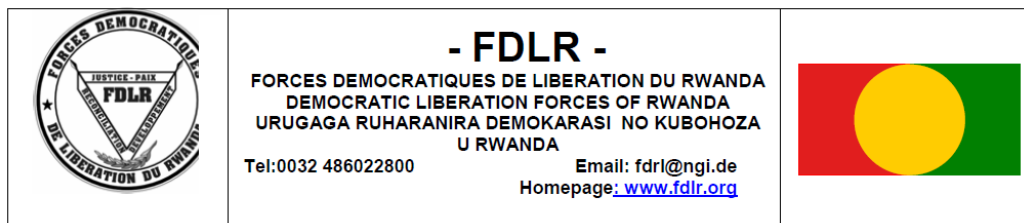
Telephone: +24 381 145 2213

Email:fdlrsrt@gmail.com or humura2020 @gmail.com

Annex 13

FDLR Rome Declaration, 31 March 2005

APPENDIX



DECLARATION DES FORCES DÉMOCRATIQUES DE LIBÉRATION DU RWANDA (FDLR)

le gouvernement de la RDC sous la facilitation de la Communauté de Sant'Egidio,

- **Attendu** que tous les hommes sont égaux devant Dieu et devant la loi, et que le droit à la vie est un droit sacré,
- **Conscientes** de la situation humanitaire catastrophique que traverse la région des Grands Lacs depuis plus d'une décennie;

Interpellées par les souffrances indescriptibles auxquelles sont soumises des dizaines de milliers d'homme, de femmes et d'enfants que les guerres autant

- Nous, Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, en sigle FDLR, réunies à Rome avec fratricides qu'inutiles a jetés hors de leurs foyers,
- **Soucieuses** de nous associer aux nombreuses initiatives de recherche de paix, de dialogue et de réconciliation dans la sous région;
- **Vu** que tous les peuples aspirent au respect effectif des droits et libertés tels qu'énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948,
- **Convaincues** que les problèmes des Grands Lacs et en particulier les problèmes rwandais sont des problèmes politiques et requièrent donc des solutions politiques,

Devant Dieu, l'histoire et le peuple rwandais, déclarons solennellement :

1. Les FDLR s'engagent à cesser la lutte armée.
Les FDLR décident désormais de transformer leur lutte en combat politique.
Au fur et à mesure que les mesures d'accompagnement seront identifiées et mises en œuvre les FDLR acceptent le désarmement volontaire et le retour pacifique de leurs forces au Rwanda.
D'ores et déjà elles annoncent qu'elles s'abstiennent de toute opération offensive contre le Rwanda.
2. Les FDLR condamnent le génocide commis au Rwanda et leurs auteurs.

Elles s'engagent à lutter contre toute idéologie de haine ethnique et renouvellent leur engagement à coopérer avec la justice internationale.

3. Les FDLR condamnent le terrorisme et les autres crimes de droit international commis dans la région des Grands Lacs. Et pour marquer leur ferme volonté à lutter contre toute forme d'impunité, elles demandent l'ouverture dans les meilleurs délais d'une enquête internationale pour qualifier ces crimes, identifier et punir leurs auteurs
4. Les FDLR souhaitent le retour des réfugiés rwandais dans leur pays selon les normes internationales dans la matière et dans le respect des droits et libertés de la personne humaine. Et en conséquence, elles s'engagent à s'impliquer activement dans le programme de leur retour volontaire selon les modalités à convenir avec le gouvernement de la RDC, le gouvernement du Rwanda et la communauté internationale.

En conclusion, en optant pour la lutte politique au détriment de la lutte armée, les FDLR expriment la ferme volonté à apporter leur concours à la résolution durable et pacifique des conflits non seulement au Rwanda mais aussi dans la région des Grands Lacs. Et pour ce faire, un espace politique leur est nécessaire.

Fait à Rome le 31 mars 2005
Pour les FDLR
Dr. Ignace Murwanashyaka
Président

Annex 14

Armed FDLR in Buleusa

These photos were taken in February 2014, and were posted on the Al-Jazeera website <http://www.aljazeera.com/indepth/inpictures/2014/03/pictures-fdlr-rebels-dr-congo-20143683630183375.html>.



Annex 15

FDLR weapon storage in Buleusa

This photo was taken in February 2014, and posted on the Al-Jazeera website <http://www.aljazeera.com/indepth/inpictures/2014/03/pictures-fdlr-rebels-dr-congo-20143683630183375.html>.



Annex 16

FDLR e-mail, 23 February 2014

The Group blacked out the names of the DRC delegation because it was not able to contact all the individuals named to confirm their participation in this meeting.

On Sunday, February 23, 2014 9:32 AM, Umuryango Ubumwe <fdlrsrt@gmail.com> wrote:
 On Saturday 22rd Feb 2014 at Buleusa north Kivu Goma took Place a meeting between FDLR Delegation which was mandated by FDLR President Gen maj. Victor Byiringiro namely [REDACTED]
 [REDACTED]
 [REDACTED]

The objective of the meeting was actually to ask FDLR to write a request to MONUSCO, FRDC and FIB asking them to (i) come and have all the weapons that FDLR lencently lay down (i) so that they can be destroyed, (iii) to have all FDLR members and their dependents and be grouped into destined Competent barracks .

The Present meeting wasn't succesfull as anticipated, as it got Obvious that this meeting had a strategic smart hiden agenda jointly master -minded by UN security council and Rwanda with intention to forcebly repatriate FDLR combatants (Freedom fighters).

The Representative of FDLR suggested that the initiative of FDLR of the 30th December 2013 according to Lusamambo declaration be implemented instead.

Additionally as maintained by FDLR delegation, FDLR is more than willing to hand those laid down weapons to whosoever it may concern as long as Political dialogue take place between Rwanda and FDLR. DRC delegation went back unhappy and said they would lather threaten of launching arms attacks on FDLR within 2 weeks.

Please Ref to DDR/DDRRR this is what we see they are willing to do while we do Respect your genuine peace maker project
 Be Blessed

Gen Maj. Victor Byiringiro
 The President ai FDLR

Annex 17

FDLR disarmament declaration, 18 April 2014



DEMOCRATIC FORCES FOR THE LIBERATION OF RWANDA

(FDLR)

Walkale, April the 18th, 2014

.Her Excellency Madame Joyce BANDA, President of the Republic of MALAWI and Chairperson of SADC;

.His Excellency Mr Ban KI-MOON, Secretary General of the United Nations;

.Her Excellency Madame Sylvie LUCAS, Chairperson of the UN Security Council;

.His Excellency Mr Herman Van RUMPUIY, Chairperson of the European Union Council

.Her Excellency Madame Doctor Nkosazana Dlamini ZUMA, Chairperson of the African Union Commission;

. His Excellency Mr Robert MUGABE, President of the republic of ZIMBABWE; Deputy-Chairperson of the African Union Commission and Deputy-Chairperson of SADC

. His Excellency Mr José Eduardo DOS SANTOS, President of the republic of ANGOLA and Chairperson of International Conference for the African Great Lakes Region;

.His Excellency Mr Joseph KABILA KABANGE, President of the Democratic Republic of the Congo (DRC).

SUBJECT: INVITATION TO WITNESS THE HANDING OVER OF WEAPONRY AND RELEVANT EX-COMBATANTS TO SADC

Your Excellencies,

As sustained in their various recent communiqués and official letters addressed to international relevant authorities and institutions, the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) as peacemakers would love to confirm it again today, that they took a unilateral commitment to lay down their weaponry and consecrate themselves to political struggle.

By ways and means of the "Lusamambo Peace Offer Declaration" of 30th December 2013, FDLR as a politico-military organisation, whose combatants are exclusively freedom fighters, initiated a benchmark peace process, whose outcomes will fully depend on the good will of the international community, more particularly organisations and institutions which you represent and of the solidarity of Heads of States mainly African, and your respective ability to make RPF-INKOTANYI Rwandan current regime to realise both the need and necessity of providing free, safe and secure physical and political space which for ages has been longed for by all Rwandans as a nation and more particularly by the whole Rwandan political opposition.

Your Excellencies,

The present letter serves as an invitation to you as to come and witness live the handing over of FDLR's weaponry to the international-African relevant authorities, namely SADC. The event in question is expected to take place at Buleusa/katiku in north kivu and at Lubumba in south Kivu same day on the 30th May 2014.in republic democratic of Congo (DRC)

Furthermore, inasmuch as FDLR has already laid down its weaponry and embarked on political struggle as from end of December 2013, FDLR would love to take the same opportunity and request a humanitarian assistance from SADC with regard to both legal and social protection of thousands of Rwandan refugee families (mostly women and children) who have been totally abandoned by the international community since 1996 up to date, but however, as they were under FDLR protection, have managed to survive by the grace of God while facing their daily miserable fate within the eastern DRC.

Additionally, FDLR would like to request a favour from SADC as it intends to commit all its ex-combatants under its (SADC) protection by means of quartering them in safe place under SADC management, until the wished and hoped for "inter-Rwandan political dialogue", frank, sincere and highly inclusive, between RPF-INKOTANYI current Rwandan regime and FDLR together with all Rwandan political opposition organisations will have taken place and have yielded substantial outcomes.

Your Excellencies,

Finally, FDLR would love once more to reiterate its heartfelt convictions as to what only and only genuine political dialogue between Rwandan incumbent President-General Paul KAGAME and his political opposition (more particularly FDLR, which must be considered an unavoidable stake holder as far as Rwandan political issues are concerned) is the only efficient (and apparently sufficient) means of restoring peace and stability within the African Great Lakes Region, as on the one hand, it would obviously enable Rwandan refugees to voluntary repatriate back to their darling mother land, with respect and human dignity, and on the other hand, it would also prevent for good those perpetuating attacks of Rwandan troops on DRC.

Your Excellencies,

While FDLR is looking forward to having all your support as to materialise the present noble endeavour for the needed and sooner restoration of peace and stability within the African Great Lakes Region, FDLR begs you once more please to accept its heartfelt expression of its highest consideration.

Walikale, April the 18th, 2014

BYIRINGIRO Victor

General Major
Président ai des FDLR

Telephone: +24 381 145 2213

Email: fdlrsrt@gmail.com or humura2020@gmail.com

CC:

.His Excellency Mr Herman Van RUMPUY, Chairperson of the European Union Council;

.His Excellency Mr Emmanuel BAROSSO, Chairperson of the European Union Commission

.His Excellency Mr Uhuru KENYATTA, President of the republic of KENYA and Chairperson of the East African Community

.His Excellency Mr Jacob ZUMA, President of the republic of South Africa;

.His Excellency Mr Armando Guebuza , President of republic of Mozambique

.His Excellency Mr Hifikepunye Pohamba, President of republic of Namibia

.His Excellency King Mswati III King of Swaziland

.His excellency Mr Seretse Khama Ian Khama President of republic of Botswana

.His Excellency Jakaya M. KIKWETE, President of the United Republic of Tanzania;

Annex 18

FCRL-UBUMWE press release, 13 January 2014

<http://ps-imberakuri.net/fr/nouvelles/92-communique-de-presse-nd-00114crfclr-ubumwe-communique-de-presse-nd-00114crfclr-ubumwe.html>



PRESS RELEASE N° 001/14/CR/FCLR-UBUMWE: THE FCRL - UBUMWE OFFICIALLY DECLARES ITS ACTIVITIES

Monday, 13 January 2014 11:30 | Written by PS-Imberakuri |

5 people like this.

- Referring to the false allegations and the terrorist activities of the Kigali Government intended to silence the opposition, considering that any opposition voice is directly accused of genocide, enemy of the country and other crimes of that kind;

- Returning to the ongoing recruitment activities of the youth to strengthen the rebels of the M23 currently refugees in Rwanda and the fact that a lot of information confirm that the Kigali Government is planning to resume fighting's against the Congo claiming the presence of the FDLR in this country as it has always been the case since 2000 ;

- Returning to the fundamental rights of the human rights which are regularly flouted : no opposition party, no agency for the defense of the human rights or an independent press is authorized to exercise its activities officially, journalists and political leaders of the opposition parties inside and outside the country are either imprisoned, murdered, and/or persecuted ;

- Returning to the permanent injustice regularly inflicted to the population by the government especially through different discriminatory programs aimed to make the population disappear slowly by hunger or poverty (ex: the monoculture, the forced displacement of the population without expropriation, the disproportionate tax, vasectomy, discrimination in the granting of scholarships for the high schools and universities, the persecution in private entrepreneurship, etc);

- Returning particularly on discrimination linked to massacres and genocide of 1994, where up to date only the Tutsis have the right to mourn their relatives while all the Hutus are globally called genocidals. In that manner, the Kigali Government officially launched its program of apartheid hereinafter called "Ndi Umunyarwanda - I am Rwandan" which aims to push all Hutus to live in the shame by always kneeling to the Tutsis and asking them forgiveness. At the same time, the Tutsis who did not support that ideology are banned and excluded from the ruling sphere to the detriment of the Hutus of service who become the speaker of that ruling cast;

- Returning back on the terrorist acts of the violation of human rights perpetrated in Rwanda, and then exported to the Congo aiming the Rwandan refugees and the Congolese people, recital the unwavering support that the Kigali Government continues to make in the creation and support of armed groups who pursue macabre exactions against the Rwandan refugees and the Congolese population in the east of the Congo claiming it want to eradicate the FDLR;

- On July 01, 2012, the parties FDLR and PS IMBERAKURI sat together and put on the front FCLR - UBUMWE (the Common Front for the Liberation of Rwanda and the Rwandese) whose existence was declared February 04, 2013 at Musanze. The Front FCLR - UBUMWE aims peaceful change of power in Rwanda (cfr press release n° 001/13/COORD/FCLR-UBUMWE of February 04 2013);

- In the foregoing view, and considering that since its declaration of February 2013, the free and tenacious patriots, INDATSIMBURWA (the member of the Front FCLR - UBUMWE), have initiated talks and negotiations of all edges to develop the modalities of operation. This called for the prudence and patience. Considering the current evolution, deeply dismayed by the policy of humiliation and exclusion in progress in Rwanda as erected by the criminal and dictatorial government of the RPF led by General Paul Kagame and his clique, the Front FCLR - UBUMWE found that it's the right time to make a new step and start to work publicly. It's the only way to reassure and free the Rwandan people from the fear so that the latter may itself become the indisputable author of rapid peaceful change in Rwanda.

To do this, the Front FCLR - UBUMWE request:

- To Rwandans and friends of Rwanda especially the United Nations (UN), the United Nations Security Council (UNSC), the European Union (EU), the African Union (AU), the Southern African Development Community (SADEC), the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) to put pressure on the government in Kigali so that it accepts without condition to open the political space and guarantee the freedoms of association and expression in Rwanda. This implies the unconditional release of all political prisoners and opinion prisoners in order to prepare and to take the dialog between the Rwandan government and the political opposition so that to agree on the voice and ways of running the Rwanda under the leadership of democracy, justice and freedom.

The Rwandans need to discuss on their history. In the present case, they need to tell the truth on the contours of the massacres between the Hutus and the Tutsis in order to take all the necessary measures to build the Rwanda which respects the rules, which respects the right of everyone, which guaranty the justice and the freedom of association and expression. It is in fighting against the policy of impunity that we can build the future of Rwanda. The Rwandans need a country where everyone is free to live in dignity, a country ensuring the security of the everybody, a country respecting the fundamental rules of democracy, a country that puts forward the peaceful coexistence with its neighbors.

- To each one, in this case the Rwandans, to understand that the objective of the ruling government of the RPF in Kigali is to subjugate the people of Rwanda and the submit to the ruling cliques after concerned of genocidal. Everyone should remember that the FDLR have been created and have taken up arms to protect the Rwandan refugees against the atrocities directed against them by the army of the RPF/RPA/RDF in the Congo. Several credibles reports such as " DRC Mapping Exercise Report 1993 - 2003" give details. No one can ignore that the little respite available to the people of Rwanda is that the RPF knows that the FDLR can rescue them in case of need.

- To the Rwandan politicians to join their efforts so that together we can rescue Rwandan both from inside and outside the Rwanda. The fact that the Rwandan opposition continues to be divided, the fact that the opposition continues to act each in his corner has no purpose other than strengthen the clique in power that continues to crush and denigrate its population.

- To all the Rwandans from the inside and from the outside, to understand the seriousness of the situation in Rwanda and to overcome fear, to cultivate in them the spirit of love and mutual assistance in order that together we unite our efforts to carry out this noble mission of freeing the Rwanda and the Rwandan people.

In summary, the Front FCLR - UBUMWE puts forward the peaceful ways to resolve the problems of Rwanda and of the sub-region. That is why, of his own will, the FDLR have decided to disarm. But, if the international community continues to ignore his suffering, it will have no other choice than to use all means at its disposal. We are putting in front the fact that the fundamental rights must be provided to everyone by a government which respects the laws in order to avoid resorting to suicidal methods in an attempt to move out of the dictatorship and oppression of power [cfr point 3 of the preamble to the universal declaration of human rights 217A(III) of 10 December 1948].

In case of need, each one must fight to ensure its fundamental rights. In our turn, together, in freedom, fight for the Peace and Unity of Rwanda and the Rwandese people.

Done at Kigali and at Walikale, January 12, 2014

Alexis BAKUNZIBAKE

First Vice President of the PS IMBERAKURI.

Kigali-Rwanda

Major General Victor BYIRINGIRO

ai President of the FDLR.

Walikale-DR Congo

 Hits: 701  Email this  Bookmark

Annex 19

RDI and PS press release, 11 March 2014

PRESS RELEASE: Support of Two Rwandan Political Parties to FDLR

Posted on March 11, 2014



The political parties RDI – RWANDA RWIZA and Social Party PS – IMBERAKURI call for an urgent solution to the problem of Rwandan refugees in the Democratic Republic Congo.

The political parties RDI and PS; Considering the recent developments in the African Great Lakes region marked in particular by the military victory of the government army of the Democratic Republic of Congo (DRC) over the M23 rebels,

Highly concerned by statements dated November 5, 2013 by Mr. Lambert MEMBE, Minister of Communication and Spokesperson of the Government of the DRC, stating that the Congolese armed forces (FARDC) would start “shortly” an offensive against Rwandan Hutu rebels of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) to disarm them,

Also taking into account the equally disturbing announcement dated November 6, 2013 by Mr. Martin Kobler, Head of the UN Mission for Stabilization of Congo (MONUSCO), which reported that peacekeepers would strengthen border control to prevent the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) to go to Rwanda;

Condemning the irresponsible attitude of the government in Kigali illustrated , among others, by the request to the UN Security Council made by the Ambassador of Rwanda to the United Nations , Mr. Eugène- Richard GASANA to direct the intervention brigade embedded into MONUSCO to tackle the FDLR after the defeat of M23 group ,

Reaffirming that the FDLR and civilians under their protection are Rwandan Hutu refugees who survived the massacres perpetrated by the army of General Kagame on the territory of the DRC sufficiently documented in the “Mapping Report” published by the United Nations on October 1, 2010;

Also reaffirming that most of the refugees were born in exile or were toddlers when they fled Rwanda in 1994, and therefore, that they have nothing to do with the genocide that the Kigali regime seeks to impute to them collectively. During his press brief on October 15, 2013, President Kagame did not hesitate to compare them to Nazis;

Denouncing all obstacles to a safe and voluntary repatriation with dignity erected by the dictatorial regime in Kigali against the Rwandans who will soon have spent nearly two decades in the Congolese

<http://rdi.rwanda.rwiza.com/archives/1085>

21/3/2014

PRESS RELEASE: Support of Two Rwandan Political P.

jungle, in total destitution, disowned by their own country and abandoned by the High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the entire international community;

Reaffirming the legitimacy of the FDLR's struggle and other Rwandan political forces struggling in favor of returning to their country for all Rwandans in exile in acceptable conditions including opening of a pluralistic political space allowing free speech and respect of human rights.

The two political parties would like to bring to the attention of the Rwandan people and to the international community the following:

1. It is becoming increasingly urgent to find a solution to the problem of Rwandan refugees in general and especially, those on the territory of the DRC. Therefore, the Rwandan government must embark resolutely on the path suggested by Tanzanian President Jakaya Kikwete, who in May 2013 urged Rwandan President Kagame to start political negotiations between his government and the FDLR rebels and all opposition political parties.

2. What is needed is a fair and equitable political solution that reassures all components of the Rwandan society. To this end, it will be beneficial for Rwanda to return to the spirit of the Arusha Peace Agreement of August 1993 and organizing a National Conference "Rukokoma" for the advent of a new democratic regime based on a rule of law and sharing to guarantee a lasting peace, not only for Rwanda, but also for the people of neighboring countries.

3. The Kigali regime cannot shirk indefinitely its responsibility to guarantee fundamental rights to all its citizens. The Kigali regime has to reconsider its position on the issue of refugees and has to stop labeling as "genocidaire" or "divisionist" any Hutu who dares to oppose government segregationist policies. Moreover, Rwandans who are peace-loving have the right to use all legitimate means of defense to look for freedom and democracy, as long as the dictatorial regime in Kigali maintains its flagrant violations of freedom of expression and freedom of association, as evidenced by, among others, imprisonment of political opponents and independent journalists, refusal to register opposition political parties, and denial of the right to certain individuals to return home.

4. The responsibilities of the UN and the Congolese government are at stake. Both players should at least for humanitarian purposes, support the Rwandan people in distress on Congolese territory by creating acceptable conditions for their safety and voluntary return to Rwanda instead of trying to hunt them down like beasts under the cover of disarming those who for almost 15 years ensure their protection.

5. The political parties RDI – RWANDA RWIZA and PS- IMBERAKURI call on the international community to fully support these proposals highlighted above. In particular, countries and organizations that care about the political future of Rwanda and the entire Great Lakes region are invited to press the Rwandan government and all other stakeholders, so that a relevant, balanced and peaceful solution is quickly found to the question of the FDLR and other Rwandan refugees in DRC, once and for all.

Done in Brussels and Kigali, November 8, 2013

Présidentin TWAGIRAMUNGU

President of the RDI – RWANDA RWIZA (Se)

rwandarwiza@gmail.com

+250 783 068 198

... xis BAKUNZIBAKE

First Vice -President of the PS- IMBERAKURI (Se)

imberakuri.5@gmail.com

+250 788 814 906

[« Previous post](#)

[Next Post »](#)

<http://rdi.rwandarwiza.com/archives/1005>

Annex 20

RDU-UDR press release, 1 March 2014

<http://rdu-rwanda.org/cpc.html>



Publications » CPC

PRESSRELEASE

1st March 2014

CREATION OF COALITION OF RWANDAN POLITICAL PARTIES FOR CHANGE (CPC) .

A consultation meeting of Rwandan opposition political parties was held for the third time in Brussels, on March the 1st, 2014. The meeting established a formal framework for collaboration, able to work effectively for the long-awaited political change in Rwanda.

Following political parties were present at the meeting:

1. United Democratic forces (FDU- Inkingi) ;
2. Forces Democratic of Liberation of Rwanda (FDLR);
3. Democratic People's Pact (PDP- Imanzi);
4. Party for Democracy in Rwanda (PDR- Ihumure);
5. Social Party (PS- Imberakuri);
6. Rwandan Dream Initiative (RDI - Rwiza Rwanda);
7. Rwandan Democratic Union (UDR).

As a reminder, the FDLR and PS- Imberakuri parties are grouped in the FCLR - Ubumwe (Common Front for the Liberation of Rwanda).

At the beginning of the meeting, all participants responded positively to the initiative of the UDR (Rwandan Democratic Union) the party that had come out with the a proposal of establishing a coalition of Rwandan opposition parties during the meeting of the 1st of February 2014.

After reviewing the report of the steering committee established on the 15th February 2014 in order to establish a formal framework for collaboration between Rwandan opposition political parties, the meeting decided the followings:

1. The Present parties unanimously reaffirmed the urgent need for close collaboration between the Rwandan political opposition in accordance of the project initially launched on the 1st February 2014. They also noted with great satisfaction the enormous hope raised in the Rwandan people about this initiative and its noble objectives, which it wishes to achieve successful results.

2. Three political parties, namely the FDU- Inkingi, the PDP- Imanzi and PDR- Ihumire expressed their concerns regarding their immediate adhesion into an the new collaboration framework bringing together political opposition parties. They each mentioned some prerequisites they wish to be satisfied prior they could join the new new structure.

However, the three parties have clearly emphasized that they fully support the proposed coalition of Rwandan political opposition parties. These three political parties were requested to contribute to solutions, which will help them to contribute to the ongoing talks until conditions of their participation in the new coalition structure are met.

3. The four other political parties considered that the time was suitable for the establishment of a formal framework for collaboration. They took action by creating a structure called Coalition of Rwandans Political Parties for Change, (CPC). They also expressed their gratitude to the parties FDU, PDR and PDP for their continued efforts in looking for solution to the many problems that the people of Rwanda face. They also stressed that the doors of the Coalition remained open while waiting for their entry into the new structure, the three parties would soon be informed of the terms of their continued collaboration with their partners now grouped within the CPC.

4. Structure and Management within the CPC

- v President: RDI - Rwanda Rwiza
- v First Vice -President: FCLR - Ubumwe
- v Second Vice -President: UDR
- v General Secretary: FCLR - Ubumwe

The management team will be supported by the following committees in which the following relevant fields:

- v Politics: FCLR - Ubumwe
- v Finance: RDI - Rwanda Rwiza
- v Defence: FCLR - Ubumwe
- v External Relations: UDR
- v The Coalition will also be a spokesperson from the ranks of FCLR - Ubumwe.

The meeting welcomed the election of Mr Twagiramungu as President of the CPC. Other names of other management team will be made public along with the political program of the Coalition at the press conference in Brussels on 19 March 2014.

Done at Brussels, 1 March 2014

For FCLR- Ubumwe : Victor Byiringiro
 For RDI- Rwanda Rwiza : Faustin Twagiramungu
 For UDR: Dr Paulin Murayi



Annex 21

RDU-UDR creation, 14 February 2014

<http://rdu-rwanda.org/creation-of-the-rdu.html>



The image is a screenshot of a website page. At the top left is the RDU logo, a circular emblem with a sun, stars, and the acronym 'R.D.U.' in the center. Below the logo, the text 'RDU - UDR' is displayed in a large, bold, serif font. To the right of this text is a black rectangular box containing the text '© Rwandan Democratic Union' and a yellow 'Donate' button. Below the 'Donate' button are icons for various payment methods: MasterCard, American Express, VISA, Discover, and BANK. Below these icons is a row of social media icons for Facebook, Twitter, LinkedIn, Google+, Pinterest, YouTube, and Email. Below the social media icons is the text 'Publications » Creation of the RDU'. The main content of the page is a press release titled 'Creation of the RDU' in a large, bold, serif font. Below the title is the sub-heading 'PRESS RELEASE' and the main heading 'CREATION OF RWANDAN DEMOCRATIC UNION "RDU" A NEW POLITICAL PARTY'. The body of the press release consists of several paragraphs of text, starting with 'We, the signatories of this declaration, have met in Brussels February 14, 2014 to create a political party that we called RDU "RWANDANDEMOCRATIC UNION".' The text discusses the objectives of the RDU, the current state of democracy in Rwanda, and the need for a new political party.

Creation of the RDU

PRESS RELEASE

CREATION OF RWANDAN DEMOCRATIC UNION "RDU" A NEW POLITICAL PARTY

We, the signatories of this declaration, have met in Brussels February 14, 2014 to create a political party that we called RDU "RWANDANDEMOCRATIC UNION".

RDU has the objective to emerge a new generation of Rwandan politicians able to promote democracy and an inter-Rwandan dialogue inline of their core values of equality, justice, liberty and fraternity. All our actions will be driven by social compromises that can lead to a lasting peace.

A close look at the Rwandan society enabled us to find that the democracy as a fundamental value for the development of all peoples now a luxury that seems unattainable for the Rwandan people.

Socio - economic policies in Rwanda are currently exercised unequally and deny Rwandans their rights of democracy and participation, which consequently raises fears of further violent conflicts.

Power in Rwanda remains in the hands of the Rwandan Patriotic Front and a small group of privileged people who control all institutions, economy, public services, justice and media among other things and this gives no chance to the other Rwandan people to access their fundamental rights.

The Rwandan people live in fear: the ruling RPF Inkotanyi monitors everyone suppresses freedom of expression of citizens through repressive laws, oppression, persecution, imprisonments, torture and physical elimination of political opponents.

Even if they manage to escape the regime to flee abroad, the current regime pursues them in order to forcibly repatriate them and eventually torture or kill them.

Impunity, injustice and the lack of respect of human rights have become characteristics of the current governance system in our country. Considering Rwanda's dark history, the current regime should have established a system that would have learnt from past mistakes in order to avoid a cycle of violence that caused suffering to most of Rwandans for over half a century.

The current government prefers lies, manipulation and division between Rwanda, humbling a class of population turned into subhuman, sentenced to seek forgiveness for crimes they did not commit, while crimes committed by the government persist. Meanwhile the ones responsible for wrongdoing remain free, protected and rewarded by the state.

On the other hand, having identified that many Rwandan political parties remain prisoners of their past or that of their leaders, that there are often motivated by personal interests of their leaders rather than interests of the Rwandan people.

We decided to establish " The RWANDAN DEMOCRATIC UNION " to bring out a new generation of Rwandan politicians who are focusing to the future, aspiring to bring a true reconciliation that achieves lasting peace and democracy in Rwanda, alleviates the suffering of our people in distress and promotes national unity.

Some points of our action plan deserve special attention:

The problem of Rwandan refugees who are still many outside the country must be resolved quickly so that they can return peacefully with dignity.

We commit ourselves to work for peace, to primarily focus on the dialogue between Rwandan and social compromise, in order to find all solutions to end the cycles of violence that is perpetual for Rwandan refugees and allow their return to their homeland.

The proposed change to the people of Rwanda is based on the primacy of human life, the truth about our common history, lasting peace, freedom, equality and unity of the Rwandan people.

We are committed to promote an unequivocal democracy in Rwanda, to open a new era of harmony with true reconciliation of the people who want to live together in mutual respect, dignity and prosperity.

The new Rwanda that RDU offers will be on a path of deep transformation of Justice and all institutional bodies; including the Army and Police so that they can be able to reflect all components of the Rwandan society. All Rwandan citizens shall enjoy the same rights, the same treatment and have the same duties.

We, the signatories of this declaration, we are committed to promote respect for fundamental rights. We recognize the need to release all political prisoners, to return the property of Rwandan citizens which have been confiscated illegally and fraudulently and take into account the responsibility of all the actors who spread hatred and divisions that previously led to suffering of Rwandans, during and after all the horrors that have marked the Rwandan society without distinction and without any form of discrimination.

We are committed to:

- Working for a sustainable peace in Rwanda and throughout the Great Lakes region, to promote the policy of social compromise, good neighborliness, cooperation and regional integration with neighboring countries for a lasting peace in the beautiful region Great Lakes so that people can live in harmony and respect for the integrity and sovereignty of each country.
- Eradicate all sorts of corruption and partisan spirit in order to engage the country on an equitable pathway and equal opportunity in provision of public contracts, employment, investment and the opportunity to do business unimpeded or without pressures in order to achieve a prosperous Rwanda .
- Implement economic reforms necessary in order to facilitate competitively and attract foreign investors, ease taxes in order to facilitate growth and privilege the promotion of our products and services in regional and international markets.
- Strengthen the separation of powers in order to facilitate control of actions of the government, free and fair democratic elections in order to give the people the choice to choose their leaders and representatives at all levels in their society.
- Establish a reformed Rwandan army and the police so that they can be representative of the true Rwandan society and protect all Rwandans.
- Finally we will embark on a reform of the national education so that all children enjoy the same rights for education, have opportunities to access the different and all education institutions now reserved for a small segment of the population.

We, the founding members of the RWANDAN DEMOCRATIC UNION have unanimously adopted this declaration and have set up a temporary executive committee composed by:

- President: **Dr Paulin Murayi** – Living in Belgium
- Vice President: **Mr Aloys Manzi** – Living in UK
- Executive Secretary: **Mr Saleh Karuranga** - Living in Belgium
- General Treasurer: **Ms Claudette Mukamutesi** - Living in France

Done in Brussels on 14th February 2014

- Paulin Murayi
- Mr Aloys Manzi
- Mr Saleh Karuranga
- Claudette Mukamutesi
- Eric Ndagijimana
- Jean Rukara

Annex 22

M23 escapees

The list below is the Group's determination of the names of the M23 ex-combatants and cadres who have escaped from the Ngoma camp in Rwanda. The sources of information for escapees are the Government of Rwanda (23 October 2013) or the DRC Agence nationale de renseignements (ANR) (April 2014). The Group notes that some of the people identified by the Government of Rwanda in October as having escaped were not on the Government of Rwanda's list of M23 elements who crossed into Rwanda in March 2013.

<i>Number</i>	<i>Name</i>	<i>Escape date</i>	<i>Source</i>	<i>On 1 April 2013 Rwanda M23 List</i>
1	MUGABE Robert	4/2/13	Rw/DRC (ANR)	Yes
2	KABANO Salim	4/2/13	Rw	NO
3	KANYAMARERE Janvier	4/2/13	Rw/DRC (ANR)	Yes
4	KARANGWA David	4/7/13	Rw	Yes
5	NGAMIJE Thierry	4/7/13	Rw	NO
6	MUSHABE Dickson (or Dickoni)	4/7/13	Rw	Yes
7	GATETE Sam	5/17/13	Rw	NO
8	BIMENYIMANA Jean Claude	5/17/13	Rw	Yes
9	USIOGOPE Eric	6/9/13	Rw/DRC (ANR)	Yes
10	NGABO Janvier	6/9/13	Rw	Yes
11	NDIKUBWIMANA Emmanuel	6/9/13	Rw	Yes
12	MENDE Shomari Eloge	8/10/13	Rw/DRC (ANR)	Yes
13	MBABEJENDE Alexis	9/2/13	Rw	NO
14	HAKIZIMANA Theogene	10/20/13	Rw	Yes
15	NDERERIMANA Evode	10/22/13	Rw	NO
16	SIMPARIKA Innocent	1/20/14	DRC (ANR)	NO
17	DUSHIME Michel	1/22/14	DRC (ANR)	Yes
18	NDUWAMUNGU Hasan (or Hassan)	1/23/14	DRC (ANR)	Yes
19	NGABOYMANZI (or NGABO) Jimmy	1/23/14	DRC (ANR)	Yes
20	KAYUMBA Augustin	1/25/14	DRC (ANR)	Yes

<i>Number</i>	<i>Name</i>	<i>Escape date</i>	<i>Source</i>	<i>On 1 April 2013 Rwanda M23 List</i>
21	KAMBALE KALIMWABENE Heritier	1/25/14	DRC (ANR)	Yes
22	KAMANZI Felix (?)	1/25/14	DRC (ANR)	NO
23	BIKORIMANA Ismael	1/25/14	DRC (ANR)	Yes
24	NKURIZA (or NKURIWA) Jean Pierre	1/25/14	DRC (ANR)	Yes
25	SIBOMANA Athanase	1/25/14	DRC (ANR)	Yes
26	KIZA (or CYIZA) Jean Pierre	1/30/14	DRC (ANR)	Yes
27	MUHIRE Olivier	2/5/14	DRC (ANR)	Yes
28	RUBANGURA Jean Paul	2/5/14	DRC (ANR)	Yes
29	MUPENZI Dieudonne	2/5/14	DRC (ANR)	Yes
30	MUSABYIMANA J. Damour (or Jean d'Amour)	2/5/14	DRC (ANR)	Yes
31	AKUMUCYO Celestin	2/7/14	DRC (ANR)	Yes
32	MUSHIMIYE Richard	2/9/14	DRC (ANR)	Yes
33	DUSHIME Gentil	2/9/14	DRC (ANR)	Yes
34	MUGABO Alexis (or Alexie)	2/9/14	DRC (ANR)	Yes
35	NSABABARA Egide	2/10/14	DRC (ANR)	NO
36	SAFI Salimu (or Sarim)	2/10/14	DRC (ANR)	Yes
37	KASEREKE (or KASEREKA) Fabrice	2/12/14	DRC (ANR)	Yes
38	MUNYAMAHORO Justin	2/12/14	DRC (ANR)	Yes
39	IRANZI Faustin	2/13/14	DRC (ANR)	Yes
40	BIMENYIMANA Randward	3/1/14	DRC (ANR)	NO
41	NYANDWI Viateur	3/1/14	DRC (ANR)	Yes
42	TUYIZERIMANA Radjabu	3/9/14	DRC (ANR)	Yes
43	BYIRINGIRO Theoneste	3/9/14	DRC (ANR)	Yes
44	NSHIMIYIMANA Claude	na	DRC (ANR)	Yes
45	BADAGA Jonas	na	DRC (ANR)	Yes
46	SALUM Said Kamanzi	na	DRC (ANR)	NO


<i>Number</i>	<i>Name</i>	<i>Escape date</i>	<i>Source</i>	<i>On 1 April 2013 Rwanda M23 List</i>
47	RUKUNDA Gaby	na	DRC (ANR)	Yes
48	NDAYIZEYE Theogene	na	DRC (ANR)	NO, but found a NDAYIBIGIJE Theogene
49	MIGABO Fred	na	DRC (ANR)	Yes
50	URAGIWENIMANA Jean Marie Vianney	na	DRC (ANR)	Yes
51	MAZIMPAKA Edmond	na	DRC (ANR)	Yes
52	NSANZABANDI Innocent	na	DRC (ANR)	Yes
53	TUYISHIMIRE Munezero	na	DRC (ANR)	Yes
54	NDARUHUTSE Dieudonne	na	DRC (ANR)	Yes
55	SIBOMANA Jackson	na	DRC (ANR)	Yes
56	NYIONSABA Alon (or Aroni)	na	DRC (ANR)	Yes
57	BIYRINGIRO Chance	na	DRC (ANR)	Yes
58	MUGISHA Claude	na	DRC (ANR)	Yes

Annex 23

EJVM report, 6 December 2013

This is an excerpt of the 6 December 2013 EJVM report on M23 ex-combatants in Uganda, who were then cantoned in the Kasese district. The Group notes that EJVM identified 1,323 M23 elements in Kasese, and two individuals — “Gen.” Sultani Makenga and “Col.” Innocent Kaina — in Kampala.

DIFFUSION RESTREINTE

<p>EXPANDED JOINT VERIFICATION MECHANISM</p>		<p>MECANISME CONJOINT DE VERIFICATION ELARGI</p>
---	---	---

6 Décembre 2013

**RAPPORT DE VÉRIFICATION SUR LE PERSONNEL DU M23 RENDU
EN OUGANDA AVEC LEUR EQUIPEMENT.**

Référence :

A. Termes de référence ;
B. Lettre du QG de l'UPDF N^o: UPDF/CDF/48/SF, du 6 Novembre 2013.


INTRODUCTION


Suite à la demande de l'Etat Major de l'UPDF en référence «B» portant vérification sur la présence du personnel M23 rendus en Ouganda avec leur équipement, le Commandant du MCV-E a conduit une vérification à Kasese et Kampala du 30 Novembre au 04 Décembre 2013.

Les tâches suivantes ont été accomplies : à Kasese, le MCV-E a vérifié et contrôlé physiquement l'ensemble du personnel rendu. A Kampala, le MCV-E a vérifié le matériel récupéré, la présence physique du Commandant du M23 ainsi que de son Commandant des Opérations et les combattants blessés admis à l'hôpital militaire de BOMBO à Kampala.

BUT

Le but de ce rapport de vérification est de rendre compte des observations, constats sur le personnel du M23 rendus avec leur équipement en Ouganda.


 1
DIFFUSION RESTREINTE



<p style="text-align: center;">DIFFUSION RESTREINTE</p> <p>CONTENU</p> <ol style="list-style-type: none"> Composition de l'équipe ; Vérification du personnel du M23 dans le district de Kaseke ; Vérification de la présence des Cadres Militaires du M23 à Kampala ; Vérification de l'équipement ; Vérification des blessés M23 admis à l'Hôpital Militaire UPDF ; Observations ; Recommandations ; Conclusion ; <p>COMPOSITION DE L'EQUIPE</p> <p>L'équipe était composée de tous les membres du MCV-E présents.</p> <p>VERIFICATION DU PERSONNEL DU M23 DANS LE DISTRICT DE KASESE</p> <p>L'équipe a d'abord reçu un briefing de la part du Commandant du 305^{ème} brigade des UPDF de KASESE qui l'a informé qu'en date du 20 Novembre 2013, que 1 375 combattants du M23 ont été reçus dont, cinquante-deux (52) non combattants mineurs, neuf (09) qui avaient été arrêtés un peu plutôt à Kampala et deux (02) qui se sont rendus volontairement à Kaseke. La répartition du personnel présent à partir du 1^{er} Décembre 2013 était de 1323 comme indiqué dans l'annexe «A».</p> <p>L'équipe a été informé que depuis le 20 Novembre 2013, 42 combattants blessés ont été transférés à l'hôpital militaire de l'UPDF et les 50 mineurs ont été transférés au UNHCR qui sont actuellement dans le camp des réfugiés de KYAKA, tandis que 02 mineurs et 43 combattants sont absents du camp de regroupement de Kaseke.</p> <p>Le commandant du 305^{ème} Brigade UPDF a présenté de nombreux défis parmi lesquels, l'indiscipline généralisée des combattants et leurs Commandants, l'absence de commandement, de contrôle, leur absentéisme régulier, la redondance et l'amalgame présumée des forces des différents pays. L'aspect de prises en</p> <p style="text-align: center;">2 DIFFUSION RESTREINTE</p>	<p style="text-align: center;">DIFFUSION RESTREINTE</p> <p>charge de ces combattants quoi que limitée au niveau des soins médicaux accuse aussi de déficit au niveau de la literie et l'hébergement.</p> <p>L'équipe a effectuée un comptage physique des combattants présents et a observé que ces derniers étaient au nombre de 1302 combattants dont dix-sept (17) étaient des femmes.</p> <p>Cependant, le MCV-E a constaté que ceux qui étaient absents lors de ce contrôle étaient allés chercher leurs deux (02) collègues qui avaient été portés disparus après avoir été surpris entrain de voler du maïs dans les champs de la population locale.</p> <p>Les actions pour réunifier les mineurs d'âges avec leurs familles ont été menées par l'UNHCR qui a identifié certaines de leurs familles dans les camps de réfugiés de NYAKABANDE et KIGEME en Ouganda ainsi qu'au Rwanda. Le MCV-E dans son rapport du 7 Novembre 2013 avait identifié le personnel de police du M23 qui s'était rendu aux autorités de l'UPDF à KISORO. Ce groupe composé de vingt-quatre (24) agents de police sont actuellement dans le camp de réfugié de NYAKABANDE en Ouganda sous la surveillance de l'UNHCR.</p> <p>VERIFICATION DE LA PRESENCE DES CADRES MILITAIRES DU M23 A KAMPALA</p> <p>Les Autorités de l'UPDF se sont engagées à coopérer au maximum avec le MCV-E pour toute vérification future et sur toutes les questions. Le MCV-E a pu vérifier la présence effective de Sultani MAKENGA Commandant du M23 et de son Adjoint Innocent KAINA Commandant des opérations du M23 qui sont sous la garde des autorités de l'UPDF qui leur ont montré au MCV-E. Le Commandant MAKENGA est séparé de l'ensemble du personnel du M23 afin qu'il n'exerce plus les commandement et contrôle sur ses officiers et soldats.</p> <p>VERIFICATION DE L'EQUIPEMENT</p> <p>Une liste de l'équipement a été donnée au MCV-E qui a ensuite vérifié physiquement en comptant l'équipement. L'équipe a pris des échantillons de numéros de série et a confirmé qu'il s'agit belle et bien de la liste de l'inventaire</p> <p style="text-align: center;">3 DIFFUSION RESTREINTE</p>
<p style="text-align: center;">DIFFUSION RESTREINTE</p> <p>établi par les autorités de l'armée ougandaise (UPDF). Les détails sont fixés en annexe «B».</p> <p>VERIFICATION DES BLESSES M23 ADMIS A L'HOPITAL MILITAIRE UPDF</p> <p>Le MCV-E a visité les blessés à l'hôpital général militaire de l'UPDF et a compté physiquement Quarante et un (41) éléments blessés. Cependant, le Commandant Innocent KAINA chargé des opérations du M23 faisait partie des 42 signalés à KASESE.</p> <p>OBSERVATIONS</p> <ol style="list-style-type: none"> Compte tenu du manque de clôture des installations où sont détenus les combattants du M23 à KASESE le taux de désertion enregistré est minime, mais susceptible d'augmenter. La prise en charge des combattants a été jugée insuffisante, malgré les efforts déployés par les autorités Ougandaises. Le MCV-E félicite le Gouvernement de l'Ouganda pour le soutien et les efforts qu'il entreprend dans la gestion des rendus du M23. Bien que les autorités Ougandaises aient avancé des difficultés d'établir la liste du personnel du M23 qui changent des noms et des grades à chaque appel, elles ont exprimé leur volonté d'établir une liste complète. Il est nécessaire au MCV-E d'avoir rapidement la copie finale. <p>RECOMMANDATION</p> <p>Le MCV-E recommande un règlement rapide de toutes les questions liées à ces combattants du M23 réfugiés en Ouganda afin d'éviter davantage des cas de désertion dans le camp et réduire la pression qu'exerce ces derniers sur les autorités Ougandaises dans leur prise en charge.</p> <p style="text-align: center;">4 DIFFUSION RESTREINTE</p>	<p style="text-align: center;">DIFFUSION RESTREINTE</p> <p>CONCLUSION</p> <p>Le MCV-E témoigne de la présence physique du personnel du M23 rendus en Ouganda ainsi que leur équipement saisi par les autorités ougandaises, et apprécie la bonne coopération de ces dernières avec le MCV-E.</p> <p style="text-align: center;">5 DIFFUSION RESTREINTE</p>

Annex 24

Comparison of February and April 2014 M23 lists

The Government of Uganda provided the Group with the lists of M23 ex-combatants and political cadres, from which the Group created the tables below.

M23 roll call taken before 3 February																			
Unit	Bde Gen	Col	Lt Col	Maj	Capt	Lt	2Lt	WO1	WO2	ISM	SM	ISGT	SGT	CPL	Pte	Cmd	2CL	cadres	Total
HQ	1	2	24	36	16	9	12	19	5	0	1	2	7	11	0	5	0	7	157
1st Bn	0	0	3	13	39	46	43	60	25	2	9	10	13	89	20	1	0	0	373
2nd Bn	0	0	4	14	44	36	65	56	27	5	15	3	21	102	0	0	0	0	392
3rd Bn	0	0	3	10	23	44	26	63	13	6	11	0	12	161	28	3	0	0	403
Total	1	2	34	73	122	135	146	198	70	13	36	15	53	363	48	9	0	7	1325

Table created by the Group on the basis of the list given by UPDF in April																			
Unit	Bde Gen	Col	Lt Col	Maj	Capt	Lt	2Lt	WO1	WO2	ISM	SM	ISGT	SGT	CPL	Pte	Cmd	2CL	cadres	Total
HQ	1	2	28	41	19	10	10	20	5	2	3	2	4	13	0	7	1	5	173
1st Bn	0	0	3	12	40	42	47	58	29	3	8	9	15	55	54	1	0	0	376
2nd Bn	0	0	4	13	41	42	62	53	27	4	15	3	22	99	1	0	0	0	386
3rd Bn	0	0	2	10	25	45	34	65	14	1	11	2	13	81	102	3	0	0	408
Total	1	2	37	76	125	139	153	196	75	10	37	16	54	248	157	11	1	5	1343

Unit	February list	April list	Difference
HQ	157	173	16
1st Bn	373	376	3
2nd Bn	392	386	-6
3rd Bn	403	408	5
Total	1325	1343	18

Annex 25

List of M23 cadres in Kampala

Provided by the Government of Uganda to the Group in April 2014.

RESTRICTED

M23 Cadres in Kampala

1. Bisimwa Betrand
2. Elie MUTELA,
3. Ephraim KAYUMBA,
4. Victor TSHIPAMBA,
5. Joel Malembe,
6. Fior MUYINDA,
7. Christian MABUNDU,
8. Arson TAGOYA,
9. Alidor MUTUDI,
10. Alex MUBALAMA,
11. Nicholas KASHANDO,
12. Alex KIMANUKA,
13. Ali MUSAGARA,
14. Kingston KANYUKA,
15. Pamela MUHOZI,
16. Sylvie MIHIGO,
17. Oscar BALINDA,
18. Claude MANZI,
19. Désire RWIGEMA,
20. Jean MUHIRE,
21. Antoine MANZI,
22. Fanette MURAZA.

RESTRICTED

Annex 26

M23 weapons in Kampala

(photos by the Group)



AK-47s



PKM machine guns



Rocket propelled grenade launchers



12.7 mm anti-aircraft guns

Annex 27

Letter to President Kabila from Morgan

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
ETAT MAJOR GENERAL MUMBIRI
UNITE MAI- MAI LUMUMBA SIMBA

DECLARATION YA GENERAL
MORGAN
MBELE YA KHESHIMIWA
RAISI Joseph KABILA KABANGE .

Na sikia ushuda wako juu ya damuyetu sisi wa kongo mani.
Inaye ewangika siku kwa siku. Na nili pata juudi na kufuraha kidogo wakati
nilisikia kusewa sisi machicha ya wa rebelles hauta tu fungisha tema;
ao kutu uwa tena: CHIE d! ETAT uke papa nira kuya chini ya wiguu yako.
KUSikia ile sauti kusema Ah! juu yanini niko na jiuwa nje ili mipatia tamaa
yaku toka imje juu nieme ukweli.
Na ninakuya na nimajua ya kama ike bongo juu kama ike kweli J.PIERRE*BE
BEMBA alisha funguliwa ,NA TOMA LUBANGA na WENGINE mingi wengali .
Ndani ya kufa yangu, na ndani ya ombi langu kwake baba ,ni hili:

- 1) hakikisha peta yangu ya general
- 2)Na unitumbe mavazi ya ki jesi
- 3)Na unitumbe silaha za aina yote.

Kukuonesha kama niko mtoto yako na kama niko tayari unitume fasi yoyote
kwenye moto ya adui yako ike .

Kiisha kutuna ile maombi za ngu

Translation from original Swahili by MONUSCO staff

Democratic Republic of the Congo

Headquarters General Mumbiri

Mai Mai Lumumba Simba

Declaration of General Morgan to His Excellency Rais Joseph Kabila Kabange

I heard your testimony about the blood of us Congolese which is spilled every day. I was happy when I learned that small rebel groups like ours would no longer be arrested or killed. Head of State, you are our father and we come at your feet to listen to your voice Ah! Why do we kill each other, it gave me the desire to leave (the forest) and find out the truth. I come, knowing it is false — but if it was true J. Pierre Bemba would be freed already, Toma Lubanga and all the others are still there. My request to my father is this one:

- 1) Confirm my grade of general
- 2) Give us military uniforms
- 3) Supply us with all sorts of weapons




And to show that I am your son and that I am ready, send me everywhere your enemy is.

After having sent you my request...

Annex 28

Morgan's last day, 14 April 2014

The Group obtained photographic and video evidence from various sources in the Ituri District. The images below include photos and images from videos. Where the time could be determined, it is provided; however, for some videos and photos, the precise time was not indicated. The Group reconstructed this sequence of events starting from Morgan's arrival at Molokay, and ending with his death in Komanda.

Description	Picture
Morgan (black shirt and dark blue jeans) meets Gen. Fall (standing on the right, wearing FARDC military uniform, with red insignia on the shoulder) at Molokay.	
An unarmed Morgan and Gen. Fall get into Gen. Fall's car for private discussion, surrounded by FARDC soldiers.	
Morgan in Mambasa, approximately 2 hours post shooting. Morgan is seated with other wounded persons in the back of a pickup-truck, wearing black shirt and underpants.	

<p>Crowd gathers in front of the Mambasa health facility (Centre de depistage SIDA) where some wounded are dropped off. Morgan is not treated here and continues the journey at the back of the truck.</p>	
<p>14h54: Gen. Fall at the entrance of MONUSCO camp in Komanda.</p>	
<p>15h05: Picture taken ten minutes post arrival in Komanda. Morgan is barely alive and appears to have moved his arms.</p>	
<p>15h05: MONUSCO provides medical assistance in Komanda.</p>	

16h01: FARDC and MONUSCO soldiers transport Morgan transported on a stretcher. A MONUSCO soldier holds a drip, and bandages are apparent on Morgan's leg and hip.



16h01: The MONUSCO helicopter is visible, which brought an Air Medical Evacuation Team (AMET) to Komanda.



16h07: Morgan on the ground near the helicopter.



A medical officer from the AMET tries to resuscitate Morgan



<p>Resuscitation attempt continues.</p>	
<p>The AMET continues resuscitation attempt.</p>	
<p>16h48: Morgan is in the helicopter.</p>	

Annex 29

DRC ICGLR certificate of export

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO
MINISTRE DES MINES
MINISTRY OF MINES
 CENTRE D'EXPERTISE, D'EVALUATION ET DE CERTIFICATION
CERTIFICAT DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE
SUR LA REGION DES GRANDS LACS
CERTIFICATE OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION
PRODUIT (PRODUCT) : COULTAN

Nous certifions que le chargement n° MWIK000001
 ayant comme lieu d'origine MASISI dans la province de NORD-KIVU
 en République Démocratique du Congo a été extrait, commercialisé et transporté en accord avec les exigences de la CIRGL
 in the Democratic Republic of Congo has been mined, traded and transported in accordance with the requirements of the ICGLR


Nom et adresse de l'exportateur: MH INTERNATIONAL AV DU LAC KATINDI GAUCHE COMMUNE
 Nom et adresse de l'importateur: [REDACTED]
 N° de la licence d'exportation: 020155247 FEB
 Date d'expiration: 28/04/2014
 Date d'émission du certificat: 12/02/2014
 Nom du transporteur: RAMADA TRANSPORT LTD T19 BUTI/148 BUC
 Transit par (ville, pays): [REDACTED]
 Type d'emballage (Fûts, sacs, etc.): Fûts Poids net: 24750.000 Kgs
 Conteneurs: N° de / from to 55

Minerals	symbole chimique Chemical symbol	Poids net (kg) Net weight	Teneur (%) Content	Métal contenu Metal content	Valeur (USD) Value
	7A	24 750.000	[REDACTED]	7A	[REDACTED]
		24 750.000			

Délivré à (Issued to) : GOMA 28/04/2014
 MINISTRE DES MINES (ou son Délégué)
 Minister of Mines (or his Delegate)
NDIMUBANZI NGORODA EMMANUEL

Annex 30

Mine site validation


MINISTÈRE DES MINES
L. Monette


ANNEXE A L'ARRETE MINISTERIEL N° 029/CAB.MIN/MINES/01/2014 DU 10 FEB. 2014... PORTANT REQUALIFICATION ET REVALIDATION DES SITES MINIERIS DU TERRITOIRE DE KALEHE DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU

N°	Sites miniers				Qualification/Validation		Observations
	Dénomination	Territoire	Minerals extraits	Code	Vert, Jaune, Rouge	Validé ou non validé	
01.	Site de Kalimbi	Kalehe	Cassitérite	CN/NYAB/SK/MINES/SHK/Cert/003/2014	Vert	Validé	
02.	Site de Nkwiro	Kalehe	Cassitérite	CN/NYAB/SK/MINES/BAM/Cert/004/2014	Vert	Validé	
03.	Site Manga	Kalehe	Cassitérite	CN/NYAB/SK/MINES/BAM/Cert/005/2014	Vert	Validé	

Légende :
 CN : Centre de Négoce
 NYAB : Nyabibwe
 SK : Sud-Kivu
 SHK : Shamiika
 BAM : Bale Mining
 Cert : Certifié

Fait à Kinshasa, le 10 FEB. 2014
Martin KABWELU

7^{ème} étage, Immeuble Géomines (ex SAGAZONE), Boulevard de 30 Juin, Kinshasa/Cinquantenaire - RDC
 Tel : (00243) 81 150 4771
 Fax : (00243) 81 150 4772
 Email : s@geomin.kinshasa.cd

République Démocratique du Congo

MINISTÈRE DES MINES
L. Monette


ANNEXE A L'ARRETE MINISTERIEL N° 028/CAB.MIN/MINES/01/2014 DU 10 FEB. 2014... PORTANT QUALIFICATION ET VALIDATION DES SITES MINIERIS RELEVANT DU POINT DE VENTE D'IDJWI DANS LE TERRITOIRE D'IDJWI EN PROVINCE DU SUD-KIVU

N°	Sites miniers				Qualification/Validation		Observations
	Dénomination	Territoire	Minerals extraits	Code	Vert, Jaune, Rouge	Validé	
01.	Site de Kamole	Idjwi	Wolframite	P.V.IDJ/SK/MINES/KAM/Cert/001/2014	Vert	Validé	
02.	Site de Lemera	Idjwi	Cassitérite	P.V.IDJ/SK/MINES/LEM/SHK/Cert/002/2014	Vert	Validé	

Légende :
 P.V. : Point de vente
 IDJ : Idjwi
 SK : Sud-Kivu
 Kam : Kamole
 Lem : Lemera
 SHK : Shamiika
 Cert : Certifié

Fait à Kinshasa, le 10 FEB. 2014
Martin KABWELU

7^{ème} étage, Immeuble Géomines (ex SAGAZONE), Boulevard de 30 Juin, Kinshasa/Cinquantenaire - RDC
 Tel : (00243) 81 150 4771
 Fax : (00243) 81 150 4772
 Email : s@geomin.kinshasa.cd


MINISTÈRE DES MINES
Le Ministre


ANNEXE A L'ARRETE MINISTERIEL N° 01126 /CAB.MIN/MINES/01/2014 DU 12 MARS 2014 PORTANT QUALIFICATION ET
 VALIDATION DES SITES MINIERES RELEVANT DU POINT DE VENTE DU CENTRE DE NEGOCIE DE MUGOGO ET DE POINT DE VENTE DE
 NYAMUSHALE/LUBONA DANS LE TERRITOIRE DE WALUNGU EN PROVINCE DU SUD-KIVU

N°	Dénomination	Territoire	Sites miniers		Qualification/Validation		Observations
			Minerais extraits	Code	Vert, Jaune, Rouge	Validé	
01.	Site de Nyakibindi	Walungu	Or	CN/Mug/SK/MINES/NYAK/Cert/006/2014	Vert	Validé	
02.	Site de Nyamushale/Lubona	Walungu	Or	NEANT	Rouge	Non Validé	Passage régulier des militaires des FARDC qui se livrent à l'exploitation forcée pour leur compte. Ils récupèrent une quantité de la production de l'or.

Légende :
 P.V. : Point de vente
 Wal : Walungu
 SK : Sud-Kivu
 Nyak : Nyakibindi
 Cert : Certifié
 CN : Centre de Négocie
 Mug : Mugogo

Fait à Kinshasa, le 12 MARS 2014
Martin KABWELULU

1^{er} étage, Immeuble Géométrique au SODAGOM, Boulevard du 30 Juin, Kinshasa/Gombe - RDC
 Tel : 00243 81 510 4771
 Site Web : www.mines.cd
 Email : mines@mines.cd


Ministère des Mines


ANNEXE A L'ARRETE MINISTERIEL N° 0110 /CAB.MIN/MINES/01/2014 DU 12 MARS 2014 PORTANT QUALIFICATION ET
 VALIDATION DES SITES MINIERES DU TERRITOIRE D'UVIRA EN PROVINCE DU SUD-KIVU

N°	Dénomination	Territoire	Sites miniers		Qualification/Validation		Observations
			Minerais extraits	Code	Vert, Jaune, Rouge	Validé / Non validé	
01.	Lemera/Kegunga	Uvira	Cassitérite	PEPM/8388/GOL/SK/MINES/Cert/006/2014	Vert	Validé	
02.	Katogota/Rupangu	Uvira	Cassitérite	P.V.LEM/SK/MINES/Cert/007/2014	Vert	Validé	
03.	Mutunda	Uvira	Cassitérite	-	-	Non validé	Site min abandonné
04.	Kigoma	Uvira	Cassitérite, Gatène, Pagrite	-	-	Non validé	

Légende :
 S.K. : Sud-Kivu
 GOL : Groupe Olive
 Cert : Certifié
 PEPM : Permis d'Exploitation de Petite Mine
 P.V : Point de Vente

Fait à Kinshasa, le 12 MARS 2014
Martin KABWELULU

1^{er} étage, Immeuble Géométrique au SODAGOM, Boulevard du 30 Juin, Kinshasa/Gombe - RDC
 Tel : 00243 81 510 4771
 Site Web : www.mines.cd
 Email : mines@mines.cd

Republique Démocratique du Congo

MINISTÈRE DES MINES
Le Ministre

*Recu à l'annexe le 25 février 2014
 du C. A. M. M. P. M. A. I. S. I.
 L. B. A. V. M. I. S.*

ANNEXE A L'ARRETE MINISTERIEL N° 0078/CAB.MIN/MINES/01/2014 DU 21 FEB 2014, PORTANT QUALIFICATION ET VALIDATION DES SITES MINIERES DU TERRITOIRE DE MASISI EN PROVINCE DU NORD-KIVU

N°	Dénomination	Territoire	Sites miniers		Qualification/Validation		Observations
			Minerais extraits	Code	Vert, Jaune, Rouge	Validé	
01.	D3 Bbatama	Masisi	Coltan	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/001/2014	Vert	Validé	
02.	D2 Mataba	Masisi	Coltan et Cassitérite	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/002/2014	Vert	Validé	
03.	D2 Bbatama	Masisi	Coltan	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/003/2014	Vert	Validé	
04.	D4 Gakombe	Masisi	Coltan	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/004/2014	Vert	Validé	
05.	Luwowo	Masisi	Coltan	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/005/2014	Vert	Validé	
06.	Bundjali	Masisi	Coltan	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/006/2014	Vert	Validé	
07.	Koyi	Masisi	Coltan	PE/4731/MHI/NK/Mines/Cert/007/2014	Vert	Validé	
08.	Rwandanda	Masisi	Coltan	Néant	Rouge	Non Validé	
09.	Bihula	Masisi	Coltan et Cassitérite	CN/Rub/NK/Mines/Cert/008/2014	Vert	Validé	
10.	Lwashi	Masisi	Cassitérite	Néant	Jaune	Non Validé	
11.	Mululu	Masisi	Coltan	CN/Rub/NK/Mines/Cert/009/2014	Vert	Validé	
12.	D6 Mufuzi	Masisi	-	DV/NK/Mines/Cert/010/2014	Vert	Validé	
13.	Katahenda	Masisi	Cassitérite	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/011/2014	Vert	Validé	

3^{ème} étage, Immeuble Géomines (ex-GEACOM), Boulevard du 30 Juin, Kinshasa/Congo - RDC
 Tel : (00243) 81 190 4071
 Fax : (00243) 81 190 4072
 Site Web : www.geomines.cd
 Email : info@geomines.cd

Ministère des Mines
Le Ministre

N°	Dénomination	Territoire	Sites miniers		Qualification/Validation		Observation
			Minerais extraits	Code	Vert, Jaune, Rouge	Validé	
14.	Bishasha	Masisi	Wolframite	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/012/2014	Vert	Validé	
15.	Nyamukubi	Masisi	Cassitérite	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/013/2014	Vert	Validé	
16.	Luzirantaka	Masisi	Or	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/014/2014	Vert	Validé	
17.	Lwizi	Masisi	Or	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/015/2014	Vert	Validé	
18.	Kamatatale	Masisi	Coltan et Cassitérite	Néant	Rouge	Non validé	
19.	Kamatatale/ Kamatembe	Masisi	Coltan et Cassitérite	Néant	Rouge	Non validé	
20.	Birambo	Masisi	Coltan	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/016/2014	Rouge	Non validé	
21.	Katembe	Masisi	Coltan	PE76/SAK/NK/Mines/Cert/017/2014	Vert	Validé	
22.	Karuba-Lushaki	Masisi	Coltan	Néant	Vert	Validé	
23.	Muphake	Masisi	Coltan	Néant	Jaune	Non validé	
24.	Katovu/Kabako	-	-	Néant	Rouge	Non validé	
25.	Katuwanda	-	-	Néant	Rouge	Non validé	
26.	Mutindi	-	-	Néant	Rouge	Non validé	
27.	Tanzanie	-	-	Néant	Rouge	Non validé	
28.	Luhutu	-	-	Néant	Rouge	Non validé	


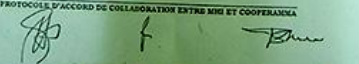


Légende :
 MHI : Muangachuchu Hizi International
 SAK : SAKIMA
 CN : Centre de Négoce
 PV : Point de vente
 CNR : Centre de Négoce de Rubaya
 MAS : Masisi
 PE : Permis d'Exploitation
 NK : Nord-Kivu

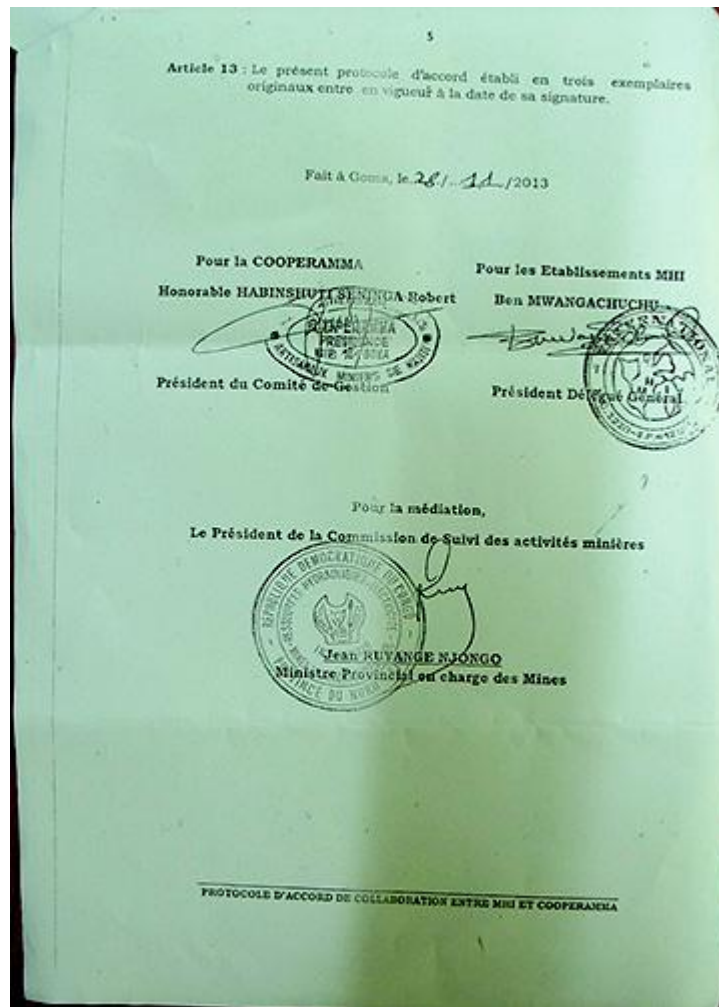
Fait à Kinshasa le 21 FEB 2014
Martin KABIBELULU

3^{ème} étage, Immeuble Géomines (ex-GEACOM), Boulevard du 30 Juin, Kinshasa/Congo - RDC
 Tel : (00243) 81 190 4071
 Fax : (00243) 81 190 4072
 Site Web : www.geomines.cd
 Email : info@geomines.cd

Annex 31

MHI-Cooperamma agreement

<p style="text-align: center;">REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO PROVINCE DU NORD-KIVU</p> <p style="text-align: center;">PROTOCOLE D'ACCORD DE COLLABORATION</p> <p>Entre les soussignés :</p> <p>1. Les Etablissements MWANGACHUCHU HIZI International, « MHI » en sigle, immatriculés au Nouveau Registre de Commerce N°2220/Goma, Numéro d'identification Nationale 01-93-N41646R, détenteurs d'un certificat d'exploitation N°CAM/CE/2430/2006 du 8 août 2006 constatant le permis d'exploitation n°4731 du 07 juillet 2006, ayant ses bureaux au numéro 266, Avenue du Lac, Quartier Katindo-Gauche, Commune de Goma, Province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo, représentés par Monsieur BEN MWANGACHUCHU d'une part</p> <p>Et</p> <p>2. La Coopérative des Exploitants Artisans Miniers de MASISI, en sigle « COOPERAMMA » agréée par l'Arrêté Ministériel N°0447/CABMINES/01/2012 du 08 août 2012, ayant son siège social à RUBAYA, collectivité chefferie des BAHUNDE, Territoire de MASISI, Province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo dont le Bureau de liaison est situé aux Etablissements MOKOTO-HOÛSE, sis à Goma sur Route Goma-Sake en face de la Mosquée KATINDO/Goma, représentée par Monsieur HABINSIUTI BENINGA Robert, son Président du Comité de Gestion, d'autre part ;</p> <p>PREAMBULE</p> <p>Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 ;</p> <p>Vu la loi N°007/2002 du 11 juillet 2002 portant code minier ;</p> <p>Vu le Décret N°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;</p> <p>Attendu que les Etablissements MHI sont détenteurs d'un permis d'exploitation N°PE 4731 du 11 août 2006 ;</p> <p>Attendu que la Coopérative des Exploitants Artisans Miniers de MASISI, en sigle « COOPERAMMA » est agréée par l'Arrêté Ministériel numéro 0447/CABMINES/01/2012 du 08 Août 2012, ayant son siège</p> <p style="text-align: center;">PROTOCOLE D'ACCORD DE COLLABORATION ENTRE MHI ET COOPERAMMA</p> 	<p style="text-align: center;">2</p> <p>social à RUBAYA, collectivité chefferie des BAHUNDE, Territoire de MASISI, Province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo ;</p> <p>Attendu que les sites D2 IBIBATAMA, D2 MATABA, D3 IBIBATAMA et D4 OAKOMBE-LUWOWO-GASASA, KOTI, BUNDJALI, BISHASHA, font partie des concessions minières couvertes par le permis d'exploitation détenu par les Etablissements MHI du 08/11/2006 ;</p> <p>Considérant que les sites miniers précités étaient exploités artisanalement par des creuseurs dont certains sont devenus membres de l'actuelle COOPERAMMA et d'autres font partie de MHI ;</p> <p>Attendu qu'il est obligatoire pour les soussignés de respecter la réglementation tant nationale qu'internationale en matière minière notamment le Code Minier, le Règlement minier, le manuel de traçabilité, le Guide de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique en sigle « OCDE », les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur le devoir de diligence pour la promotion des chaînes d'approvisionnement responsable dans le secteur et les décisions des Chefs d'Etats de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs en sigle « CIRGL » ;</p> <p>Considérant la nécessité de préserver la paix sociale en vue de permettre l'exploitation, la commercialisation des produits miniers desdits sites conformément aux lois et règlements en vigueur dans notre pays ;</p> <p>Considérant la résolution de la Commission chargée du suivi des activités minières en Province du Nord-Kivu prise lors de la réunion du 18 juillet 2013 à laquelle ont pris part les soussignés et les représentants des partenaires en matière de traçabilité ;</p> <p>Considérant la nécessité d'un protocole d'accord entre les soussignés pour permettre la requalification, la qualification et la validation des sites miniers de Rubaya par le Ministre national des Mines ;</p> <p>Il a été convenu ce qui suit :</p> <p>Article 1° : Les établissements MHI acceptent que les exploitants miniers artisanaux regroupés au sein de la COOPERAMMA continuent à travailler sur les sites miniers qu'ils exploitent actuellement et qui sont couverts par son certificat d'exploitation N°CAM/CE/2430/2006 du 8 août 2006 constatant le permis d'exploitation n°4731 du 07 juillet 2006 délivré au nom de MWANGACHUCHU HIZI Edouard.</p> <p style="text-align: center;">PROTOCOLE D'ACCORD DE COLLABORATION ENTRE MHI ET COOPERAMMA</p> 
<p style="text-align: center;">3</p> <p>Article 2 : La COOPERAMMA accepte de vendre la totalité de sa production aux établissements MHI au prix d'achat en cours sur le marché local, référence faite au taux appliqué dans les autres entités de traitement.</p> <p>Les deux parties conviennent d'une période probatoire de six mois.</p> <p>Au terme de cette période, une évaluation sera faite sous la supervision de la commission de suivi des activités minières et les préoccupations en suspens et jugées indispensables seront apportées au présent protocole d'accord.</p> <p>Article 3 : Toutes les fois que les Etablissements MHI, pour une raison ou une autre seront dans l'impossibilité d'acheter l'intégralité de la production de COOPERAMMA, celle-ci contactera le Ministre Provincial en charge des Mines qui, à son tour, convoquera dans les 24 heures la commission de suivi des activités minières en Province du Nord-Kivu pour une solution alternative de vente.</p> <p>Dans ce cas, la commission dispose de 48 heures pour prendre une décision imposable aux deux parties.</p> <p>Article 4 : Tout paiement en faveur des exploitants artisans membres de COOPERAMMA interviendra en intégralité et immédiatement après analyse des minerais. En cas de différend, recours sera fait à une tierce partie pour analyse et certification en présence des représentants de MHI et de COOPERAMMA.</p> <p>Article 5 : Les Etablissements MHI et COOPERAMMA s'engagent chacun en ce qui le concerne, de respecter scrupuleusement les normes de traçabilité ainsi que les règles environnementales.</p> <p>Ils s'engagent notamment à veiller à ce qu'aucun enfant mineur d'âge ou une femme enceinte ou encore des membres des groupes armés ne soient exploités artisanaux dans les sites couverts par le titre de MHI.</p> <p>Article 6 : Les Etablissements MHI s'engagent à approvisionner en eau les sites exploités par COOPERAMMA et apporter de l'expertise aux exploitants artisanaux travaillant sur l'espace couvert par son permis d'exploitation. Les besoins, les coûts et l'urgence de l'expertise seront évalués de commun accord par les deux parties.</p> <p>En contre partie, une déduction du coût de l'expertise fournie par MHI sera faite sur la production de COOPERAMMA selon un taux convenu entre les deux parties. En cas de litige, elles s'adresseront à la commission de suivi des activités minières.</p> <p style="text-align: center;">PROTOCOLE D'ACCORD DE COLLABORATION ENTRE MHI ET COOPERAMMA</p> 	<p style="text-align: center;">4</p> <p>Article 7 : La COOPERAMMA accepte de continuer à prendre en charge tous les matériels nécessaires à la production des minerais. Toutefois, les établissements MHI peuvent, s'ils le souhaitent, doter les exploitants artisanaux membres de COOPERAMMA, des outils modernes pour augmenter la productivité. Dans ce cas, ces outils restent la propriété de MHI qui bénéficiera d'un pourcentage à convenir entre les deux parties sur la production de COOPERAMMA.</p> <p>Article 8 : La COOPERAMMA s'engage à assurer la protection de ses membres contre toute maladie professionnelle en les dotant des matériels appropriés.</p> <p>Article 9 : La COOPERAMMA prend l'engagement de se rassurer que chaque année tous ses membres disposent chacun d'une carte de creuseur délivrée par la division des mines.</p> <p>Article 10 : Les Etablissements MHI doivent se rassurer que la sécurité est organisée et maintenue par la Police des Mines dans la partie du périmètre sur laquelle travaillent les exploitants artisanaux de COOPERAMMA.</p> <p>La COOPERAMMA s'engage à appuyer les Etablissements MHI dans la sauvegarde des conditions de sécurité.</p> <p>La Police des Mines, le SAESSCAM, la Direction de MHI et le Comité de gestion de COOPERAMMA veilleront au respect des droits humains dans cette partie.</p> <p>Article 11 : Les deux parties s'engagent à cultiver un climat de bonne et franche collaboration ainsi qu'une coexistence pacifique des communautés vivant sur le site couvert par le titre minier de MHI ;</p> <p>Article 12 : Tout différend qui naîtrait de l'exécution ou de l'interprétation du présent protocole d'accord sera réglé à l'amiable. En cas de persistance du litige, il sera soumis par la partie diligente à l'arbitrage de la Commission chargée du suivi des activités minières en Province du Nord-Kivu. A défaut d'une solution trouvée par la commission, il sera fait recours aux Cours et Tribunaux ;</p> <p style="text-align: center;">PROTOCOLE D'ACCORD DE COLLABORATION ENTRE MHI ET COOPERAMMA</p> 



Annex 32**Tagged bag of coltan**

This tag was on a bag of coltan that originated from Rubaya. Photo taken by the Group in Goma on 5 May at the Cooperama office.



Annex 33

Untagged bag in Rubaya

A porter carrying minerals from Luwowo to Rubaya without the mine's tag. Photo taken by the Group on 30 April in Rubaya. The Group confirmed this bag had no tag.



Annex 34

FARDC position near Rwangara mining site

These photos show an empty FARDC position 1 km from Rwangara. The Group took these photos on 28 April 2014.



Annex 35

Mineral seizures in Goma and Bukavu

These documents provide information about minerals seizures in Bukavu and Goma.

ALU
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
FORCES ARMEES
FORCE TERRESTRE
DDXIEME REGION MILITAIRE
ETAT MAJOR
T2

BUKAVU, le 01 Mai 2014
N° 053610107 IEM 10 Rgn Mil/T2/2014

Transmis copie pour information à :
- Son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu à BUKAVU ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre Provincial de Mine du Sud-Kivu à BUKAVU.

Objet : Transfert onze colis de 50Kgs CASSITERITES

A Monsieur le Chef de Division Provinciale des Mines du Sud-Kivu à BUKAVU


Monsieur le Chef de Division,

En date du 01 Mai 2014 vers 2130 heures au niveau de poste frontalter RUZIZI III, quartier NGUBA, commune d'IBANDA à BUKAVU, nos services de Renseignement Militaire T2 10^{ème} Région Militaire ont saisi onze colis de cassitérites appartenant à Monsieur LUHINDJA voulant le faire traverser au Rwanda, ce dernier avait pris fuite quelques minutes avant la saisie desdits colis.

En effet, en référence note n°250/CAB/MIN-PRO/EMHC/SK/2012 relative à l'implication du Commandant 10^{ème} Région Militaire sur le désengagement des sites miniers par les FARDC et la transabilité des minerais. C'est dans ce cadre que nous vous transférons pour compétence les onze colis de cassitérites et dont le responsable est en fuite cette même nuit.

Franches collaborations.

Commandant de la 10^{ème} Région Militaire
MASUNZU PACIFIQUE
Général Major
05/14
ES



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET ACCISES

DGDA



DIRECTION PROVINCIALE DU NORD-KIVU
SOUS-DIRECTION DE LA BRIGADE ET
LUTTE CONTRE LA FRAUDE
INSPECTION DE LA BRIGADE DE SURVEILLANCE
DES FRONTIÈRES

Goma, le 10/12/2013

clt

*10/12/2013
C. M.*

N° 4/IDP-NK/SDBLF/IBSF/2013

*AKC
6
10/12/2013*

Concerne: Transmission Rapport
Circonstancié

A Monsieur le Sous-directeur de la
Brigade Douanière de Lutte contre la
Fraude à Goma/Nord-Kivu,

Monsieur le Sous-directeur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous
transmettre en annexe pour dispositions, le rapport relatif à la saisie d'un véhicule
contenant les matières minérales (deux colis de coltant), et qui a été acheminé à la
Direction Provinciale de la DGDA Nord-Kivu en date du 10 décembre 2013 par les
agents de la brigade de surveillance des frontières de la Grande Barrière.

Je vous en souhaite bonne réception.

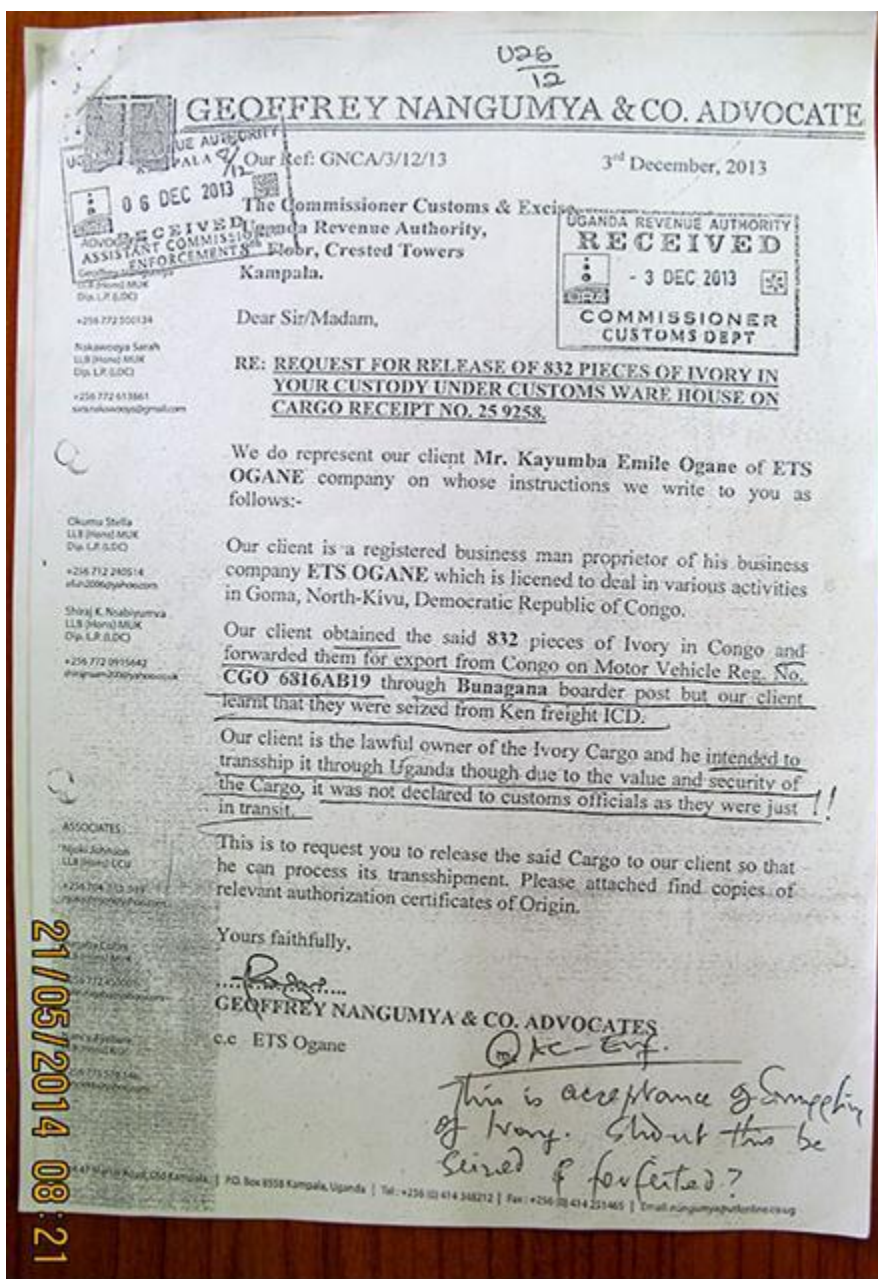
[Signature]
L'inspecteur de la Brigade de Surveillance,
MASANO BANYWESIZE

C.C. : Monsieur le Directeur Provincial de la DGDA/Nord-Kivu

Annex 37

Congolese ivory trafficker documents

In April, the Government of Uganda provided these documents to the Group, which show that Mr. Kayumba Emile Ogane of ETS Ogane company trafficked 832 pieces of ivory from DRC to Uganda, through the Bunagana border post. The document appears as it was received by the Group.





Export certificate signed by Mr. Athanga Pene Wila, dated 20 November 2012, authorizing Emile Kayumba to export up to 4,000 kg of ivory from DRC.

21/05/2014 08:18

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
CONSERVATION DE LA NATURE
ET TOURISME


 DIVISION PROVINCIALE
DU NORD-KIVU
B.P. 144 GOMA


 Certificat N°03/2012

CERTIFICAT LEGITIME A L'EXPORTATION

Loi N°82-0002 du 28 mai 1982

1. Déclarant (1) : Quatre mille Kilogrammes des défenses d'éléphants de forêt

2. Propriétaire (1) : KAYUMBA Emile

3. Permis de chasse : 05/2012 relatif au ramassage sur animaux morts et/ou dépouilles d'éléphants de forêt à l'exclusion des Parcs Nationaux, réserves intégrales et de tous domaines de chasse.

4. Trophées (2) : Défenses d'éléphants.

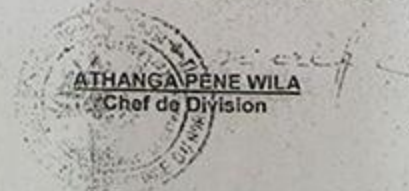
Nom commun	Nom scientifique	Quantité	Origine
Défenses d'éléphants de forêt	Loxodonta africana cyclotis	4.000 kg	Congolaise (Masisi, Walikale et Lubero)

5. Destination : Pays Africains pour recherches scientifiques et protection de la culture.

6. Agent recevant la déclaration (1) : OMARI DJABILI Janvier, Inspecteur Territorial de la chasse de Walikale.


Fait à Goma, le 20 novembre 2012

Signature du Titulaire


ATHANGA PENE WILA
 Chef de Division

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
CONSERVATION DE LA NATURE
ET TOURISME



DIVISION PROVINCIALE
DU NORD-KIVU
B.P. 144 GOMA

Licence N°05/2012

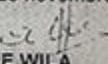
**LICENCE D'AGREMENT D'EXPLOITATION DE LA
FAUNE SAUVAGE**


Je soussigné, **ATHANGA PENE WILA**, Chef de Division Provinciale de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts, certifie par la présente que Monsieur **KAYUMBA Emilo**, des *Etablissements OGANE* est reconnu comme exploitant transformateur des sous produits et/ou trophées de la faune sauvage conformément à la loi N° 82-002 du 28 mai 1982.

La présente Licence est valable sur toute l'étendue de la Province du Nord-Kivu à l'exclusion des aires protégées (Parcs Nationaux, réserves intégrales et de tous domaines de chasse pour une durée de validité d'une année.

La taxe perçue : US\$ 500 (Dollars Américains Cinq cents) Bordereau de versement en annexe.

Fait à Goma, le 20 novembre 2012


ATHANGA PENE WILA
Chef de Division



- Toute rature ou surcharge sur ce document entraîne son annulation ;
(1) Nom et qualité de la personne physique ou morale ;
(2) Biffer la mention inutile.

21/05/2014 08:21

Annex 38

Uganda wildlife product seizures

In April 2014, the Government of Uganda provided the Group with a list of recent wildlife product seizures.

<i>Number</i>	<i>Product</i>	<i>Weight</i>	<i>Location</i>
1	440 pieces raw ivory 372 pieces polished ivory 15 pieces of rhino horn	1,424 kgs (total for entire seizure)	Entebbe International Airport
2	4 pieces of ivory	20 kgs	Anaka-Nwoya district
3	Hippo teeth	15 kgs	Kampala
4	Pangolin scales	171 kgs	(not specified)
5	Pangolin scales	11.3 kgs	Kampala
6	Pangolin scales	26 kgs	Kampala (Nakawa)
7	Pangolin scales	10 kgs	Kabarole District

Annex 39

Intelligence fusion cell

To address concerns about the lack of objective information gathering and analysis regarding ADF, the Group recommends that MONUSCO create an Intelligence fusion cell (IFC). The purpose of the IFC would be to bring together those actors from within MONUSCO but also the FARDC, PNC, religious leaders from the Muslim and Christian communities, civil society and UPDF, who can consistently contribute quality information.

The IFC would be responsible for the collection, analysis and recommendations of intelligence led activities for implementation by MONUSCO. To do this the IFC would require a clear and established line of communication or chain of command that would allow for information flow from the IFC to military and civilian decision makers within MONUSCO, but also information flow from actors such as Military Observers and TCC at the patrol level to the IFC.

Effective information flow would be enhanced by IFC operating principles that regard collaborative interaction as more important than hierarchy while emphasizing speed of information flow.

The Group further recommends that IFC develop and direct Mixed Engagement Teams and specifically Female Engagement Teams consisting of a mix of civilian staff and military staff. Engagement Teams would provide an optimum development of information flow, thereby substantively improving data collected for analysis by the IFC.

The Group recommends establishing Key Actor mapping with strategies for engagement and allocation of appropriate resources to foster long-term relations.

The Group recommends that IFC designs and implements a comprehensive and proactive information campaign or Influence Operation. This action could significantly improve MONUSCO's situational awareness and reduce possible misinformation^b in the community and undermine potential attempts at disinformation.

The Group believes that an IFC with these attributes would make a significant contribution to understanding the ADF and its links into local communities and regional networks, and to informing MONUSCO decision making at both the strategic and operational levels.

^b An example of this would be the current role of the FPU in support of current PNC/FARDC operations in Beni. While MONUSCO correctly identifies that such support is done to ensure no HR violations occur, the same action can be perceived as linking MONUSCO to government actions that may become increasingly seen as hostile and punitive.

Annex 40

Government of Uganda on M23 and ADF



REPUBLIC OF UGANDA

OUR REFERENCE
YOUR REFERENCE

UN/SC/18/A

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF UGANDA TO THE UNITED NATIONS

UGANDA HOUSE
336 EAST 45th STREET
NEWYORK, N.Y. 10017

Tel: (212) 949-0110

Fax: (212) 687-4517

E-mail: ugandaunrv@un.int

May 27, 2014

Mr. Daniel Fahey,
Coordinator, Group of Experts on the
Democratic Republic of the Congo pursuant to
Security Council resolution 2136 (2014)
UN Secretariat
New York

Dear Mr. Fahey,

I have the honour to transmit, for your attention, the attached Response by the Government of Uganda to the issues raised in your letter S/AC.43/2014/GE/OC.38 dated May 9, 2014.

Please accept the assurances of my highest consideration.

John L. Mugerwa
For: Charge d'Affaires a.i.

RESPONSE TO ISSUES RAISED BY THE UN GROUP OF EXPERTS ON
DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO (DRC).

Introduction

1. In responding to the latest communication from the UN Group of Experts on DRC (GOE) of May 9, 2014, the Government of Uganda (GOU) wants to explicitly state that as a matter of policy the GOU always acts transparently. It will be recalled that on many occasions the GOU has been falsely accused by a number of partners including the UN in regard to M23 and ADF. For example when the M23 ex-rebels fled to Uganda in November 2013 there was insinuation that these were not M23 because their numbers far exceeded estimates by MONUSCO, and that Uganda was playing games. Similarly when ADF attacked Kamango in Eastern DRC last year, false reports were spread that the attack was by M23 operating from Uganda and not ADF.

2. It took a team of the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM) to travel to Uganda and to cross to Eastern DRC on 18 Jan 14, and hear for themselves from FARDC commanders that indeed Kamango had been attacked by ADF for the truth to be accepted. This was further confirmed by a team from MONUSCO led by the Deputy Special Representative of the Secretary-General (DSRSG) for

Operations in Eastern Congo, that travelled to Uganda on 31 Jan 14 and made similar field visits.

3. In line with its transparent policy the Government of Uganda has shown the M23 ex-rebels and their arms to all interested parties including MONUSCO, UNSC GOE on DRC, Defence Advisers from the Missions of the five Permanent Members of the UN Security Council and EJVM. To date the Government of Uganda has not received any word of apology from those who were peddling the falsehoods about Uganda.

4. For avoidance of doubt the Government of Uganda categorically states that it has acted transparently and openly in regard to M23 ex-rebels and believes it has played a significant role, through the leadership of the ICGLR in assisting to stabilise the situation in Eastern DRC. The Government of Uganda also firmly believes that ADF which is based in DRC is a terrorist organization with links to Al Qaeda and Al Shabaab networks. The Government of Uganda reiterates its commitment in the struggle against these negative forces until they are eliminated.

Therefore, in line with the right of reply to the issues raised by the GoE in its correspondence of May 9, 2014, Government of Uganda wishes to clarify as follows:

Claims on M23

5. The GoE's claim of inconsistencies in reporting by the Government of Uganda regarding the size and composition of M23 ex-rebels who entered Uganda is inaccurate and misleading. The figures provided are factual and accurate. On 06 Nov 2013, M23 ex-rebels fled from their locations in Eastern DRC to Mgahinga National Park in Uganda. A total of 1456 M23 ex-rebels, that included 135 juveniles, was registered on 06 Nov 14. The figure of M23 ex-rebels registered kept varying due to the following factors:

a. Separation of Juveniles from the Main Force:

Of the total number of 1456 M23 Ex-rebels who entered Uganda on 06 Nov 13, 135 were Juveniles. These were separated from the main force and transferred to Nyakabande Transit Refugee Camp on 08 Nov 13. Of these, 54 juveniles who were Congolese, were handed over to UNHCR at Nyakabande in Kisoro district. On 30 Nov 13, 50 juveniles claiming to be Rwandese were relocated to Kyaka II Settlement Centre by ICRC from Hima military barracks in

Kasese District. 31 juveniles escaped from the holding centres prior to the hand-over. This separation of juveniles from the main force affected the subsequent total figure of M23 ex-rebels on subsequent records. See Annex A.

b. Escape of M23 ex-rebels from Hima Barracks

Another aspect that caused variations in figures on the lists of the M23 ex-rebels, was the occasional escape of some M23 ex-rebels from the holding facility at Hima, Kasese. Between 14 Nov 13 and 17 Dec13, 57 M23 ex- rebels escaped from Hima to the refugee camps where some had relatives, while others hid within the local communities. Subsequently, operations were launched leading to the arrest of some, others returned voluntarily at different times, while some remained in hiding until the amnesty registration exercise by the DRC Government started in Apr 14.

c. Reporting to UPDF at different Intervals

An unspecified number of ex rebels did not initially report to the UPDF on arrival in Uganda on 06 Nov 13 in Mgahinga, but disguised as civilian refugees. They went to Nyakabande Transit Camp in Kisoro and were later relocated among the civilian refugees to Rwamwanja refugee camp in Kabarole District. Some M23 ex-rebels also hid within the local communities, especially in Kisoro District. Later a number of these ex rebels rejoined their colleagues at Bihanga Military facility on different occasions. For instance, between 17 Dec 13 and 27 March 14, a total of 106 M23 ex-rebels reported to Bihanga military facility at different intervals.

d. Transfer of 9 M23 Ex Combatants from Makindye Military barracks to Hima Military Barracks.

At the outbreak of the conflict between M23 and FARDC in 2012, 9 M23 rebels crossed the border into Uganda and were arrested by

UPDF in Kisoro. They were transferred to Makindye Military Detention Centre in Kampala, where they were kept until 20 Nov 13 when they were reintegrated with their colleagues at Hima, Kasese.

The above factors explain the variations in the figures on the lists of the M23 ex rebels submitted to different delegations (EJVM, MONUSCO and the UN-GOE on DRC) who visited at different times.

6. The issue of the four "Lt. Cols" mentioned by the GoE in its letter of is a result of reporting to the UPDF at different intervals as reflected in 5 (c) above. The individuals reported as follows:

- a. Lt Col Shaba Ndombi Georges--reported from Kisoro on 03 Feb 2014;
- b. Lt Col Kikuni Butembezi--reported from Mbarara on 17 Feb 2014;

c. Lt Col Mugabo Damascene--reported from Kisoro on 19 Feb 2014;

d. Lt Col Ibrahim Rwagati--reported from Kisoro on 03 March 2014.

Since the M23 lists which were presented to the various visiting delegations only include individuals that were physically present, the above mentioned were therefore not reflected on the earlier lists.

7. Regarding the absence of three individuals ("Lt Col" Ngaruye Mathieu, Cedric Kakule and Abdou Mutundi) on the list given to the GoE on 29 Apr 13, yet they appear on the list given to MONUSCO on 30 Jan 14, the clarification is that Lt Col Ngaruye was not physically present in Bihanga at the time the list was generated. He had been sick and obtained a pass to Kisoro to get treatment. On the other hand "Cedric Kakule" and "Abdou Mutundi" appear on the list given to the GoE on page 35, as CADRE KAKURE JONATHAN and CADRE MUTSINZI ABDOUR. Their names were wrongly written in the previous lists. They are civilian cadres with the M23 militants in Bihanga.

8. The absence of Major Fred Ngenzi Kagorora and "Major/Lt Col" Castro Mberagabo on both lists is because these individuals though soldiers, were not actively involved in military activities but were attached to the Political leadership of M23. They are currently in Kampala with Mr. Bertrand Bisiimwa (Chairman M23). They are among the M23 cadres who applied for amnesty in the recent exercise administered by the DRC Officials.

9. The Government of Uganda is not aware of the apparent reshuffle within the M23 Military structure as claimed by the GoE and has not seen any evidence to that effect.

Claims on ADF

10. The government of Uganda notes that the UN GoE on DRC doubts the fact that ADF has trained some of its fighters in the fabrication and use of IEDs and that there are links between ADF and Al-Shabaab as indicated in points 1 and 4 of its letter.

11. The government of Uganda is concerned at the persistent failure by the GoE to appreciate the link between ADF and Al-Shabaab/Al-Qaeda in spite of the obvious evidence provided to them on previous occasions and other key pointers which the GoE also acknowledges in its reports. For example, whereas in its Jan 14 report, the GoE acknowledged the presence of foreign Arab speaking men conducting Military Training Courses and Operations within the ADF camps in Eastern DRC, the GoE surprisingly avoids drawing a nexus between the foreigners and the Al-Shabaab/Al-Qaeda.

12. In addition, the GoE does not appreciate the undisputable information shared with it by Government of Uganda about the Al-Qaeda operatives from the Maghreb, of Moroccan nationality who were arrested in Dakar, Senegal en-route to ADF camps in Eastern DRC in July 2009. These were: Bright Mohamed, Nadane Si Mohamed and Eladini Moulay Abdel Halim. The trio had been issued with travel itinerary and contacts of the ADF by Omar Awadh Omar aka Abu Sahal, a Kenyan National, a member of Al-Qaeda East Africa

and one of those arrested in the Al-Shabaab perpetrated July 11 2010 Kampala bombings. Upon search, the trio were found with a Congolese telephone number +243 811 863 694. Subsequent interview of the suspects revealed that, the above telephone number had been given to them by Omar Awadh Omar aka Abu Sahal, to contact the owner of the telephone number for reception in DRC. Intelligence also established that, the telephone number belonged to Benjamin Muhindo Kisokeranio, the in-charge of ADF Internal Intelligence.

13. Furthermore, the Uganda government had earlier presented to the GoE information about one Miqdad Mohammed Saad (ADF collaborator), based in Kenya, who was communicating with Islamic extremists in Somalia soliciting support for ADF. The information provided included the email address he was using (nurusnem@gmail.com) and also the person he was communicating to in Somalia (one Tariq alias Shaakir) who uses Tel Nos +252 618 133

729 and +252 156 522 30. Miqdad Saad is a maternal uncle of Omar Awadh Omar.

14. One Abdallah Kasuja, the ADF bomb expert specialized in Improvised Explosive Devices (IEDs) is one of the ADF leaders who received training in Pakistan and fought alongside the radical Mujahideen in Afghanistan against the Soviet Union in 1978. He has been instrumental in training ADF operatives in the assembling and use of IEDs for urban terrorism.

15. Credible reports have continuously indicated the presence of Al-Shabab trainers in various ADF camps in Eastern DRC. For instance in June 2013 one Mohamed Ali from Mombasa, Kenya linked to Al-Shabaab was training a group of nine ADF rebels on how to assemble and use IEDs in Mwalika camp. This information is acknowledged by the GoE in paragraph 72 of its final report reference S/2014/42 of Jan 14. This is further confirmed by the photographic evidence provided by FARDC authorities showing corpses of two Somali Nationals who were killed when FARDC attacked a specialized

ADF Unit at 'Madina' camp. The two Somali nationals were identified to have been experts in the fabrication and use of IEDs by one of the ADF survivors of the attack. (Source: Military briefing by FARDC on 07 May 14). **See Annex B.**

16. In the absence of any information that disputes the above demonstrated links, the Government of Uganda maintains that there is a clear link between ADF and Al-Shabaab/ Al-Qaeda.

17. In the meeting of 29 Apr 14 which the GoE quote the issue of IEDs was discussed but the Ugandan authorities did not state any figure in relation to the number of ADF trained in their use. However, the Ugandan authorities did reiterate that the ADF had employed IEDs against FARDC in Eastern DRC and that quite a number of ADF fighters had received training in their fabrication and use.

18. The Government of Uganda is surprised that the GoE has continued to claim that it has not found any evidence relating to the training of ADF elements in the fabrication and use of IEDs in spite of the photographic evidence of IED materials recovered from ADF

camps by FARDC during the current Anti-ADF operations. This is in addition to credible reports shared with the GoE during their previous visits to Uganda in Feb and Oct 13.

19. In regard to ADF commanders Ibra Baza, Kategaya and Abdarahaman Kabanda, Uganda Intelligence is actively monitoring the activities of ADF in the region. It is in this respect that credible intelligence obtained indicated that in 2013, the above ADF commanders went to Sudan for military training, specifically in handling SPG9 gun among others and returned to Eastern DRC in February 2014.

20. Whereas there were reports that Al Qaeda considered appointing Jamil Mukulu to replace late Harun Fazul as the Al Qaeda leader for East Africa, there is no clear information about his position in the Al Qaeda hierarchy. The UPDF officers in Beni deny conducting any briefing on this issue on the 09 May 2014 as claimed by the GoE in its letter.

21. In respect to the claim that Jamil Mukulu had left DRC for another country, and did so with the help of "International allies", the GoE raised the matter during the meeting of 29 April 2014 as a media report. The Government of Uganda officials informed the GoE that they were also aware of the same press report, but that there was no corroborating evidence. The GoE was advised to treat the matter as media speculation. It is surprising therefore, that the GoE has raised the same issue again. Furthermore, although Maj Ronald Kakurungu acknowledges talking to a Reuter's reporter, he denies what was attributed to him by the journalist.

CONCLUSION

22. The government of Uganda is very much concerned about the existence and the activities of ADF and all other negative forces operating in the region. For this reason the Government of Uganda is fully committed, as always, to cooperate with the UN and any other

International or Regional bodies in finding a lasting solution to the security threat posed by these forces. It is therefore in the interest of the Government of Uganda to provide accurate and reliable information to any party that is an ally in regional peace and security.

ANNEX A



THE REPUBLIC OF UGANDA



OFFICE OF THE PRIME MINISTER

PLOT 9-11, APOLLO KAGGWA ROAD, P.O. BOX 341, KAMPALA, UGANDA

TELEPHONES: General Line 0417 770500, Web: www.opm.go.ug, E-mail: ois@opm.go.ug, info.dor@opm.go.ug

For all correspondence on this subject, please quote OPM/R/11/1

17th February 2014

The Permanent Secretary
Ministry of Foreign Affairs,
Kampala.

Re: Rwandese/Congolese Minors who fled with M23 Rebels.

Reference is made to your letter RST 34/297/01 of 21st January 2014 in connection to the above subject.

A total of 135 minors was received by OPM/UNHCR from UPDF Kisoro on 8th November 2013, interviewed and later handed back to UPDF Kisoro for safe custody.

80 claimed to be from Rwanda.
54 claimed to be Congolese
01 Claimed to be a Ugandan

Out of the 80 "Rwandans", only 54 were relocated to Kasese Barracks, 26 had found their way out of the Barracks and disappeared.

50 were relocated to Kyaka II Settlement from Kasese Barracks. It is said the 4 had escaped before relocation to Kyaka II.

These children were considered for asylum under the Best Interest of the Child Determination (BID) and accorded prime facie status.

UNICEF, ICRC, UNHCR and Office of the Prime Minister have been following up these children in the Settlement, until a durable solution is found.

Joint verification as proposed by the Rwanda High Commission is scheduled for Wednesday 26th February 2014.

David Kadiroka Kyagwa

FOR: PERMANENT SECRETARY.

- c.c. The Permanent Secretary, Office of the President.
- c.c. The Representative, UNHCR, Kampala
- c.c. The Country Representative, UNICEF, Kampala.
- c.c. The Country Representative, ICRC, Kampala.
- c.c. Chief of Military Intelligence, UPDF, Kampala
- c.c. File Ref: R/160/230/01

CADRES ADF D'ORIGINE
SOMALIENNE,EXPERTS EN BOMBE
ARTISANALE)



ANNEX B

Annex 41

Group of Experts response to the Government of Uganda on M23 and ADF

In May, the Group of Experts wrote two requests for information to the Government of Uganda (GoU) prior to publication of this report. On 5 May, the Group asked the GoU for an update on seizures or arrests related to the Group's 2013 final report, which noted the continuation of gold smuggling in Uganda (S/2014/42, para. 183). On 9 May, the Group asked the GoU for clarification on changing numbers and reorganization of M23 in Uganda, and for substantiation of GoU claims about ADF links to Al-Qaida and Al-Shabaab. On 27 May, GoU responded to the Group's request for clarification on M23 and ADF (annex 40); however, GoU did not respond to the Group's questions on gold smuggling prior to the deadline established for this report.

M23

The Group notes that the information provided by the GoU includes significant new details, but also raises new questions. Overall, the Group is concerned that M23 remains a fluid organization, with people leaving and joining the armed group on a regular basis. The significance of this finding remains unclear; however, the Group believes that given the history of armed conflict in the Great Lakes Region, and the fact that many M23 have served in multiple armed groups over time, the shifting numbers and reorganization of M23 gives cause for concern.

While appreciating the clarifications made by the GoU, the Group's concerns remain extant.

First, while the GoU has stated how several events, such as escapes, affected the overall number of M23 combatants in Uganda at different points in time, it does not provide a current figure in its answer. The Group is therefore concerned that the GoU cannot confirm how many M23 ex-combatants and political cadre are currently on its territory. GoU's response also contains inconsistencies. For example, according to the new information, the Group calculated that, as of 27 March 2014, there were a minimum of 1,379 and a maximum of 1,436 M23 in Uganda. Yet a list provided by the GoU to GoE on 30 April contained the names of 1,343 M23. In addition, the GoU does not clearly identify those M23 who have escaped, been rearrested, or returned to camps. The Group presents the changing numbers in table 1, below.

Second, GoU states that two important M23 military officers — "Maj." Fred Ngenzi Kagorora and "Lt. Col." Castro Mberagabo — do not appear on any M23 lists because they are acting as political cadre in Kampala. The Group questions this explanation, because the GoU provided the Group with a list of M23 political cadre in Kampala that includes neither Kagorora nor Mberagabo (annex 25 of this report).

Third, GoU states it has seen no evidence of M23 reorganization. While respecting the GoU position, the Group notes in the present report that such reorganization has in fact taken place, as is evident through comparison of the February and April 2014 lists (paras. 62-63).

Table 1
Changing numbers of M23 in Uganda, Nov. 2013-April 2014

<i>Number</i>	<i>Date for estimated number</i>	<i>Date estimated number was reported</i>	<i>Source</i>	<i>Remarks</i>
1,445	5 Nov. 2013	19 Nov. 2013	GoU letter to GoE	GoU reported 1,443 plus Makenga and Kaina. 1,443+2=1,445
1,456	6 Nov. 2013	27 May 2014	GoU letter to GoE	
1,375	20 Nov. 2013	6 Dec. 2013	EJVM, as reported by GoU (current report, annex 23)	EJVM noted that 52 children were removed from this group, but that the overall number did not include Makenga or Kaina. 1,375-52=1,323 1,323+2=1,325
1,302	30 Nov.- 4 Dec. 2013	6 Dec. 2013	EJVM headcount (current report, annex 23)	
1,325	Feb. 2014	3 Feb. 2014	GoU provided to MONUCSCO	
Min: 1,379 Max: 1,436	27 Mar. 2014	27 May 2014	GoU letter to GoE	This number is calculated based on information contained in GoU's 27 May 2014 response to the Group of Experts. ^a
1,343	Apr. 2014	30 April 2014	GoU provided to GoE	Roll call of M23 combatants.

^a GoU states this number included 135 juveniles who were separated from the main group in Nov. 2013: 1,456-135=1,321. GoU further states that 57 ex-combatants escaped from camps in Nov.-Dec. 2013, and that some returned or were arrested; however, GoU does not state how many returned or were arrested.
 Minimum: 1,321-57=1,264
 Maximum: 1,321-0=1,321
 GoU states 106 ex-M23 reported to Bihanga camp between Dec. 2013-Mar. 2014.
 Minimum: 1,264+106=1,370
 Maximum: 1,321+106=1,427
 GoU states an additional 9 ex-M23 who arrived in Uganda in 2012 were added to M23 in Nov. 2013.
 Minimum: 1,370+9=1,379
 Maximum: 1,427+9=1,436

ADF

The Group notes that GoU misinterpreted the Group's request regarding ADF's use of IEDs. GoU states: "The government of Uganda notes that the UN GoE on DRC doubts the fact that ADF has trained some of its fighters in the fabrication and use of IEDs" (para. 10 of GoU letter). In the present report, the Group notes that it inspected two intact IEDs and parts of a third, and clearly identified ADF's use of IEDs. The Group does not dispute that ADF has trained some of its fighters to

fabricate and use IEDs, but questions GoU's claim that representatives of Al-Shabaab or other groups have provided this training.

Regarding links between ADF and Al-Qaida and Al-Shabaab, the Group stands by its statements in this report about a lack of evidence demonstrating links between ADF and foreign terrorist groups. GoU asserts there is a "clear link" between ADF links and both Al-Qaida and Al-Shabaab (para. 16), demonstrated in part by ADF's use of IEDs (paras. 14-15); however, the Group has not established such a link, and has consulted the UN Somalia and Eritrea Monitoring Group, which has also not found any link (see also S/2014/42, para. 72). The Group views the crude nature of the ADF IEDs examined by the Group as evidence of the absence of such links.

The Group had asked GoU to clarify remarks made on 9 May by a UPDF Col. in Beni about Jamil Mukulu being the fifth most senior leader in Al-Qaida. The GoU states the Col. has denied making such statements; however, the Group has confirmed that the Col. did make this claim publicly in front of FARDC and MONUSCO officers in Beni.

Conclusion

Given the self-identified concerns of the GoU regarding M23 present in Uganda, the Group is concerned that GoU has not taken steps to address the shifting numbers and reorganization of M23 on its territory. In addition, GoU's response to GoE regarding ADF does not change the Group's findings contained in this report. The Group however, remains available and willing to review any information that would substantively support the GoU position. The Group also reiterates its ongoing concern about the issue of mineral smuggling in Uganda, and sincerely hopes for meaningful engagement with the GoU on this topic.
